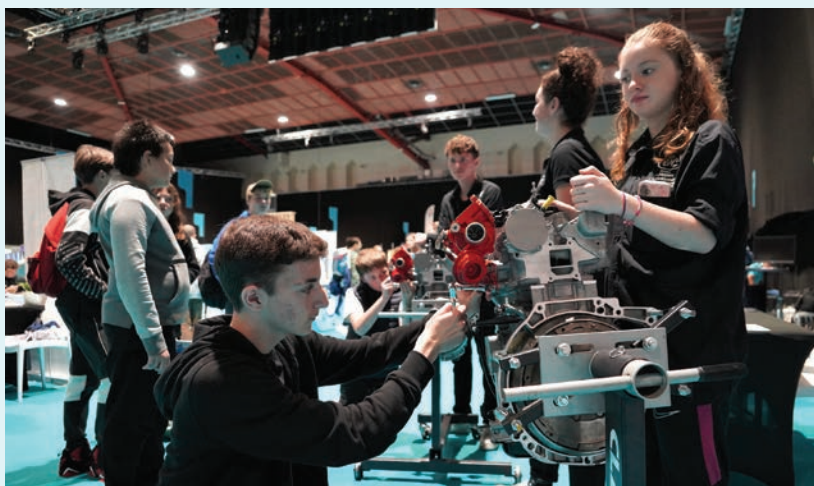




RÉGION ACADÉMIQUE  
OCCITANIE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



# RAPPORT D'ACTIVITÉ

JUIN 2025



**RÉGION ACADÉMIQUE  
OCCITANIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

2015

# ÉDITO

Nous sommes heureux de partager à nouveau avec vous cette troisième édition du rapport d'activité de la Région académique Occitanie. Ce nouveau rapport d'activité couvre la période allant de juillet 2024 à juin 2025 et présente les politiques publiques et actions menées, accompagnées et soutenues par nos services dans le vaste territoire de l'Occitanie.

Entièrement mobilisés, nos conseillers, ainsi que l'ensemble des services et directions de la Région académique, œuvrent chaque jour à la mise en place de projets innovants au service des élèves, des parents, des étudiants et des personnels. Leur engagement s'exprime dans des domaines clés : la formation professionnelle, initiale, continue et par apprentissage, la recherche et l'innovation, l'information sur les métiers et l'orientation, la lutte contre le décrochage scolaire, le numérique éducatif, le développement de partenariats européens et internationaux, ainsi que dans les politiques en faveur de la jeunesse, de l'engagement et du sport.

Notre action s'étend de l'école au lycée, et concerne également l'enseignement supérieur et la recherche, en lien étroit avec les universités, les établissements d'enseignement supérieur, les CROUS et les organismes de recherche.

Cette année 2024-2025 a été marquée par une dynamique d'innovation constante et la matérialisation d'actions renforçant l'efficacité des politiques publiques, grâce à une démarche partenariale engagée avec l'ensemble des acteurs de notre région.

Pleinement engagés, nous resterons mobilisés pour concrétiser nos avancées et les partager avec l'ensemble des acteurs, tant au niveau régional que local, afin de poursuivre le développement de la Région académique d'Occitanie au service des élèves, étudiants, familles et personnels.

**Véronique DOMINGUEZ-GUILLAUME**

Rectrice déléguée pour  
l'enseignement supérieur,  
la recherche et l'innovation  
de la Région académique Occitanie

**Carole DRUCKER-GODARD**

Rectrice de la région  
académique Occitanie,  
Rectrice de l'académie de Montpellier,  
Chancelière des universités

**Karim BENMILOUD**

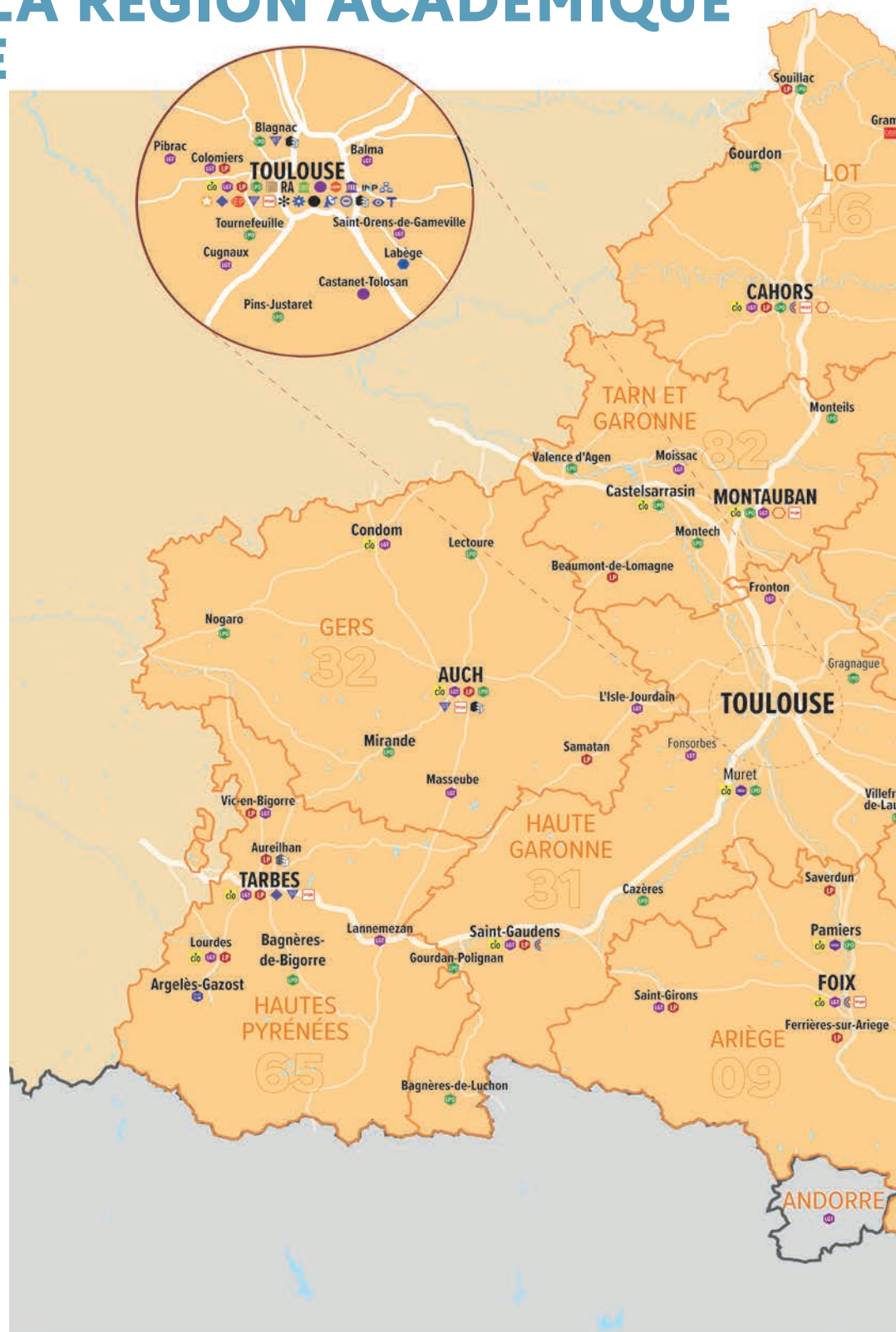
Recteur de l'académie  
de Toulouse

# SOMMAIRE

<b>ÉDITO.....</b>	<b>3</b>
<b>CARTE DE LA RÉGION ACADÉMIQUE OCCITANIE .....</b>	<b>6</b>
<b>ORGANIGRAMME .....</b>	<b>8</b>
<b>CHRONOLOGIE DE L'INSTALLATION DES SERVICES.....</b>	<b>10</b>
<b>QUELQUES RÉALISATIONS RÉCENTES DE LA RÉGION ACADÉMIQUE .....</b>	<b>11</b>
<b>CONTINUITÉ DES ACTIONS DE LA RÉGION ACADÉMIQUE AU SERVICE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE.....</b>	<b>12</b>
<b>POLITIQUES PRIORITAIRES DU GOUVERNEMENT.....</b>	<b>14</b>
<b>I. REGARDS CROISÉS DES PARTENAIRES SUR LA RÉGION ACADÉMIQUE OCCITANIE .</b>	<b>17</b>
<b>II. CRÉER ENSEMBLE DES PARTENARIATS SOLIDES ET DES PROJETS INNOVANTS.....</b>	<b>21</b>
1. Conventions avec les partenaires régionaux .....	22
2. France 2030 .....	23
3. Mise en œuvre et déploiement du contrat de Plan état Région (CPER) 2021-2027 .....	34
<b>III. DONNER À CHAQUE ÉLÈVE, APPRENTI ET ÉTUDIANT LES CLÉS POUR CONSTRUIRE UN PARCOURS D'ORIENTATION RÉUSSI.....</b>	<b>37</b>
1. Promouvoir l'égalité des chances avec les Cordées de la réussite et le mentorat.....	38
2. Guider les élèves dans la construction de leur projet d'orientation et de leur parcours de formation.....	40
3. Accompagner l'élève tout au long de la procédure Parcoursup et du continuum -3/+3 .....	42
4. Déployer les actions de prévention du décrochage scolaire et assurer la mise en œuvre de l'obligation de formation 16-18 ans .....	43
5. Soutenir le montage de projets pour accompagner les apprenants.....	46
<b>IV. FORMER POUR CONSTRUIRE LES COMPÉTENCES D'AVENIR .....</b>	<b>49</b>
1. Réformer le lycée professionnel et transformer la carte des formations professionnelles .....	50
2. Promouvoir les Campus des Métiers et des Qualifications.....	54
3. Développer les réseaux avec le Club École Entreprise et les CLEE .....	56
4. Poursuivre la mise en œuvre de la mixité dans les parcours d'apprentissage.....	58

<b>V. INNOVER POUR UN MEILLEUR SERVICE AVEC LE NUMÉRIQUE ÉDUCATIF.....</b>	<b>61</b>
1. Renforcer les compétences numériques des élèves.....	62
2. Garder le lien avec la classe grâce au programme TED-i.....	65
<b>VI. AGIR POUR LA JEUNESSE, L'ENGAGEMENT ET LE SPORT .....</b>	<b>67</b>
1. Consolider la continuité éducative .....	68
2. Contribuer au soutien des acteurs de la vie associative .....	69
3. Contribuer à l'engagement et à l'insertion des jeunes .....	70
4. Animer et optimiser le réseau JES .....	73
5. Organiser la filière d'emploi et de formation pour développer le secteur sportif .....	75
6. Faire vivre les Jeux Olympiques et Paralympiques en Occitanie .....	78
<b>VII. OUVRIR LA JEUNESSE À L'INTERNATIONAL .....</b>	<b>81</b>
1. Agir pour la mobilité en formant et en accompagnant les porteurs de projet .....	82
2. Favoriser la mobilité européenne et internationale des jeunes, réel facteur de réussite .....	83
<b>VIII. INNOVER AUX CÔTÉS DES UNIVERSITÉS POUR ASSURER LA RÉUSSITE ÉTUDIANTE .....</b>	<b>87</b>
1. Innover pour la réussite étudiante .....	88
2. Renforcer le pilotage et le suivi des actions en faveur du bien-être étudiant et de la lutte contre les VSS.....	90
3. Accélérer la transition énergétique au bénéfice de la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche.....	92
<b>IX. SOUTENIR LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT ET RENFORCER L'INNOVATION DANS LES ENTREPRISES .....</b>	<b>95</b>
1. Réaliser des missions d'expertise au profit des acteurs économiques.....	96
2. Accompagner la modernisation des entreprises par le biais de l'innovation.....	98
3. Soutenir la recherche et le développement par la diffusion de la culture scientifique vers le grand public .....	100
<b>X. AGIR POUR ÊTRE TOUJOURS PLUS AU SERVICE DES SERVICES ET DES ÉTABLISSEMENTS.....</b>	<b>103</b>
1. Accompagner les services pour impulser l'innovation .....	104
2. S'engager dans la transformation grâce à une stratégie numérique innovante.....	106
3. Développer une politique d'achat axée sur les priorités éducatives .....	108
4. Porter une stratégie immobilière ambitieuse.....	110
<b>GLOSSAIRE .....</b>	<b>113</b>

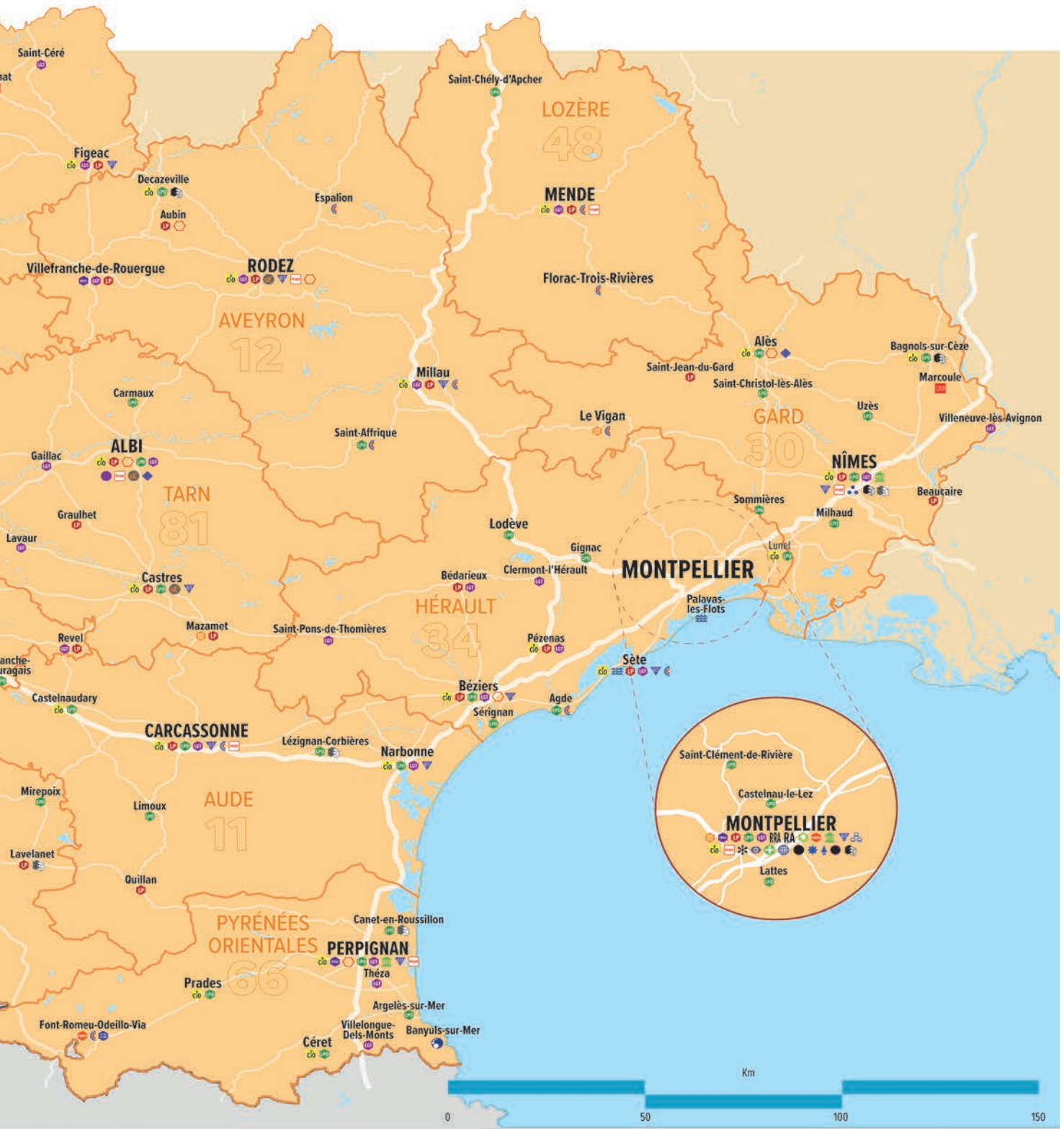
# CARTE DE LA RÉGION ACADÉMIQUE OCCITANIE



Index général	
	CAMPUS CONNECTÉ
	CENTRE D'INFORMATION ET D'ORIENTATION
	CITÉ SCOLAIRE
	CM06
	CMO
	CREPS
	ÉCOLE AUTRES MINISTÈRES
	ÉCOLE D'ARCHITECTURE, D'ART ET DE CULTURE
	ÉCOLE D'INGÉNIEURS
	EREA
	IEP
	INSPE
	INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE
	INSTITUT NATIONAL UNIVERSITAIRE
	IUT
	LGT (PUBLIC)
	LP (PUBLIC)
	LPO (PUBLIC)
	LYCÉE CLIMATIQUE ET SPORTIF
	LYCÉE HÔTELIER
	PFT
	RECTORAT D'ACADÉMIE
	RECTORAT DE RÉGION ACADÉMIQUE
	TOULOUSE SCHOOL OF ECONOMICS
	UNIVERSITÉS (SIÈGES)

Organismes nationaux de recherche	
	ADEME
	BRGM
	CEA
	CINES
	CIRAD
	CNES
	CNRM MÉTÉO FRANCE
	CNRS
	IFREMER
	INRAE
	INRAP
	INRIA
	INSERM
	IRD
	OBSERVATOIRE Océanographique DE BANYULS-SUR-MER (OOB)
	ONERA

Écoles d'ingénieurs
EI PURPAN
ENAC TOULOUSE
ENIT TARDES
ENSCM MONTPELLIER
INSA TOULOUSE
IMT MINES ALÈS
IMT MINES ALBI
ISAE SUPAERO TOULOUSE



**Écoles autres ministères**

- INSTITUT AGRO MONTPELLIER
- EN MÉTÉO TOULOUSE
- ENSEFA CASTANET-TOULOSAN
- ENVY TOULOUSE

**Écoles d'architecture, d'art et de culture**

- ENSA MONTPELLIER
- ENSA TOULOUSE
- ISDAT TOULOUSE

**Universités et EPSCP (sièges)**

- CNAM MONTPELLIER
- IPST CNAM TOULOUSE
- UNIVERSITÉ DE TOULOUSE (COMUE)
- UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
- UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY MONTPELLIER III
- UNIVERSITÉ DE NÎMES
- UNIVERSITÉ DE PERPIGNAN VIA DOMITIA
- UNIVERSITÉ TOULOUSE-CAPITOLE
- UNIVERSITÉ TOULOUSE-JEAN-JAURÈS
- UNIVERSITÉ TOULOUSE III-PAUL-SABATIER
- INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE
- INSTITUT NATIONAL UNIVERSITAIRE CHAMPOLLION ALBI
- TOULOUSE SCHOOL OF ECONOMICS (TSE)

**Campus des Métiers Qualifications (CMO)**

- CMO EXCELLENCE MOBILITÉ ET TRANSPORT INTELLIGENT (TOULOUSE-31)
- CMO EXCELLENCE HABITAT, ENERGIES RENOUVELABLES ET ECO-CONSTRUCTION (NÎMES-30)
- CMO EXCELLENCE GASTRONOMIE, HÔTELLERIE ET TOURISME (MONTPELLIER-34)
- CMO EXCELLENCE PROCESS ET TECHNOLOGIES EN MILIEUX SENSIBLES (BAGNOLS-SUR-CÈZE-30)
- CMO EXCELLENCE AÉRONAUTIQUE ET SPATIAL (BLAGNAC-31)
- CMO EXCELLENCE BTP ET USAGES DU NUMÉRIQUE (AUCH-32)
- CMO EXCELLENCE INDUSTRIE DU FUTUR - MÉCANIQUE, MÉCANIC VALLÉE (DECAZEVILLE-12)
- CMO TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DES HAUTES-PYRÉNÉES (AUREILHAN-65)
- CMO DESIGN ET INDUSTRIES CRÉATIVES (NÎMES-30)
- CMO TOURISME PYRÉNÉEN (LAVELANET-09)
- CMO TRANSPORT, LOGISTIQUE ET COMMERCE DE GROS (LÉZIGNAN-CORBIÈRES-11)
- CMO NAUTI-CAMPUS (CANET-EN-ROUSSILLON-66)

**Plate-formes Technologiques (PFT)**

- ALBI : PFT GH20; PFT PRODUITS ET PROCESSUS AUTOMATISÉS
- ALÈS : PFT 3DINNOV
- AUBIN : PFT BOIS
- BÉZIERS : PFT 34 MÉC@INNOV
- CAHORS : PFT EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE
- MONTAUBAN : PFTMICROPACC
- PERPIGNAN : PFT INDUSUM@ECO-INNOV
- RODEZ : PFT CONPIM

# ORGANIGRAMME



**Véronique DOMINGUEZ-GUILLAUME**  
 Rectrice Déléguée à  
 l'Enseignement Supérieur, la  
 Recherche et l'Innovation

## Cabinet du rectorat de région académique

**Steve BARBET**  
 Directeur de cabinet de la rectrice de région académique  
**Stéphanie DEVEZE**  
 Directrice de cabinet de la rectrice déléguée à l'ESRI  
**Charlotte VERNAY**  
 Directrice de cabinet adjointe  
**Aline ROCHE-NOURY**  
 Directrice de la communication

## Pôle ESRI

### SRAES

Service de Région Académique de l'Enseignement Supérieur

**Aline TEISSIER**  
 Responsable du service

**SRAES Est**  
**Franck DOMEIZEL**  
 Responsable de site

**SRAES Ouest**  
**Léa FABRE**  
 Responsable de site

### DRARI

Direction de Région Académique à la Recherche et à l'Innovation

**Marianne PEYROT**  
 DRARI  
**Gérard VILAREM**  
 DRARI adjoint  
**Christelle GUEGAN**  
 DRARI adjointe

## Pôle Expertise et support

### SRAPA

Service de Région Académique de la Politique des Achats

**Emmanuel VASSAL**  
 Responsable du service

### SRAPI

Service de Région Académique de la Politique Immobilière

**Christophe ESCASSUT**  
 Responsable du service  
**Jean-Pierre DUFOUR**  
 Responsable adjoint

### DSI<sup>2</sup>

Direction des Systèmes d'Information et de l'Innovation

**Hervé MIRABAIL**  
 DSI  
**Hélène LAFONTAN**  
 DSI adjointe Montpellier  
**Gilles GARROUTY**  
 DSI adjoint Toulouse

**Département développements**  
**Christine FERON**

**Département applications**  
**Jean-Denis BELDA**

**Département relation clients**  
**Anne-Laure CASTEX**

**Département proximité**  
**Alexandre RIEUX**

**Département infrastructures et PNCN**  
**Jean-Michel LOPEZ**

**Département développements produits nationaux**  
**Patrick UNGRIA**

**Département diffusion**  
**Damien GRANIER**

**Département homologation**  
**Catherine GELY**

## COMITÉ DE RÉGION ACADÉMIQUE

**Carole DRUCKER-GODARD**  
 Rectrice de la région académique  
 Rectrice de l'académie de Montpellier  
 Chancelière des universités

**Karim BENMILOUD**  
 Recteur de l'académie de Toulouse

**Véronique DOMINGUEZ-GUILLAUME**  
 Rectrice déléguée - ESRI

**Marc FIROUD**  
 Secrétaire général de la région académique

**Isabelle CHAZAL**  
 Secrétaire générale de l'académie de Montpellier

**Vincent DENIS**  
 Secrétaire général de l'académie de Toulouse

**Philippe PAILLET**  
 Secrétaire général de la région académique adjoint

**Steve BARBET**  
 Directeur de cabinet de la rectrice de région académique

**Stéphanie DEVEZE**  
 Directrice de cabinet de la rectrice déléguée ESRI

**Alexandra LEULIETTE**  
 Directrice de cabinet du recteur de l'académie de Toulouse

## COMITÉ DE LIAISON

**Marc FIROUD**  
 Secrétaire général de la région académique  
**Isabelle CHAZAL**  
 Secrétaire générale de l'académie de Montpellier  
**Vincent DENIS**  
 Secrétaire général de l'académie de Toulouse



## Carole DRUCKER-GODARD

Rectrice de région académique Occitanie  
Rectrice de l'académie de Montpellier  
Chancelière des universités



## Karim BENMILOUD

Recteur de l'Académie de  
Toulouse

### SGRA Secrétariat général de région académique

Marc FIROUD SGRA  
Philippe PAILLET SGRA adjoint

**PPRAT**  
Pôle de Pilotage des  
Ressources et d'Appui à  
la Transformation  
**Magali AMOUROUX**  
Adjointe au SGRA  
Responsable du service  
**La Coopérative**  
Laboratoire d'innovation publique

**Chargées de mission**  
Jemaa BENAYED  
Laurence GEORGET DANTONY  
Baya SIDI MAAMAR

## Pôle Politiques publiques

### DRAJES

Direction de Région  
Académique à la  
Jeunesse, à l'Engagement  
et aux Sports

Laurence COLLAS  
DRAJES  
N  
DRAJES adjoint

Pôle politiques  
sportives  
N

Pôle Jeunesse,  
Engagement, Vie  
Associative  
Nicolas REMOND

Pôle formations,  
certifications  
Véronique CAZIN

### DRAFFICA

Direction de Région  
Académique à la  
Formation Initiale,  
Continue et à  
l'Apprentissage

Nicolas MADIOT  
DRAFFICA  
Mickaël DUCHIRON  
DRAFFICA adjoint

Département  
formation  
professionnelle des  
adultes  
Sylvaine HERNANDEZ

Département offre  
de formation initiale  
et partenariats  
Ahmed BOUHABA  
Olivier XERRI

Département formation  
professionnelle par  
apprentissage  
Stéphanie JANSOU

Département Recherche  
et Développement  
- Digitalisation -  
Innovation pédagogique  
(R2DIP)  
Stéphane VINCE  
Thierry BLASQUEZ

Département RH  
Manuela  
FAVREAU-POUESSEL

Stratégie de  
filière et systèmes  
d'information  
Sandrine LOISEAU

Département  
qualité et labels  
Marianne SOUTIE

### DRAIO

Direction de Région  
Académique à  
l'Information et  
l'Orientation

Michaël DECOOL  
DRAIO  
Anne VIADIEU  
DRAIO adjointe

Pôle expertise,  
orientation, appui  
aux établissements  
Adjointes  
Odile FABRE  
Carole DUPENLOUX

Pôle lutte contre  
le décrochage  
scolaire, appui aux  
établissements  
Adjointes  
Blandine LOUVRIÉE  
Sylvie BÉCO-GLEIZES

Pôle pédagogique de  
l'orientation, parcours  
et accompagnement  
des élèves  
Chefs de projets  
Dominique FLAISSIER  
Sadek MAHDI

### DRANE

Direction de Région  
Académique au  
Numérique pour  
l'Éducation

Guillaume BONZOMS  
DRANE  
Aurélien JONES  
DRANE adjointe

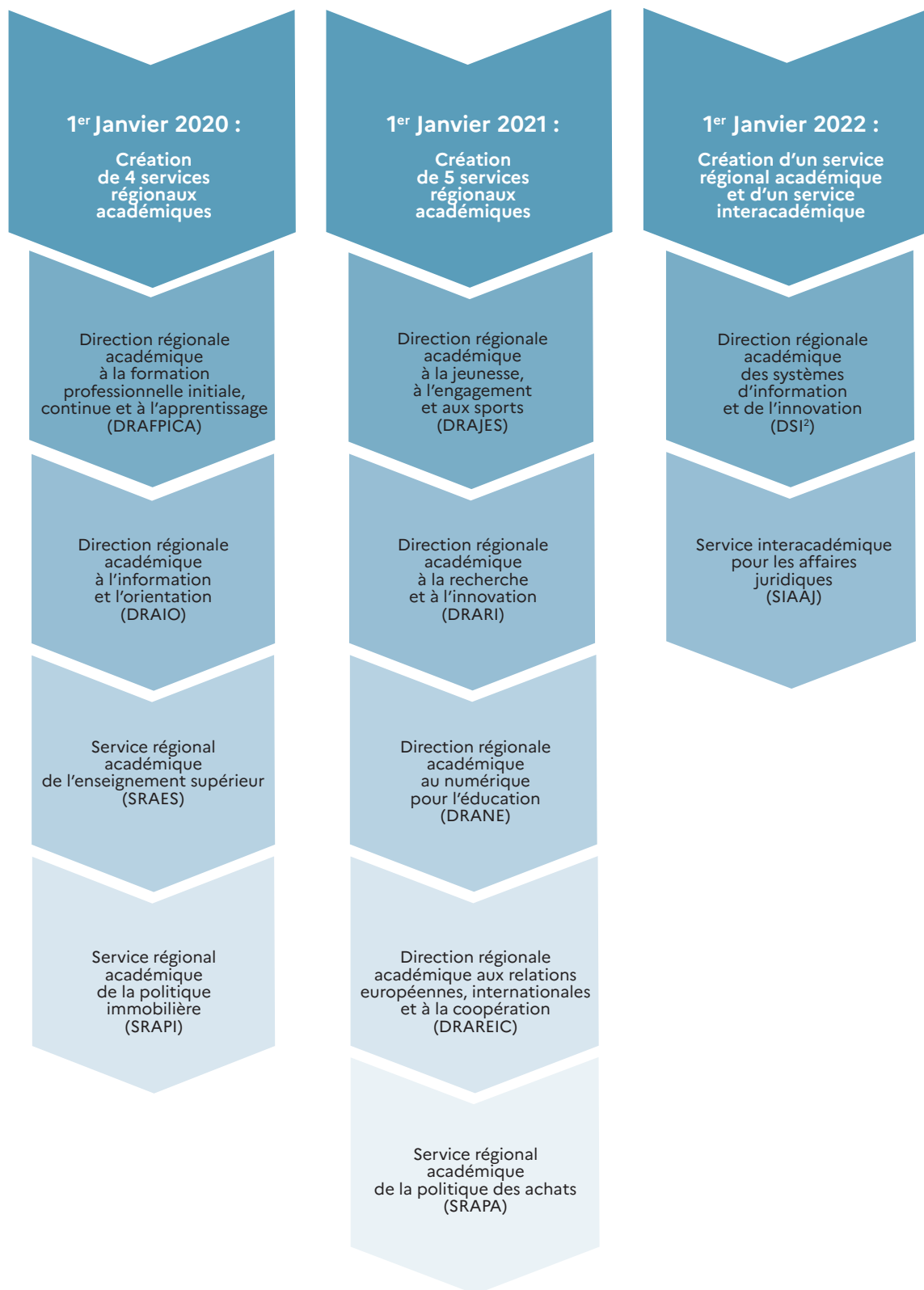
Adjointes  
Morgane BEN CHEIKH  
EL FEGOUN  
Ludovic DELORME  
Sébastien MÉJEAN  
Arnaud MASSELOT

### DRAREIC

Direction de Région  
Académique aux  
Relations Européennes,  
Internationales et à la  
Coopération

Franck LE CARS  
DRAREIC  
Atef ZOUAIED  
DRAREIC adjoint

# CHRONOLOGIE DE L'INSTALLATION DES SERVICES



# QUELQUES RÉALISATIONS RÉCENTES DE LA RÉGION ACADÉMIQUE

## Appuyer les GRETA CFA de la Région académique

Conduite, à la demande du GIP Formavie, d'un audit des systèmes d'information des GRETA CFA, en vue de leur renforcement et d'une sécurisation par la DSI<sup>2</sup> et dans l'objectif d'un socle commun informatique partagé.

## Sécuriser les politiques éducatives

Mise en œuvre d'une stratégie d'achat mutualisée et efficiente à l'échelle de la région académique pour l'acquisition d'équipements numériques adaptés aux élèves en situation de handicap.

## Faciliter la mobilité internationale des personnels

Création au sein de la DRAREIC d'une «agence de voyages» qui effectue toutes les réservations de transport et assure la remise d'une avance de subvention Erasmus + aux personnels en mobilité pour plus d'égalité de traitement.

## Innover avec l'intelligence artificielle

Création d'un incubateur «IA» rattaché au DSI<sup>2</sup> pour appuyer le déploiement de l'IA dans les services déconcentrés de la Région académique Occitanie.

## Concrétiser l'action en faveur de la transition écologique de l'État

Mise en œuvre d'une Stratégie régionale pour la mobilité durable triennale (2025-2028), déclinaison de plans de mobilité employeur (PDME) à l'échelle des treize départements et conclusion de partenariats inédits à l'échelle nationale avec BlablacarDaily et la SNCF.

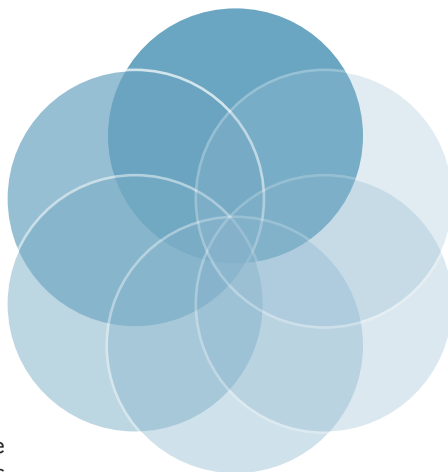
## Transformer la carte des formations grâce à France 2030

Vingt projets portés par des chefs de file situés en Région académique Occitanie lauréats de France 2030 à l'issue de la 2<sup>ème</sup> vague de l'AMI CMA «Compétences et métiers d'avenir».

Le Projet COMETES (COMpétences et METiers de l'Espace), lauréat en Occitanie pour un montant de 20 millions d'€ afin d'accompagner les mutations du secteur spatial et de ses enjeux stratégiques civils et militaires majeurs.

## Renforcer les métiers de la filière du Sport

Lancement du premier Campus des métiers et des qualifications «Développement du secteur sportif» en Occitanie le 30 novembre 2024.



# CONTINUITÉ DES ACTIONS DE LA RÉGION ACADÉMIQUE AU SERVICE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

## Finalisation des formations à la transition écologique des cadres supérieurs

Sous l'impulsion de la Première ministre, un chantier inédit de formation des agents publics à la transition écologique (FTE) a été érigé en politique prioritaire du gouvernement (PPG). Cette formation, engagée au profit des cadres dirigeants de l'Etat s'est déployée à partir d'octobre 2022, au profit des cadres supérieurs de l'ensemble des ministères.

**La mise en œuvre du parcours de formation, à l'échelle de la Région académique Occitanie et pour les deux périmètres ministériels (MENESR, MSJEVA), a été assurée par le secrétariat général de la Région académique Occitanie.**

Entre octobre 2023 et mars 2024, six ateliers de sensibilisation se sont tenus à Montpellier et Toulouse, permettant de former 65 cadres ce qui représente un taux de participation de **79%**. Entre janvier et décembre 2024, six ateliers de mise en pratique des leviers mobilisables ont été suivis par 61 cadres.

Des conférences-débats ont été organisées par le CNRS en octobre 2024 à Montpellier et à Toulouse.

Des visites ont également été proposées, dans des sites présentant des thématiques intéressantes particulièrement les missions des cadres supérieurs des deux ministères telles que la désimperméabilisation et la végétalisation des cours d'école. A ce jour, le CNRS continue de proposer visites et conférences, ces dernières étant désormais ouvertes à tous les agents.

## CHIFFRES CLÉS

**79%** des cadres ont suivi l'atelier de sensibilisation

**74%** des cadres ont suivi l'atelier de mise en pratique

**67%** des cadres ont suivi les deux ateliers

**49%** des cadres ayant suivi les deux ateliers ont également assisté aux trois conférences proposées par le CNRS

## Stratégie régionale pour la mobilité durable 2025-2028 et Plans de Mobilité Employeur (PDME)

Dans le cadre du plan de transformation écologique de l'État pour des Services Publics Ecoresponsables (SPE), le ministre de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche a désigné la Région académique Occitanie, région expérimentatrice pour piloter, déployer et animer de nouveaux plans de mobilité employeur (PDME). Ces PDME ont pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre des agents tant dans leurs déplacements domicile-travail que dans leurs déplacements professionnels.

**La réalisation d'un diagnostic mené auprès de 5 000 agents (Région académique, Rectorats, DSDEN, CIO, IEN) a abouti en septembre 2024 à la validation d'une Stratégie régionale pour la mobilité durable, réunissant les plans d'action départementaux des DSDEN (PDME locaux) et un plan d'action régional (PDME régional).**

Cette stratégie régionale porte également une attention particulière à la réduction du parc automobile et au verdissement de la flotte. La réduction des transports carbonés est un objectif majeur et prioritaire de l'Etat.

**Au titre des premières actions menées à l'échelle régionale, figure la mise à disposition de vélos de service à assistance électrique dans les treize DSDEN, prêtés aux agents pour leur permettre de tester leurs trajets domicile-travail et les inciter à laisser leurs véhicules individuels et passer aux mobilités douces. Des abris vélos ont également été bâtis dans six DSDEN.**

**Un marché a par ailleurs été passé avec BlaBlaCar Daily pour développer le covoiturage et une convention a été signée avec la SNCF voyageurs et la Région Occitanie pour développer les trajets en train et car Lio.**

**Enfin, six véhicules électriques et six bornes de recharge ont été financés pour les DSDEN. La maîtrise du parc automobile est un des principaux leviers de réduction de l'empreinte carbone de nos administrations déconcentrées.**

Fort d'une expérience réussie, avec la mise en place d'une gouvernance régionale, la rédaction d'une Stratégie régionale triennale pour la mobilité durable, l'animation de plans de mobilité employeur (PDME) et des actions concrètes dans les treize départements, **le ministère a validé le modèle expérimenté par la Région académique Occitanie et l'a déployé à l'échelle nationale** dans une circulaire du Secrétaire Général du 10 mars 2025.

La Région académique Occitanie continue d'expérimenter des actions innovantes sur les déplacements domicile-travail et va désormais déployer son action dans l'objectif de réduire l'empreinte carbone de ses déplacements professionnels.

## Poursuite des travaux de la cellule régionale « Transition écologique du bâti scolaire »

Un courrier conjoint des Recteurs et du Préfet de Région, le 20 février 2024, a entériné la création d'une cellule régionale dédiée à la transition écologique du bâti scolaire.

Cette cellule, qui compte la participation active de la Banque des Territoires, de l'ADEME et du CEREMA, a pour vocation d'accompagner les porteurs de projets en s'appuyant sur la richesse du partenariat territorial, permettant ainsi une expertise conjointe autour de plusieurs axes :

- L'analyse technique des projets ;
- L'évaluation des enjeux pédagogiques ;
- La sécurisation du financement.

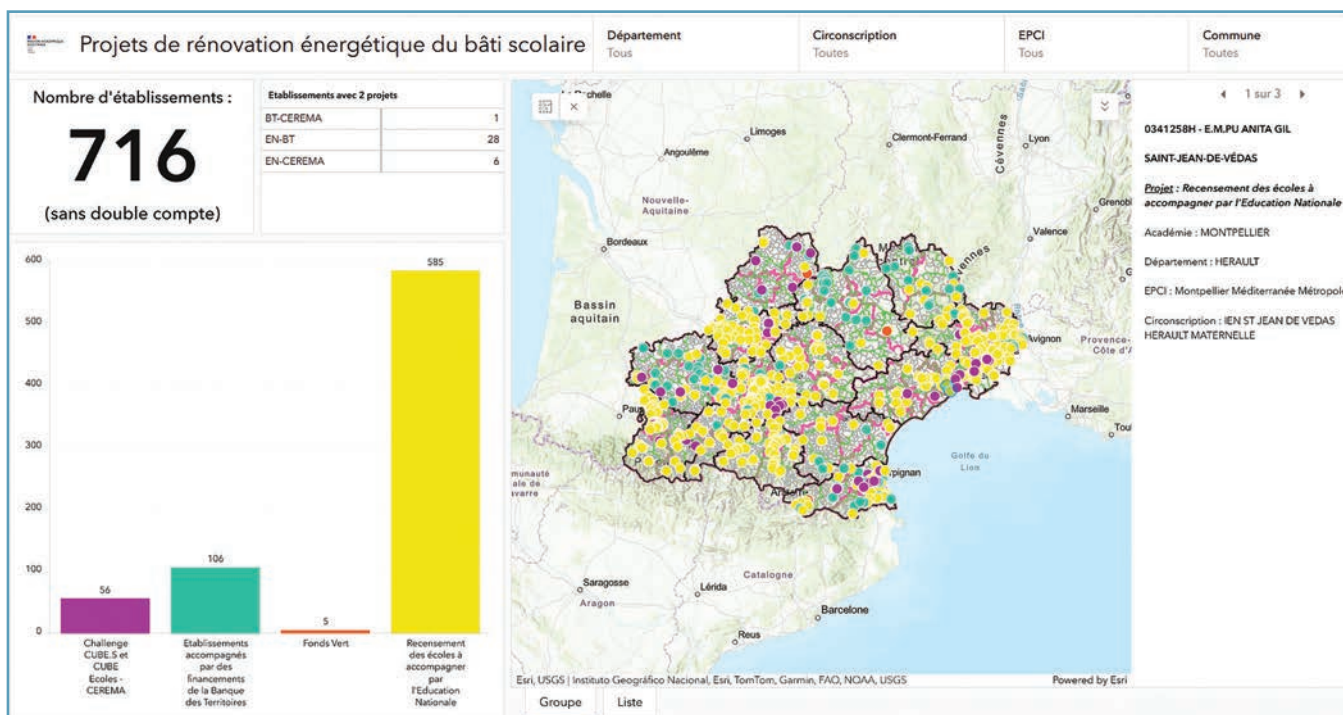
Par ailleurs, une cartographie a été déployée par la Région académique afin de recenser l'ensemble des établissements susceptibles de bénéficier d'un accompagnement dans le cadre de projets de rénovation écologique du bâti scolaire. **Au total, 716 établissements y sont identifiés**

La cellule régionale prend également part à divers événements organisés par ses partenaires :

- **Le 9 octobre 2024, une conférence technique territoriale dédiée au réaménagement des cours d'écoles, portée par le CEREMA, s'est tenue à Toulouse** avec la participation de la Région académique. Cette rencontre a permis de partager des retours d'expérience ainsi que des outils pour agir en faveur de la sobriété énergétique, du réaménagement

des cours et des mobilités douces avec la ville, afin de positionner l'école comme un élément central et inspirant pour l'aménagement des territoires et la transition écologique ;

- **Le 8 juillet 2025, le Lycée Jules Guesde (Montpellier) accueille l'édition 2025 du Campus EduRenov**, organisée par la Banque des Territoires. Cet événement vise à réunir les porteurs de projets et les partenaires du programme, à valoriser des initiatives EduRenov, ainsi qu'à proposer des masterclass et ateliers de co-développement aux collectivités.



Cartographie de recensement des projets de rénovation énergétique du bâti scolaire

# POLITIQUES PRIORITAIRES DU GOUVERNEMENT

## LES CHANTIERS PRIORITAIRES RELEVANT DU PÉRIMÈTRE MENESR/MSJVA

### Pour le champ de l'Éducation nationale

- Améliorer le niveau des élèves dans les savoirs fondamentaux
- Dédoubler les classes en éducation prioritaire et limiter les effectifs à 24 partout ailleurs (grande section, CP, CE1)
- Remplacer les enseignants absents
- Mieux orienter les élèves au collège et au lycée
- Faire du lycée professionnel une voie de réussite et d'accès à l'emploi
- Rendre l'école plus inclusive
- Offrir à chaque élève une éducation culturelle et artistique
- Transformer l'école en faisant confiance aux acteurs de terrain
- Lutter contre le harcèlement et le cyberharcèlement scolaires

### Pour le champ de la Jeunesse

- Favoriser l'engagement civique des jeunes
- Généraliser le SNU (Service National Universel)

### Pour le champ de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- Mieux accompagner les étudiants (logement, alimentation, santé)
- Améliorer l'orientation des lycéens vers l'enseignement supérieur via Parcoursup
- Ouvrir les filières de formation de l'enseignement supérieur nécessaires pour répondre aux besoins de la Nation
- Investir dans la recherche au service de la connaissance et de l'innovation

### Pour le champ des Sports

- Assurer 30 minutes de sport par jour à l'école primaire et 2 heures de sport en plus par semaine pour les collégiens
- Étendre le Pass'sport

Les politiques prioritaires du Gouvernement (PPG) font l'objet d'une attention particulière par le Gouvernement, comme rappelé par le Président de la République lors de la rencontre des cadres dirigeants de l'État le 12 mars 2024.

Elles s'inscrivent dans une logique d'efficacité de l'action publique et en lien étroit avec la stratégie de transformation et de modernisation du service public. Un baromètre de l'action publique, visible du grand public, affiche les résultats par région et par département, de certains chantiers prioritaires, afin de mesurer l'efficacité de nos actions jusqu'au dernier kilomètre (<https://www.modernisation.gouv.fr/transformer-laction-publique/le-barometre-des-resultats-de-laction-publique>).

### La mesure de l'avancement des PPG est réalisée, pour l'ensemble de l'État, au niveau régional et au niveau départemental.

La Rectrice de Région académique et le Recteur de l'académie de Toulouse pilotent, en lien avec la préfecture de région, les PPG en Occitanie relevant du périmètre des ministères de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche, des Sports, de la Jeunesse et de la vie associative (MENESR/MSJVA).

Ils accompagnent directement les DASEN dans l'animation des douze PPG du périmètre de ces ministères, lesquelles sont déclinées en dix-neuf chantiers, afin d'assurer l'amélioration continue des résultats de l'action publique de l'État dans les territoires, en particulier dans les treize départements de la région.

Parmi les PPG dont le suivi opérationnel est assuré par des services de Région académique (DRAJES, DRAFPICA et DRAIO), il est proposé d'évoquer deux PPG relevant d'un pilotage direct par le secrétariat général de région académique.

## Faire du lycée professionnel une voie de réussite et d'accès à l'emploi

### Notre ambition

- Former et préparer les jeunes, mêmes les plus fragiles, à s'insérer professionnellement et socialement ;
- Sécuriser le parcours des jeunes pour les aider à trouver leur voie et améliorer l'efficacité du système éducatif ;
- Répondre aux besoins de l'économie, en tenant compte des défis de notre temps, dont l'urgence écologique ;
- Permettre les poursuites d'études en fonction du projet personnel et professionnel.

Le Gouvernement a engagé une réforme pour la transformation et la valorisation des lycées professionnels, dès la rentrée scolaire 2023, qui vise le double objectif d'offrir aux jeunes les meilleures chances de démarrer leur vie d'adulte en facilitant leur accès à l'emploi et de répondre aux besoins de compétences et d'emplois d'aujourd'hui et de demain des territoires et de la Nation.

A cette fin, **la transformation de la carte des formations professionnelles est menée en concertation avec le conseil régional, en lien direct avec les établissements, les campus des métiers et des qualifications (CMQ) et les partenaires économiques.** Plusieurs filières tournées vers les métiers d'avenir ont été identifiées pour préparer les élèves de la région aux enjeux de demain dont la décarbonation de l'industrie et la souveraineté énergétique numérique et industrielle.

## Généraliser le Service National Universel (SNU)

### Notre ambition

- Renforcer la résilience de la Nation en permettant aux jeunes d'acquérir les connaissances et compétences pratiques qui leur donnent la capacité d'intervenir en cas de crise ;
- Développer la cohésion nationale, en favorisant le sentiment d'appartenance à la Nation et d'identification aux valeurs de la République ;
- Promouvoir une culture de l'engagement, en permettant à chaque jeune de vivre une expérience d'engagement porteuse de sens, autour des grands enjeux contemporains : esprit de défense, transition écologique, solidarité et égalité des chances.

L'année 2024 a marqué une étape clé dans la montée en charge du Service National Universel (SNU) en Occitanie. **6 291 jeunes ont participé à 54 séjours SNU, répartis entre 2 237 élèves en Classes et Lycées Engagés (CLE) et 4 054 jeunes en Hors Temps Scolaire (HTS).**

Le premier semestre a été rythmé par des séjours marquants, notamment le plus grand séjour CLE organisé en juin, réunissant 1 188 élèves, dont 158 Franciliens, sur neuf sites. Au total, 3 753 jeunes ont été accueillis en juin et juillet à travers 27 séjours, grâce à une coordination renforcée. Les retours des jeunes et des familles sont excellents, traduisant un fort engouement et une volonté croissante des volontaires de promouvoir le SNU dans leurs établissements.

Depuis le lancement du SNU, les implantations des séjours se sont appuyées majoritairement sur des structures du tourisme social, très bien intégrées dans l'écosystème local, ce qui a permis aux treize services départementaux Jeunesse, Engagement et Sports (SDJES) de conforter une dimension très qualitative des séjours.

Classe engagée à Palavas (Hérault)







# I. REGARDS CROISÉS DES PARTENAIRES SUR LA RÉGION ACADÉMIQUE OCCITANIE

M. Pierre-André DURAND, préfet de région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne .....	18
Mme Karine MEININGER, directrice régionale de France-Travail Occitanie.....	18
Mme Carole DELGA, présidente de la région Occitanie/Pyrénées Méditerranée .....	19
M. Samuel HERVÉ, président du MEDEF Occitanie .....	19



## M. Pierre-André DURAND

### Préfet de la région Occitanie

«La Région académique Occitanie, réunissant les académies de Toulouse et de Montpellier ainsi que 18 villes universitaires d'équilibre, constitue un pilier majeur de l'enseignement supérieur et de la recherche en France. Avec ses 39 établissements d'enseignement supérieur et 14 organismes de recherche, elle attire chaque année des milliers de chercheurs et doctorants.

Première région française en termes de part du PIB consacrée à la recherche et au développement (3,5 %), l'Occitanie dépasse l'objectif européen de 3 %, témoignant de son dynamisme et de son engagement en faveur de l'innovation.

Ce territoire riche et diversifié se distingue par une couverture thématique scientifique étendue, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'environnement, de la santé, des sciences de l'univers et du numérique, de la bioéconomie, de la biologie végétale et de la recherche médicale. La recherche et développement y est fortement portée par les entreprises, représentant 60 % des investissements.

L'État accompagne activement l'évolution des établissements d'enseignement supérieur et de recherche ainsi que de leurs partenaires pour construire de grands projets collectifs.

En 2024, plusieurs réalisations emblématiques ont vu le jour grâce à cette collaboration étroite, dont je ne peux citer ici que quelques exemples :

- Toulouse : inauguration de la Cité internationale de l'Université de Toulouse en octobre 2024. Ce complexe de logements modernes, conçu pour accueillir des étudiants et chercheurs du monde entier, renforce l'attractivité internationale de l'université et enrichit l'écosystème local et régional. Également inscrite dans l'opération Toulouse Campus, cette réalisation témoigne de la volonté partagée de l'État et de la région de soutenir l'accueil et l'intégration des talents internationaux ;
- Montpellier : inauguration de l'Atrium sur le campus de l'université Paul-Valéry. Ce bâtiment de 15 000 m<sup>2</sup>, doté d'espaces de travail modernes, d'une bibliothèque interuniversitaire est le fruit de l'Opération Campus et une belle illustration de l'engagement commun de l'État et de la région pour moderniser les infrastructures universitaires ;
- Rodez : ouverture d'un nouveau bâtiment de 3 400 m<sup>2</sup> pour l'Institut National Universitaire Jean-François Champollion. Il accueille près de 700 étudiants, contribuant à l'émergence d'un véritable campus universitaire sur le site de Saint-Éloi. Ce projet, financé en partie par la Région et le FEDER, illustre l'engagement en faveur de l'aménagement équilibré du territoire.

Ces réalisations concrètes illustrent la synergie entre l'État, la Région académique et les collectivités territoriales pour répondre aux ambitions de l'Occitanie en matière de recherche, d'innovation et de création d'emplois.

Je salue la forte implication de la Région académique dans ces projets, qui contribuent à faire de l'Occitanie un territoire d'excellence et d'avenir.»



## Mme Karine MEININGER

### Directrice régionale de France-Travail Occitanie

France Travail Occitanie est fière d'œuvrer au quotidien auprès de la Région académique en mettant notamment en œuvre le dispositif Avenir Pro, à destination des lycéens de lycées professionnels. Ce partenariat repose sur une ambition partagée : accompagner chaque jeune vers une insertion durable, en construisant des passerelles efficaces entre le monde éducatif et le monde économique. Il mobilise l'ensemble des acteurs concernés – équipes pédagogiques, bureaux des entreprises, 60 conseillers France Travail, entreprises – pour déployer des solutions adaptées aux réalités de chaque territoire. A ce jour, 1750 lycéens en ont bénéficié.

Sur le terrain, cette coopération se traduit par des actions concrètes : interventions dans les lycées professionnels, forums métiers, visites d'entreprise, ateliers de simulation d'entretien, témoignages de professionnels. Ces initiatives visent à apporter aux élèves des repères solides, des compétences pratiques pour réussir un entretien d'embauche, obtenir un stage, un emploi et un réseau mobilisé autour de leur réussite.

Les bureaux des entreprises, en lien étroit avec nos agences, jouent un rôle clé dans cette dynamique. Véritables interfaces entre les établissements et les acteurs économiques locaux, ils contribuent à garantir un accompagnement personnalisé et de qualité. Cette dynamique se prolonge également dans l'enseignement supérieur. En lien avec les universités de la région, France Travail intervient auprès des étudiants et jeunes diplômés afin de faciliter leur accès à l'emploi.

Ce travail en synergie avec la Région académique d'Occitanie illustre un engagement commun fort, à la fois stratégique et opérationnel. Il répond à une exigence simple et essentielle : qu'aucun jeune ne sorte du système éducatif sans solution d'avenir.



## Mme Carole DELGA

### Présidente de la Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée

« L'école demeure la promesse républicaine faite à chacun de pouvoir choisir son destin. Nous sommes, Région et Rectorat, des partenaires mobilisés pour assurer des conditions d'études optimales à toutes et tous.

L'Occitanie est la première Région de France en investissement pour les lycéens : neuf lycées ont ouvert depuis 2016 et deux nouveaux lycées seront ouverts à Auterive (31) en 2025 et à Courmonterral (34) en 2026. Au-delà du budget, 800 M€ pour 2021-2027, nous sommes engagés dans la lutte contre tous les déterminismes, sociaux et territoriaux. L'école doit permettre l'émancipation, et l'orientation en est un facteur clé : avec les maisons de l'orientation mobiles, les salons ID Métiers, la plateforme Occitanie stages ou encore le programme DISPO avec Sciences po Toulouse, nous voulons lutter contre la fatalité et l'autocensure. La mixité sociale dès l'école est le meilleur rempart contre le délitement du lien social, et un tremplin pour une meilleure intégration sociale et professionnelle. Elle illustre les valeurs d'ouverture et de solidarité de l'Occitanie, des valeurs que nous voulons transmettre.

Le Rectorat est le partenaire avec lequel la Région Occitanie agit pour dire oui à la liberté, oui à l'égalité, oui à la fraternité !»



## M. Samuel HERVÉ

### Président du MEDEF Occitanie

« Les enjeux d'éducation et de formation sont plus que jamais au cœur des préoccupations des entreprises. L'engagement du MEDEF tant national que régional, les actions des Fédérations professionnelles et des territoires, aux côtés de l'Education Nationale, doivent nous permettre de relever les défis partagés pour notre jeunesse. La découverte des métiers et à terme la bonne insertion professionnelle de tous les élèves est plus que jamais cruciale dans nos contextes de transition écologique, numérique et sociale actuels.

Je voudrais ici rappeler ma volonté et ma détermination à construire ensemble des actions communes qui se doivent d'être à la hauteur de ces défis. Via les périodes d'immersion en entreprise au collège et maintenant en classe de seconde pour lesquelles nous nous sommes et resterons mobilisés. Via des dispositifs originaux complémentaires (Club Ecole Entreprise, Comités Locaux Ecole Entreprise, Expérimentation de stages collectifs dès la 5ème jusqu'à la 2nde...). Ou encore via la réforme de la voie professionnelle et la mise en place des BDE ou le développement des Campus des Métiers et des Qualifications soutenu par le MEDEF Occitanie, participent également à resserrer les liens entre école et entreprise.

Partout où cela est possible nous devons continuer à faciliter le lien école-entreprise. Les chefs d'établissements peuvent compter sur l'engagement et la responsabilité des entreprises. A notre niveau, nous saurons être leur relais pour continuer à structurer, rendre lisibles et visibles en région l'ensemble des opportunités qui concourent concrètement à ce rapprochement école-entreprise. »

**info**  
*Jeunes*  
Aude - station acti city  
EXPLORER LES POSSIBLES

ÉTUDES

JOBS  
ÉTUDIANTS

FORMATIONS

PROJETS

LOGEMENT

ORIENTATION

MOBILITÉ

ma@acticity

ma@desk

AUDE

LA BOUSSOLE  
DES JEUNES.

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

la Boussole  
des Jeunes

RÉGION  
OCCITALE

Liberté  
Égalité  
Fraternité





## II. CRÉER ENSEMBLE DES PARTENARIATS SOLIDES ET DES PROJETS INNOVANTS

1. Conventions avec les partenaires régionaux .....	22
2. France 2030 .....	23
3. Mise en œuvre et déploiement du Contrat de Plan État Région (CPER) 2021-2027 .....	34

Présentation de «la boussole des jeunes»  
par Acticity le 12 mai 2025

# 1. Conventions avec les partenaires régionaux

Dans le souci de renforcer en Occitanie, dans un esprit de partenariat et au bénéfice des territoires, les politiques publiques relevant des ministères de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Sports, de la Jeunesse et de la Vie Associative, la Région académique favorise régulièrement la conclusion d'accords, chartes, conventions ou protocoles avec des acteurs, tant publics que privés, investis dans la promotion et la réussite de la jeunesse.

A titre d'exemple, afin de favoriser les échanges avec le monde économique et professionnel et sensibiliser les jeunes et les équipes pédagogiques aux secteurs de la mécanique industrielle et des constructions de machines, La région académique a conclu fin 2024 une convention avec l'Association Mécanique Industrielle et Constructions Spéciales (syndicat professionnel AMICS).

Le répertoire, édité et mis à jour par le secrétariat général de la région académique, permet d'assurer le suivi opérationnel des conventions conclues et liste les engagements pris par la



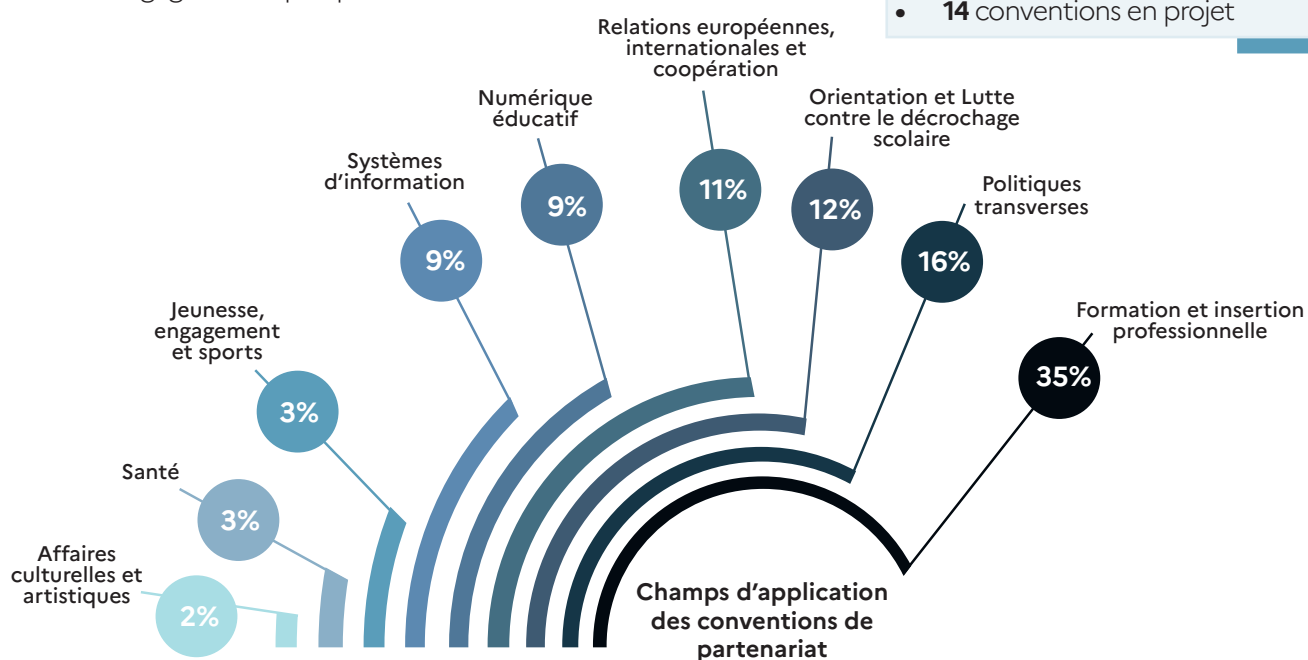
Signature de la convention de partenariat avec Enedis et la Région Occitanie  
30 juin 2025

Région académique Occitanie mais également ceux impliquant les deux académies sur des engagements à dimension régionale..

Cet outil contribue à valoriser les partenariats conclus par la Région académique dans le but de renforcer l'impact et la valeur ajoutée territoriale de l'action publique menée par les services régionaux académiques.

## CHIFFRES CLÉS

- **35** conventions signées à l'échelle régionale
- **26** conventions conclues avec des partenaires institutionnels
- **12** conventions conclues avec des fédérations professionnelles ou d'autres organismes du monde économique
- **14** conventions en projet



## 2. France 2030

### Des financements pour accompagner la recherche et l'innovation

La force des établissements d'enseignement supérieur, de recherche et des organismes nationaux de recherche (ONR) français repose sur le continuum formation, recherche et innovation. Les chercheurs et enseignants-chercheurs contribuent, au cœur des laboratoires de recherche, à la formation des jeunes pour et par la recherche et au transfert vers le monde socio-économique. Les actions de médiation scientifique et recherche participative sont d'ailleurs fortement portées par le ministère et ont vu leur soutien financier s'accroître sensiblement dans le cadre de la Loi de Programmation de la Recherche (LPR).

#### La croissance du financement de la recherche

Les projets de recherche génériques, soutenus par l'ANR, sont aujourd'hui mieux financés en montant et plus nombreux, puisque 500 projets supplémentaires sont financés en moyenne aujourd'hui par an par rapport à 2020.

L'augmentation des crédits alloués à l'ANR telle que prévue dans la LPR, ont permis d'obtenir des résultats satisfaisants avec un taux de succès de 25 % aux appels à projets de l'ANR.

L'année 2024 a été marquée par la mise en place de sept agences de programmes thématiques coordonnées par les ONR telles que préconisées dans le rapport Gillet (Juin 2024). Chaque agence bénéficie d'une dotation annuelle de 1 Md€ afin d'orchestrer le pilotage national d'un nombre restreint de programmes de recherche, jugés stratégiques, à fort

impact sociétal et/ou relevant d'un intérêt souverain. Aux côtés du soutien à des projets à risque, les agences de programmes ont vocation à piloter des projets sur des thématiques ciblées, en s'articulant avec les programmes et équipements prioritaires de recherche (PEPR), objets France 2030.

#### La mobilisation des moyens de France 2030

Afin de positionner la France en leader de l'innovation de demain, depuis les développements amont en recherche fondamentale, jusqu'à l'industrialisation dans les secteurs clés de notre économie, la recherche et l'innovation sont au cœur du programme France 2030.

En Occitanie, dans le cadre des appels à projets 4<sup>ème</sup> génération de France 2030 sur le volet Recherche, Santé, Valorisation, Transfert et Innovation, les établissements universitaires, organismes de recherche, sociétés d'accélération de transfert de technologie, ou les pôles de compétitivité ont été coordinateurs de **90 projets pour un moment total de 282,4 M€**.

### Deux Pôles Universitaires d'Innovation

Les PUI ont pour objectif d'accélérer la dynamique d'innovation des écosystèmes territoriaux et de renforcer le rôle des universités dans la structuration d'un écosystème local d'innovation avec les ONR et les structures de transfert, de valorisation et d'incubation des projets d'entreprise.

Le « PUI de Montpellier », porté par l'Université de Montpellier, avait été retenu comme site pilote fin 2021 et bénéficie d'une dotation de 9 M€ pour quatre ans. Il s'appuie sur les membres

de l'iSite MUSE et ses partenaires socio-économiques, autour du triptyque « Nourrir-Soigner-Protéger ».

Le projet « Université Toulouse Innovation », porté par la Comue de Toulouse, a été lauréat en 2023 avec une dotation de 7,5 M€ pour quatre ans et s'appuie sur le projet « Excellences sous toutes ses formes » TIRIS (Toulouse Initiative for Research's Impact on Society, 38 M€). La DRARI est membre des comités opérationnels des deux PUI.

En octobre 2024, s'est tenu le 1<sup>er</sup> Comité d'Orientation Stratégique du PUI de Toulouse, en amont du lancement officiel du PUI, en présence de plus de 200 participants (académiques, entreprises, clusters et pôles de compétitivité, collectivités...).

En 2024, la DRARI a assuré la présidence de deux comités territoriaux chargés du suivi du plan d'action et de l'accompagnement individualisé des PUI sur leurs sites, en présence de l'ANR, le SGPI, la DGE, la DREETS et Bpifrance. Les comptes-rendus des comités ont été présentés au comité national des PUI. Les deux PUI suivent une trajectoire de déploiement conforme à leur feuille de route.

### INSB (Infrastructures Nationales de recherche en Santé et Biologie)

L'année 2024 a vu le renouvellement des financements des grandes Infrastructures Nationales de recherche en Santé et Biologie, présentes en Occitanie :

- France-BioImaging (imagerie biologique de pointe ; 9,2 M€);
- MetaboHUB (métabolomique ; 4,6 M€);

- ECELL France (thérapies à base de cellules souches, 3,6 M€);
- PHENOME (phénotypage végétal ; 3,3 M€), €);
- ANAEE (Analyses et Expérimentations sur les Ecosystèmes continentaux ; 4,3 M€).

La DRARI est en charge du soutien de ces infrastructures via le financement d'équipements scientifiques dans le cadre du CPER 2021-2027 et suit en particulier les activités de MétaboHub au comité annuel des tutelles et partenaires.

## Chaires d'excellence en biologie / santé

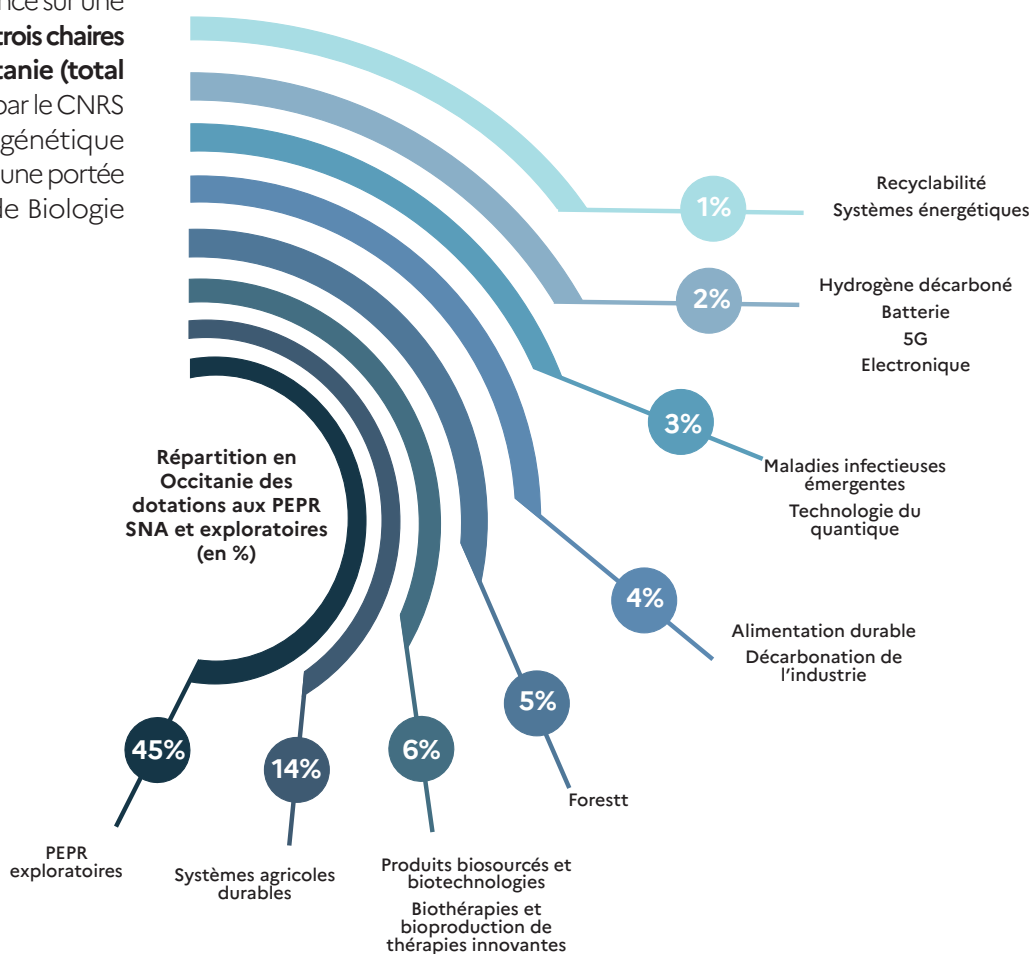
Ce dispositif permet de financer une équipe de recherche en France sur une durée de cinq ans. **En 2024, trois chaires ont été lauréates en Occitanie (total 6,3 M€)**, deux sont portées par le CNRS et l'Inserm à l'Institut de génétique humaine de Montpellier, et une portée par le CNRS au Centre de Biologie intégrative de Toulouse.

## PEPR, programmes et équipements prioritaires de recherche

Mis en place dès 2021, avec une 2<sup>de</sup> vague en 2022, les PEPR visent à structurer la recherche en construisant ou consolidant un leadership français, dans des domaines scientifiques considérés comme prioritaires au niveau national ou européen et liés ou susceptibles d'être liés à une transformation de grande ampleur (technologique, économique, sociétale, environnementale...). Le déploiement des deux types de PEPR s'est poursuivi en 2024 :

- Sur les 26 PEPR adossés à la stratégie nationale d'accélération (SNA) de filière industrielle, c'est-à-dire proche de l'industrialisation, de l'innovation et du marché, 20 sont représentés en Occitanie dont 14 en coordination ;
- Sur les 22 PEPR exploratoires, axés sur une recherche plus fondamentale, 18 PEPR sont impliqués en Occitanie dont 11 en coordination.

Ainsi, au total, sur 48 PEPR d'accélération ou exploratoires nationaux, 38 sont présents en Occitanie dont 25 en coordination, pour une dotation globale de 135 M€, faisant de l'Occitanie la 3<sup>ème</sup> région bénéficiaire en termes de dotations.





### Lancement du PEPR FORESTT en 2024

Coordonné par l'INRAe autour de la résilience des forêts, c'est un ambitieux programme de recherche interdisciplinaire sur la transition socio-écologique des systèmes forestiers, en zones tempérées et tropicales.

En Occitanie, deux projets labellisés en 2024 (MONITOR et NUM-DATA), portés respectivement par le CNRS Ouest et le CIRAD, en partenariat avec l'IRD, sont impliqués dans le PEPR FORESTT pour un montant total de 7 M€.

Fondés sur l'utilisation des données satellitaires, terrestres et numériques, les projets permettront d'améliorer les connaissances sur la détection, la quantification et l'attribution de la réponse des forêts au changement global, pour orienter la gestion forestière et les décisions politiques.



### 8,2 M€ dédiés en Occitanie à 3 projets de R&D, valorisation et transfert adossés à la SNA « alimentation durable »

Afin de bâtir notre souveraineté alimentaire et garantir l'accès de tous à une alimentation équilibrée, les filières agroalimentaires françaises sont appelées à diversifier les sources de protéines végétales et animales.

Légumineuse la plus cultivée sur la planète, le soja a représenté, en 2021, 70% de la production mondiale de légumes secs. S'il est utilisé à la fois dans l'alimentation humaine et animale, le soja consommé en France est principalement importé depuis les continents américains, où il est cultivé de façon intensive avec des effets délétères sur l'environnement. Le projet « Soystainable », porté par l'Université de Toulouse a pour objectif de développer la culture du soja en France. Bénéficiant de 3 M€ dans le cadre du plan France 2030, le projet associant le CNRS, l'école d'ingénieur de Purpan et l'INRAe ambitionne de développer une source de protéines de soja local et durable en alimentation humaine, résiliente au changement climatique.

En février 2024, ont été lauréats deux autres projets, M2ProLIV (2,3 M€) et  $\mu$ O-PROT (2,9 M€), portés respectivement par le CIRAD de Montpellier et l'INSA de Toulouse. Afin de trouver une source alternative aux protéines d'origines animale et végétale, le projet M2ProLIV prévoit d'utiliser les coproduits associés à la production d'huiles à haute valeur nutritionnelle (chanvre, noix, micro-algues). Le projet  $\mu$ O-PROT s'intéresse quant à lui à la production de Protéines d'Organismes Unicellulaires, définies comme source de protéines comestibles produites à grande échelle par des microorganismes unicellulaires.

## France 2030 : poursuivre la transformation de la carte des formations pour favoriser la souveraineté industrielle et technologique

Un comité interministériel de l'innovation présidé par le Premier Ministre s'est tenu le 10 avril 2025.

Cet évènement a mis en lumière les engagements pris depuis trois ans, le bilan des impacts concrets sur la souveraineté nationale technologique et industrielle et a ouvert la voie à de nouvelles perspectives d'investissement dans les innovations de rupture.

### Au plan national

Fruit d'une réflexion collective, le plan d'investissement France 2030, favorise l'innovation, l'industrialisation, la recherche et la formation pour renforcer la souveraineté industrielle et technologique de notre pays dans les domaines stratégiques avec une ambition : mieux comprendre le monde, mieux vivre et mieux produire à l'horizon 2030.

Concrètement, France 2030 a accéléré les mutations et fait émerger de nouveaux acteurs sur tout le territoire pour répondre aux grands enjeux sociétaux actuels : écologiques, démographiques, économiques, industriels, géopolitiques et sociaux.

Dans ce cadre, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est particulièrement intéressé par la démarche de l'appel à manifestation d'intérêt « compétences et métiers d'avenir » (AMI CMA).

### Au plan régional

Le riche écosystème d'enseignement supérieur de la Région académique Occitanie s'est mobilisé afin de saisir les opportunités de transformation profonde ouvertes par le dispositif France 2030.

La Région académique Occitanie s'est ainsi particulièrement distinguée dans le cadre des appels à manifestation d'intérêt « compétences et métiers d'avenir » (AMI CMA).

### A l'issue de la 2<sup>ème</sup> vague, le 26 novembre 2024, sont totalisés vingt projets lauréats dont le chef de file est implanté en Région académique Occitanie.

Ces vingt projets représentent près de 400 M€ de budgets cumulés et près de 117 M€ de subvention, pour un taux de financement moyen de 29% et illustrent le très fort positionnement de la Région académique Occitanie.

Six projets lauréats de la 2<sup>ème</sup> vague, relèvent de la Région académique Occitanie : ces projets occitans, tous inscrits dans le périmètre de l'académie

de Toulouse, représentent 69 M€ de dotation de crédits, soit 20% des 345 M€ de budget alloués dans le cadre de cette 2<sup>ème</sup> vague.

L'Occitanie a donc disposé de dotations deux fois plus importantes que son poids relatif, ce qui se traduit par le fait que le montant moyen de subvention par projet lauréat en Occitanie (11,5 M€) est plus de deux fois supérieur au montant moyen total (5,6 M€).

Les projets lauréats ou en cours de constitution en Région académique couvrent huit des dix objectifs de France 2030. Ils couvrent des domaines stratégiques tels que la nouvelle aventure spatiale, la production de l'avion bas carbone, mais aussi le développement des énergies renouvelables, (hydrogène décarboné), le renouvellement du secteur nucléaire et la décarbonation de l'industrie. Les enjeux d'innovation et de souveraineté alimentaire ou numérique sont également prioritaires ainsi que la santé au travers du lien entre le vivant et le numérique et le réinvestissement des industries culturelles et créatives.

Elèves du lycée Mistral à Nîmes (Gard) - CMQ Aéronautique et Spatial  
Semaine de l'Aérospatiale octobre 2024



Levées	Volets	Nom du projet	Chef de file	Priorités France 2030	Budget global (€)	Montant de la subvention maximum accordée (€)	Taux de prise en charge
Novembre 2024	Dispositif de formation	UNITEID	Université Toulouse III Paul Sabatier	Maladies infectieuses émergentes	8 700 000	5 000 000	57%
		Osmose	Université de Toulouse	Renforcer la souveraineté des technologies numériques	27 280 000	6 000 000	22%
		Pégase	Université de Toulouse	Produire le 1er avion bas carbone	93 120 000	12 000 000	13%
		eOLE Campus	Airbus Opérations	Produire le 1er avion bas carbone	97 540 000	14 000 000	14%
		C2A Campus Aéro Adour	UIMM Occitanie Adour Pyrénées	Produire le 1er avion bas carbone	37 910 000	12 000 000	32%
		COMETES	Université de Toulouse	Nouvelle aventure spatiale	45 441 512	20 000 000	44%
Septembre 2023	Dispositif de formation	FAAN (Formation Agricole Agrovoltisme Numérique)	EPLFPA des Ondes	Investir dans une alimentation saine, durable, traçable	11 031 409	7 000 000	63%
Juin 2023	Dispositif de formation	Decarbochim	Institut national polytechnique de Toulouse	Décarbonation de l'industrie	9 429 742	5 031 065	53%
Novembre 2022	Diagnostics	2I2CO 2030	Université Paul-Valéry Montpellier 3	Industries Culturelles et Créatives	213 190	193 080	91%
		DECISO	Aerospace Valley	Prendre toute notre part à la nouvelle aventure spatiale	178 000	178 000	100%
		DACSO	Aerospace Valley	Produire le premier avion bas carbone	176 000	176 000	100%
	Dispositif de formation	Bio'Occ	Université Paul Sabatier - Toulouse 3	Produire 20 biomédicaments	8 972 962	4 281 071	48%
Juillet 2022	Diagnostics	HJV Diag	Push Stard Sud	Industries Culturelles et Créatives	201 840	182 800	91%
		Chaîne de production 4.0	Université de Montpellier	Intelligence artificielle, cybersécurité	141 276	129 000	91%
		DiagTase	Ecole Nationale d'Ingénieurs de Tarbes	Technologies avancées pour les systèmes énergétiques	156 000	156 000	100%
	Dispositif de formation	Re-VI-VR-e	L'école d'ingénieurs de Purpan	Enseignement et numérique	1 760 000	1 223 000	69%
		GENHYO	Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées	Devenir le leader de l'hydrogène vert	30 651 083	16 586 665	54%
		AFELIA-ANITI	Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées	Intelligence artificielle	5 846 013	5 095 480	87%
		ESNbyUM	Université de Montpellier	Santé numérique	10 106 589	4 043 200	40%
		FURII-DEM@TER	Université Toulouse III Paul Sabatier	Santé numérique	8 149 594	3 525 500	43%
<b>TOTAUX</b>					<b>397 005 210</b>	<b>116 800 861</b>	<b>29%</b>
<b>Sous-totaux périmètre académie de Toulouse</b>					<b>375 453 353</b>	<b>112 096 781</b>	<b>30%</b>
<b>% représenté par le périmètre de l'académie de Toulouse</b>					<b>90%</b>	<b>96%</b>	

Tableau descriptif des projets lauréats, dont le chef de file est situé en Région académique Occitanie.

En complément de ces vingt projets lauréats dont le chef de file est situé en Région académique Occitanie, des structures de cette dernière, GIP ou CMQ sont également parties prenantes de projets dont le chef de file est situé au sein d'autres régions académiques.

La Région académique Occitanie est ainsi impliquée au sein de vingt-trois autres projets.

Elle est ainsi fortement positionnée dans le cadre de France 2030, comme levier de transformation pertinent de l'offre de formation, dans une logique articulée avec celle des contrats d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) des établissements et en se fondant sur les atouts économiques et industriels régionaux.

### Enjeux actuels

A une phase initiale de candidature à l'appel à manifestation d'intérêt succède désormais, pour la plupart des projets, une phase d'opérationnalisation. Au-delà des projets au sein desquels la Région académique est porteuse de fiches-actions, se fait jour l'enjeu d'une organisation ordonnée, cohérente, lisible, de la méthode selon laquelle les EPLE seront sollicités par les différents établissements d'enseignement supérieur dans le cadre du déploiement des actions d'attractivité.

La Région académique se mobilise à cet égard et est en mesure de faire valoir de nombreux dispositifs :

- **la Région académique est partie prenante d'un groupe de travail (GT) inter AMI CMA**, qui recense, sous l'égide de la COMUE de Toulouse, l'intégralité des projets relevant du périmètre de l'académie de Toulouse ;

	Juillet 2022	Novembre 2022	Juin 2023	Novembre 2024	Avril 2025		
<b>Projets dont le chef de file est implanté en Région académique</b>						<b>Sous-totaux par volet</b>	<b>Total périmètre régional académique</b>
Volet dispositif de formation	5	1	2	6		14	20
Volet diagnostic	3	3				6	
<b>Porteur dont le chef de file est implanté au sein d'autres régions académiques, pour lesquels la Région académique est impliquée</b>						<b>Sous-totaux par volet</b>	<b>Total périmètre régional académique</b>
Volet dispositif de formation	5	1		15	1	22	24
Volet diagnostic				2		2	
<b>Total des projets au sein desquels la Région académique est impliquée</b>						<b>Sous-totaux par volet</b>	<b>Total périmètre régional académique</b>
Volet dispositif de formation	10	2	2	21	1	36	44
Volet diagnostic	3	3		2		8	

- le positionnement de la Région académique est particulièrement soutenu par les porteurs de projet : elle est représentée notamment dans les **instances de gouvernance et pilotage du projet Comètes**, projet le plus fortement doté en Région académique ;
- **les dispositifs PIA Compas à Montpellier et Acorda à Toulouse** proposent des dispositifs d'accompagnement renforcé à l'orientation via de nombreuses ressources et formations, auprès des professeurs principaux de lycée et lycéens eux-mêmes qui pourront être mobilisés au titre des projets AMI CMA ;
- **les « cordées de la réussite »** participent d'une logique similaire. A titre d'exemple, dans le cadre des projets Comètes (spatial), Pégase (avion bas carbone) et Osmose (cybersécurité), l'ISAE Sup'Aéro développe en lien avec la DRAIO de nombreuses actions dans le cadre des dispositifs préexistants ;
- la DRAFPICA a proposé, dans le cadre du GT inter AMI CMA, que le relais des comités locaux école entreprises (CLEE), sous l'égide du comité régional école-entreprises, soit mobilisé à titre expérimental afin de porter l'information relative aux formations et métiers d'avenir vers les établissements selon des logiques de territoire. Cette idée a été retenue et est en cours d'opérationnalisation.

## France 2030 : Focus sur le projet Comètes (COmpétences et MEtiers pour l'ESpace)

Le projet Comètes (COmpétences et MEtiers pour l'ESpace), porté par la COMUE de Toulouse, a été lauréat au 26 novembre 2024, pour un montant de 20 M€ dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « compétences et métiers d'avenir » (AMI CMA), pour sa priorité n°9 « prendre toute notre part à la nouvelle aventure spatiale ».

**Cette dotation représente l'un des taux de financements les plus importants dans le cadre de l'AMI CMA et le projet le plus fortement doté en Région académique.** Ce projet constitue un atout précieux au profit de la région Occitanie, qui constitue le 1<sup>er</sup> bassin d'emploi européen en termes d'aéronautique et de spatial (40% des emplois des secteurs aéronautique et spatial à l'échelle nationale et 25% des emplois européens).

Le projet s'inscrit dans un processus partenarial continu, gage de pertinence et de robustesse, dans la mesure où il se fonde sur les préconisations du Diagnostic Aéronautique Compétences Sud-Ouest (DACSO), lauréat dans le cadre de l'AMI CMA en novembre 2022, qui avait été porté par le pôle Aerospace Valley et auquel la Région académique avait contribué via la DRAFPICA ainsi que les campus et métiers des qualifications d'excellence aéronautique et spatial (siège à Blagnac) et industrie du futur (siège à Decazeville).

Le projet Comètes se révèle particulièrement ambitieux. Porté par la COMUE de Toulouse, il est construit en collaboration avec vingt-cinq partenaires présents dans cinq

### OBJECTIFS DU PROJET COMÈTES

- **Sensibiliser 360 000 personnes**, dont 220 000 au titre des quatre piliers :
  - o « Éveiller pour sensibiliser au Nouvel Espace » : 207 000 jeunes ;
  - o « Attirer vers les métiers du Nouvel Espace » : 9 000 jeunes ;
  - o « Féminiser et diversifier pour un secteur plus inclusif » : 2 250 jeunes issus de milieux défavorisés et filles ;
  - o « Accélérer pour préparer la nouvelle génération de talents » : 1 575 futurs apprenants
- **Former (via la création préalable d'une communauté de 540 formateurs-professeurs des écoles et du secondaire, enseignant-chercheurs, médiateurs) 13 500 apprenants** dont plus de 8 500 répartis par niveaux de diplômes suivants :
  - o bac à bac+3 : 3 600 diplômés ;
  - o bac+5 : 1 800 étudiants de masters créés (propulsion) ;
  - o bac+5 : 450 ingénieurs INSA / volet communication optique ;
  - o CSU : 2 700 apprenants dont bac+8 : 20 thèses

régions, avec une forte implication du Groupe ISAE, des Universités et Centres Spatiaux Universitaires, des Régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine ainsi que d'acteurs industriels de premier plan.

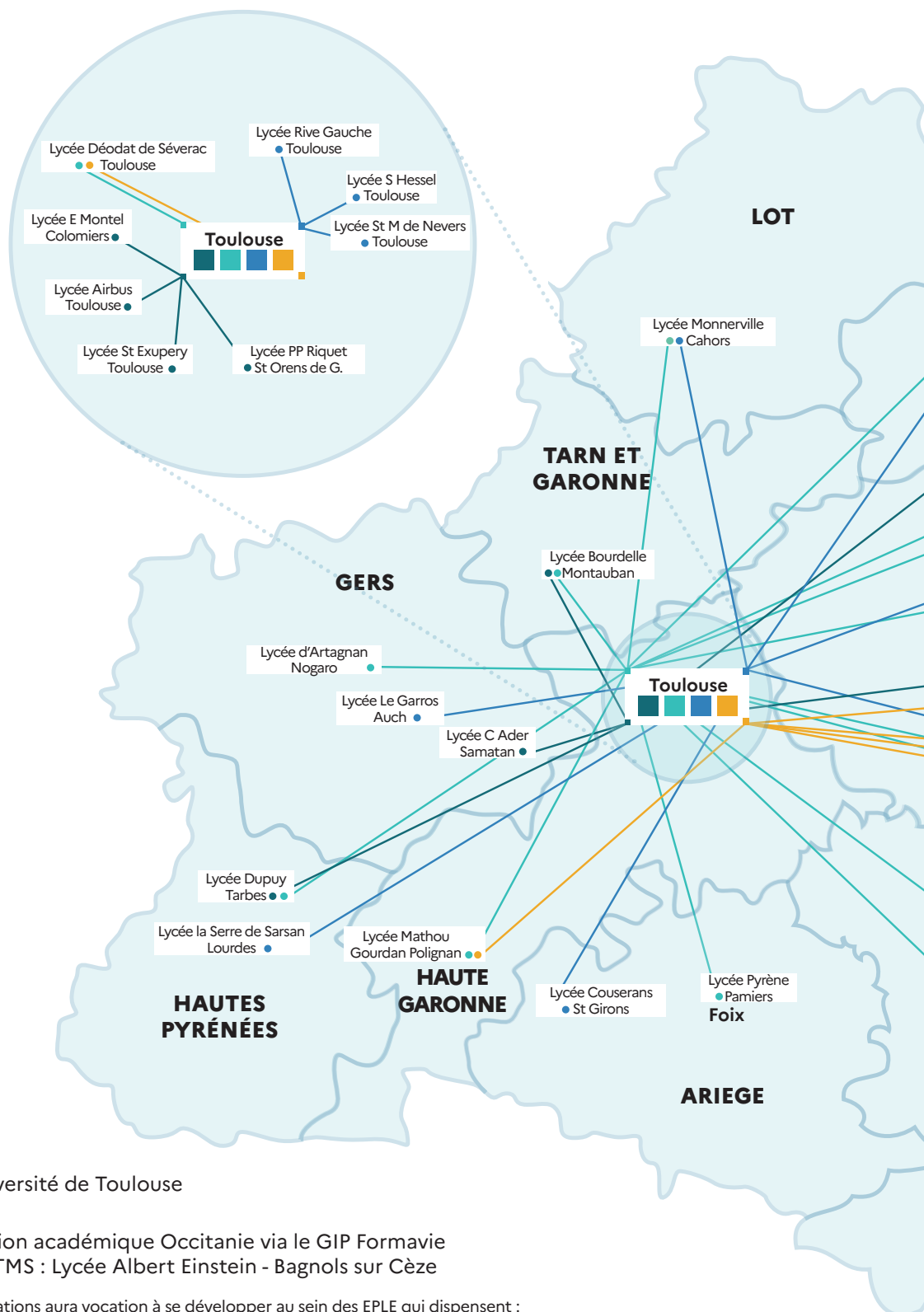
En s'appuyant sur les formations préexistantes d'enseignement scolaire et d'enseignement supérieur

qu'il colorera et complétera par de nouveaux parcours d'excellence, ce projet vise à répondre aux forts enjeux de recrutements dans les années à venir, induits par les mutations du secteur spatial au titre du « Nouvel Espace » procédant d'enjeux stratégiques civils et militaires majeurs.

Lancement du Projet COMETES à l'ISAE SupAero Toulouse  
27 mai 2025



# Carte des établissements impliqués dans des projets Compétences et Métiers d'Avenir Juin 2025

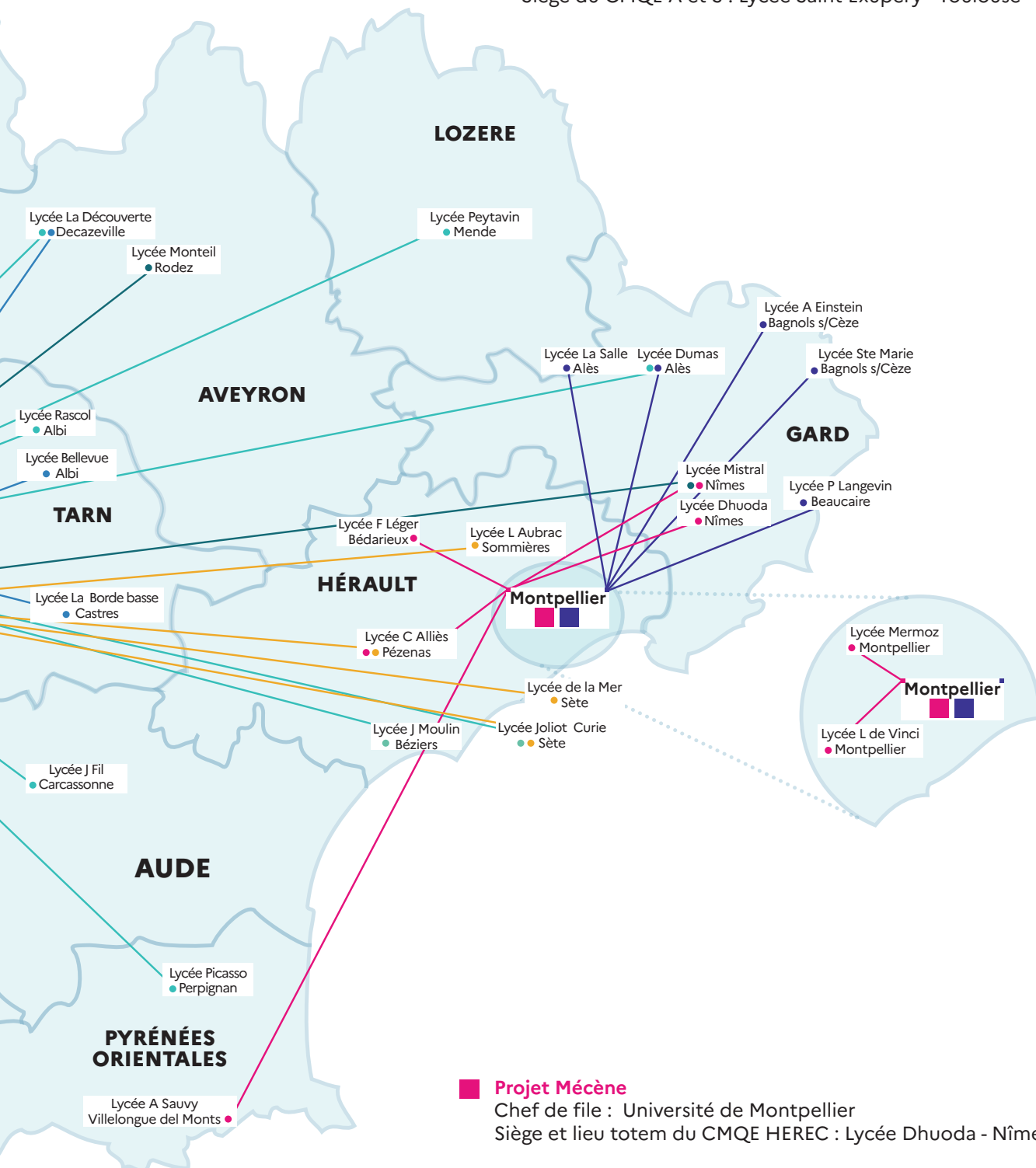


La coloration des formations aura vocation à se développer au sein des EPLE qui dispensent :

- Le CAP Réalisations industrielles en chaudronnerie ou soudage, option B : soudage ;
- Le Titre professionnel agent de fabrication et montage en chaudronnerie ;
- Le CQP Chaudronnier d'atelier ;
- Le CQP Technicien polyvalent en chaudronnerie ;
- Le CQP Chargé d'affaire tuyauterie, chaudronnerie, soudure ;
- Le Bac professionnel Technicien en chaudronnerie industrielle (TCI) ;
- Le BTS Conception et réalisation en chaudronnerie industrielle (CRCI)

**Projet GENHYO**  
 Chef de file : COMUE de Toulouse

**Projet PEGASE**  
 Chef de file : COMUE de Toulouse  
 Siège du CMQE A et S : Lycée Saint Exupéry - Toulouse



**Projet Mécène**  
 Chef de file : Université de Montpellier  
 Siège et lieu totem du CMQE HEREC : Lycée Dhuoda - Nîmes

**Projet EcoCoc**  
 Chef de file : Université de Toulouse  
 Siège du CMQ préfigurateur : Lycée Joliot Curie - Sète

## France 2030 : un levier de transformation articulé avec les contrats d'objectifs, de moyens et de performance (COMP)

La priorité nationale est très forte sur la transformation de l'offre de formation. Il s'agit d'améliorer le service aux usagers, de répondre aux besoins des entreprises et des secteurs d'activité et de s'inscrire dans le territoire. L'insertion professionnelle en est la finalité.

Les PPG du domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche constituent désormais un « fil rouge » des dialogues avec l'Etat et de la contractualisation des opérateurs. **Le « contrat d'objectifs, de moyens et de performance » COMP invite ainsi les établissements d'enseignement supérieur à conduire une réflexion sur la transformation de leur offre de formation, afin de proposer un projet de stratégie globale.**

S'inscrivant dans ce cadre national, les COMP, élaborés pour une durée de trois ans, visent à renforcer l'articulation entre la stratégie des établissements et le déploiement des politiques publiques portées par le gouvernement. Lancée en 2023 en trois vagues successives, cette première mise en œuvre a porté sur un périmètre limité à 0,8 % de la SCSP.

### Objectif

Les nouveaux modes de contractualisation avec l'État ainsi que les différents leviers de financements sont concentrés sur l'amélioration du continuum « orientation, formation et insertion professionnelle » afin de répondre aux besoins des acteurs socio-économiques et de notre société. Dans ce cadre, les établissements doivent présenter un projet de stratégie globale de transformation progressive de l'offre de formation qui réponde à cet objectif national d'amélioration de la réussite et de l'insertion des étudiants dans le monde économique, social et professionnel.

Le pilotage de l'offre de formation constitue l'un des principaux enjeux du COMP. Ainsi la professionnalisation du niveau Licence Bac+3 est souvent

retenue comme objectif à moyen terme. Un travail sur la flexibilité et l'hybridation des parcours pour former à des compétences transverses représente également une proposition en vue d'une insertion professionnelle dans les métiers en tension et les métiers d'avenir. Les établissements commencent à opérer la suppression-transformation de certains de leurs diplômes dès lors qu'ils ne répondent plus aux critères identifiés.

Lors des commissions régionales académiques des formations post bac « CRAFPB », les enjeux de transversalité et de mise en cohérence entre les acteurs de la formation Postbac sont identifiés. A cette occasion, les établissements ont présenté un point d'étape des projets de transformation de leur offre et des nouvelles formations proposées à la rentrée 2025-2026.

### ONZE ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE RECHERCHE S'INSCRIVENT DANS LA DÉMARCHE COMP EN OCCITANIE

- **Vague 1 (2023-2025) :** Université de Montpellier
- **Vague 2 (2024-2026) :**
  - o Université de Perpignan Via Domitia (UPVD);
  - o Université Paul Valéry Montpellier (UPVM) ;
  - o Nîmes Université ;
  - o Université Toulouse Capitole (UTC) et ses deux établissements-composantes (TSE et IEP) ;
  - o INSA de Toulouse.
- **Vague 3 (2025-2027) :**
  - o Université de technologie de Tarbes (UTTOP) ;
  - o INP Toulouse ;
  - o INU Champollion ;
  - o Université Toulouse 2 Jean-Jaurès ;
  - o Université Toulouse 3 Paul-Sabatier;

## Exemples de professionnalisation des formations

### Université Toulouse 2 Jean-Jaurès

L'université Toulouse 2 Jean Jaurès mène depuis 2023 une politique de professionnalisation de ses formations, dans un objectif de meilleure insertion professionnelle.

- Ouverture de Licence professionnelle mention métiers du tourisme, communication et valorisation des territoires, parcours Gardien de refuge de montagne et gestionnaire de gîte (site de Foix- ISTHIA). Cette ouverture résulte de la transformation d'un DU Gardien de refuge en Licence professionnelle.
- Transformation/Fermeture parcours BUT : en 2022-2023 et 2023-2024, il n'y avait aucun inscrit dans le parcours Internet des Objets connectés IOM à Blagnac du BUT Réseaux et Télécommunications car les étudiants étaient attirés par le parcours Cybersécurité de la même mention. L'IUT a choisi de fermer le parcours IOM pour la rentrée 2025 et d'intégrer une partie des contenus dans la partie « adaptation locale » du BUT. Par ailleurs, des formations en alternance continuent à être en lien avec ces thématiques.

Parallèlement, l'université consolide l'implantation de ses formations dans ses VUE (par exemple à Foix).

### Université de Montpellier Paul Valéry

#### 2024-2025 : site de Béziers

- Fermeture du BUT Carrières sociales/ Ouverture d'une Licence professionnelle « Métiers de l'animation sociale, socio-éducative et socioculturelle » qui correspond à de forts besoins professionnels dans le secteur de l'intervention sociale du territoire biterrois.
- Ouverture d'une nouvelle Licence Professionnelle (en 1 an) « Langues et Tourisme » pour répondre à des besoins clairement identifiés dans le cadre du Schéma Local de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SLESRI), en collaboration avec les acteurs locaux du tourisme.
- Ouverture d'une nouvelle Licence Générale Mention « Sciences du Langage », Parcours « Etudes de la Langue Française » pour permettre aux étudiants biterrois qui le souhaitent de présenter leur candidature aux Centres de Formation Universitaires d'Orthophonie (CFUO).

#### 2025-2026 : orientations sur le site de Montpellier

- Renforcer la professionnalisation des Licences en commençant par les domaines en lien avec le PIA MIRANDA, les Arts et les Industries Créatives et Culturelles :
  - o développer des formations courtes en lien avec le tissu professionnel local en Industries Créatives et Culturelles, Ecologie, Humanités numériques et Intelligence Artificielle ;
  - o renforcer l'apprentissage et l'alternance ;
  - o continuer de développer les modules de formations courts à destination de la Formation Tout au Long de la Vie (30 modules déjà proposés).



# 3. Mise en œuvre et déploiement du Contrat de Plan État Région (CPER) 2021-2027

## Le Contrat de Plan Etat-Région et son volet ESRI

À travers le CPER, l'État et la Région s'engagent sur le financement et la programmation de projets stratégiques pour relever les nombreux défis du territoire, qu'ils soient climatiques, écologiques, économiques ou sociaux.

Initié en 2019, le CPER 2021-27 a dû intégrer le contexte résultant de la pandémie puis du conflit ukrainien. Il a été signé en présence de la Première ministre le 1<sup>er</sup> décembre 2022.

Ce premier Contrat de plan État-Région construit à l'échelle de l'Occitanie est doté de 6,3 milliards d'euros sur la période 2021-2027 avec l'intégration des montants du plan de relance des années 2021-2022, et pour les seuls co-financements État et Région.

Deux piliers principaux fondent ce CPER :

- la transition écologique ;
- le rééquilibrage territorial et les solidarités dans les territoires.

## L'ESRI au service de la transition écologique

Ce premier pilier vise à développer un nouveau modèle de croissance, orienté vers la transition écologique. Pour cela, Etat et Région entendent s'appuyer sur des domaines d'excellence, **à savoir l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation**, mais aussi le tourisme, la culture et le patrimoine.

Pour promouvoir la transition vers un développement soutenable et résilient, la Région et l'Etat s'appuieront sur les mobilités de demain, la gestion intégrée de l'eau, la biodiversité du territoire et la sobriété foncière, autant de sujets **qui impliquent fortement l'ESRI** au titre des enjeux d'adaptation au changement climatique.

## L'ESRI au service des solidarités dans les territoires

Avec ce second pilier du CPER, destiné à favoriser l'égalité des chances et lutter contre la pauvreté et l'exclusion, Etat et Région souhaitent accentuer leur action sur plusieurs leviers concrets, tels que la vitalité commerciale et artisanale, la souveraineté alimentaire, l'aménagement numérique et la santé.

**Amplifier l'accès à l'emploi et à la formation, favoriser l'accès à l'enseignement et développer le logement social étudiant** font aussi partie des priorités affichées.

Les enjeux ESRI sont non seulement évoqués dans chacun de ces piliers mais aussi dans chaque volet transversal métropolitain pour les deux métropoles de Toulouse et Montpellier.

## Volet budgétaire

### 124 projets immobiliers, d'équipements scientifiques et de soutien aux établissements de l'État et aux structures de l'innovation en région

Le volet ESRI se distingue de tous les autres en étant le seul à présenter en annexe une maquette financière détaillée : ainsi, l'annexe budgétaire présente une rubrique «montant CPER». Ce montant de 493,74 M€ est constitué :

A titre principal :

- des crédits Etat CPER des trois BOP 150, 231 et 172 du MENESR : 180,4 M€ ;
- des crédits CPER de la Région : 182,7 M€ ;
- des crédits du bloc local soit les deux métropoles, les communautés de communes, les communes, les départements, 80,7 M€.

Puis :

- des crédits sur fonds propres des organismes et de certaines universités, 41,5 M€.

A titre complémentaire :

- des crédits de l'opération campus, (2,8 M€ Etat, 4,0 M€ Région) ;
- des crédits Etat PITE «Interventions territoriales de l'État» ou encore du CPIER, 1,5 M€.

Au-delà de ce montant, deux autres natures de crédits, qui ne figurent pas dans cette rubrique, appuient directement les opérations figurant en annexe du CPER :

- les apports des CROUS (essentiellement basés sur l'emprunt), 61,2 M€ ;
- les fonds du FEDER-REACT-EU, 32,5 M€.

Un dernier montant est à mentionner : les 35 M€ du soutien de l'Etat à UT1 Capitole (propriétaire) dans le cadre de la dévolution du patrimoine rappelés par le MENESR.

**Le total s'élève ainsi à 622,591 M€.**

## Actualisation de l'avancement du CPER

### Volet Recherche / acquisition d'équipements scientifiques

Dotée de 23 M€ de crédits du MENESR pour la période 2021-27 (BOP 172), la programmation pluriannuelle des financements des 61 projets est assurée par la DRARI, en concertation avec la Région et les autres financeurs (collectivités et établissements).

**Pour l'année 2024, les crédits du MENESR à hauteur de 3,4 M€ ont permis le financement de sept opérations d'acquisition d'équipements scientifiques dans les domaines de la donnée numérique, de la chimie et des procédés et en bio-santé.**

Alors que Montpellier Méditerranée Métropole avait engagé des crédits dès 2023, les soutiens très attendus de Toulouse Métropole sont intervenus en 2024 et ont permis d'engager des opérations d'envergure nécessitant une coordination de l'ensemble des financeurs. Il s'agit en particulier du renouvellement des équipements des Data Centers (côté Est et Ouest),

l'ensemble visant à doter la recherche académique d'Occitanie d'un dispositif de services numériques performants et partagés.

De 2021 à 2024, sur les **61 projets** d'équipements scientifiques inscrits au CPER 21-27, dont **51** faisant appel au BOP 172, **36 opérations ont reçu une dotation partielle ou totale de la part de l'État :**

- 7 en bio-Santé ;
- 10 en chimie & procédés ;
- 12 en agriculture, environnement et biodiversité ;
- 2 dans le champ de l'énergie et des mobilités ;
- 3 sur les données (mésocentres) ;
- 1 dans le spatial ;
- 1 projet en sciences humaines et sociales.

Les académies de Montpellier et de Toulouse portent respectivement 16 et 20 opérations, dont un tiers est destiné à une ville universitaire d'équilibre (Perpignan, Tarbes, Albi...).

Au 31 décembre 2024, l'autorisation d'engagement du BOP 172 est de

14 023 823 € pour 13 027 746 € de crédits de paiement, soit **61 % de taux d'engagement en avance** par rapport au taux théorique de 4/7ème (57%).

### Volet « Innovation » : soutien aux structures labellisées par le MENESR

Les crédits BOP 172 inscrits au CPER pour le volet « Innovation » s'élèvent à 4 M€ pour la période 2021-27, consacrés principalement au financement des 18 structures de transfert de technologie en Occitanie, labellisées par le MENESR.

En réponse à un appel à projets annuel conjoint DRARI / Région « Soutien au transfert de technologie de proximité » (STTP), l'engagement du volet Innovation du MENESR permet de soutenir ces structures (Centres de Ressources Technologiques ou Centres de Diffusions technologiques (CRT et CDT), et Plateformes Technologiques (PFT) dans leurs projets de diffusion technologique et d'acquisition de compétences au bénéfice des TPE et PME régionales.

A noter qu'en 2024, une subvention a été attribuée au lycée Jean-Baptiste Dumas d'Alès (Gard), établissement porteur de la PFT 3D Innov, pour une action collective encadrée par la DRARI à destination de toutes les PFT de la région.

De 2021 à 2024, 2 M€ de crédits Innovation ont été engagés soit 50 % des crédits inscrits au CPER.



Acquisition d'un spectromètre 600MHz (financement de 1,3M€ par le MESR CPER 21-27) à l'institut de Chimie de Toulouse





### III. DONNER À CHAQUE ÉLÈVE, APPRENTI ET ÉTUDIANT LES CLÉS POUR CONSTRUIRE UN PARCOURS D'ORIENTATION RÉUSSI

1. Promouvoir l'égalité des chances avec les Cordées de la réussite et le mentorat..... 38
2. Guider les élèves dans la construction de leur projet d'orientation et de leur parcours de formation ..... 40
3. Accompagner l'élève tout au long de la procédure Parcoursup et du continuum -3/+3 ..... 42
4. Déployer les actions de prévention du décrochage scolaire et assurer la mise en œuvre de l'obligation de formation 16-18 ans..... 43
5. Soutenir le montage de projets pour accompagner les apprenants..... 46

Témoignages d'élèves  
Concertation régionale sur l'Orientation  
Carcassonne (Aude), le 5 mars 2025

# 1. Promouvoir l'égalité des chances avec les Cordées de la réussite et le mentorat

## Les Cordées de la réussite

Les Cordées de la réussite font de l'accompagnement à l'orientation un réel levier d'égalité des chances.

Elles ont pour objectif de lutter contre l'autocensure et de susciter l'ambition scolaire des élèves par un continuum d'accompagnement de la classe de 4<sup>ème</sup> à la Terminale.

Le dispositif s'adresse principalement aux élèves scolarisés en éducation prioritaire, en cités éducatives, en zone rurale ou résidant en quartiers prioritaires politique de la ville. Au lycée, l'accent est porté sur «l'encordement» des élèves des voies professionnelles et technologiques.

La mise en œuvre d'une cordée repose sur le partenariat entre :

- une « **Tête de Cordées** » qui peut être un établissement d'enseignement supérieur (grandes écoles, universités, IUT) ou un lycée avec des formations postbac (CPGE, STS...);
- **des établissements scolaires « encordés »** (collèges et lycées de la voie générale, technologique ou professionnelle).

Ce partenariat territorial se traduit par un ensemble d'actions d'accompagnement qui aide l'élève à construire son parcours de réussite du collège au lycée et du lycée vers l'enseignement supérieur ou vers l'insertion professionnelle.

Le suivi des élèves repose sur des actions individuelles ou collectives de tutorat étudiant et plus largement d'accompagnement à l'orientation, d'actions d'ouverture sociale et culturelle (visites de musées ou d'institutions publiques, conférences, etc.) ainsi que d'activités de développement de compétences psycho-sociales et académiques.

### CHIFFRES CLÉS

- **44** Cordées de la réussite en Région académique Occitanie (19 dans l'académie de Montpellier, 25 dans l'académie de Toulouse)
- **261** établissements scolaires impliqués dans au moins une cordée
- **10 600** élèves bénéficiaires
- **Près de 2 000** étudiants tuteurs
- **Plus d'un tiers** des établissements situés en zones rurales et isolées bénéficient des cordées

Il s'agit également de donner aux élèves l'expérience de la mobilité par la découverte de lieux et de secteurs professionnels différents de leur environnement familial. Des actions liées à la découverte des métiers veillent à faire évoluer les représentations de telle filière ou profession chez les élèves et en particulier à lutter contre les stéréotypes de genre.



Un appel à projets à l'échelle de l'Occitanie incluant la DREETS et la DRAAF permet un financement coordonné des Cordées afin de viser une plus grande qualité et diversité des projets ainsi qu'une couverture du dispositif qui concilie maillage du territoire et réponse aux besoins des élèves.

La Région académique facilite le dialogue avec les partenaires de cette politique publique en particulier avec la collectivité régionale qui contribue de manière volontariste au financement des actions «Cordée».

Plus de 3 200 élèves sont accompagnés chaque année par des Têtes de Cordées situées sur la partie Ouest du territoire et qui interviennent sur l'ensemble de la région à travers les Cordées DISPO de l'IEP de Toulouse, OSE de l'ISAE-SUPAERO, Donnez des ailes à votre avenir de l'ENAC et Question de justice de l'IUT de Rodez.

Le cadre de la Région académique Occitanie facilite la mise en réseau d'acteurs et la mutualisation de dynamiques pour ouvrir encore plus loin le champ des possibles des élèves.

### LES CORDÉES, UN FACILITATEUR D'AVENIR POUR LES JEUNES DE LA RÉGION ACADÉMIQUE

**Sur Parcoursup, les élèves «encordés» de la Région académique Occitanie se distinguent de l'ensemble de la cohorte de Terminale :**

- **Dans la formulation des vœux**, en particulier pour les élèves de la voie professionnelle avec **+21 points d'écart** ;
- **Sur les propositions reçues** avec des variations selon la voie : **+0,7** point pour la voie générale, **+2,7** points pour la voie technologique et **+5,5** points pour la voie professionnelle ;
- **Dans la phase d'acceptation**, où les élèves «encordés» acceptent davantage les propositions et ce, pour tous les types de bac : **+2,4** points pour les généraux, **+3,7** points pour les technologiques et **+10,6** points pour les professionnels.

## Le mentorat

### Le mentorat est une démarche d'accompagnement individualisé

qui vise à établir un lien durable et structurant entre un mentor (professionnel, étudiant ou adulte engagé) et un jeune bénéficiaire (mentoré), afin de favoriser son développement personnel, scolaire et professionnel. Dans une logique de justice sociale, il vise à réduire les inégalités, notamment celles d'origine sociale ou territoriale, en offrant aux jeunes un appui extérieur au cadre scolaire ou familial.

Dans la continuité du plan "1 jeune 1 mentor", la DRAFPICA accompagne actuellement trois dispositifs spécifiques de mentorat :

- **Le dispositif P-TECH** : dans l'académie de Montpellier, les lycées Champollion et Mermoz font partie des établissements pionniers en France. Ce programme repose sur trois piliers : mentorat individualisé, ateliers techniques, et immersion professionnelle... Pour cette 5<sup>ème</sup> année, **53 professionnels d'IBM, La Poste et Sanofi, s'investissent pour guider 79 élèves des classes de 1<sup>ère</sup>, terminale et BTS CIEL** dans la découverte des métiers et le développement des compétences transversales
- **Le plan national de mentorat en lycée professionnel** : ce mentorat de métier implique le recrutement de nombreux mentors, professionnels des filières en lien avec les diplômes préparés. Doté d'un budget dédié, ce plan finance des partenariats avec des associations, la formation des mentors, la communication et l'événementiel via des crédits directement versés aux EPLE. Cette expérimentation impulsée conjointement par la DGESCO et la DJEPVA, vise en 2024/25 à accompagner 4 000 jeunes des filières professionnelles en lien avec la mobilité, l'énergie et le numérique (France 2030) dont **753 en Région académique Occitanie**. Les référents mentorat de la DRAFPICA sont chargés d'assurer le suivi, le partage de bonnes pratiques et la montée en qualité du dispositif, en lien avec les équipes de direction, les responsables des Bureaux des Entreprises (BDE) et les associations partenaires
- **Le mentorat « Transition École-Travail » (TET)** : depuis 2023, l'académie de Toulouse expérimente sur ses huit départements un

dispositif spécifique de mentorat. L'ambition est de permettre à tous les lycéens de CAP ou BAC professionnels, désireux d'une insertion professionnelle et volontaires, de bénéficier de ce renfort. Ce dispositif mobilise les BDE et leurs réseaux pour proposer un mentorat centré sur l'entrée dans la vie active. **50 établissements sont engagés dans l'opération, 192 binômes sont formés ainsi que 228 mentors engagés auprès des jeunes**. Les premiers bilans révèlent un impact positif sur la confiance des jeunes, leur capacité à se projeter professionnellement, et leur mobilisation vers l'emploi ou les poursuites d'études courtes.



## 2. Guider les élèves dans la construction de leur projet d'orientation et de leur parcours de formation

Les axes politiques concernant l'information et l'orientation des élèves restent définis par la loi du 6 septembre 2018 « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » qui fixe les missions complémentaires de l'État et des Régions en matière d'accompagnement des parcours des élèves, apprentis et étudiants.

Les priorités de la Région académique sur cette thématique ont été relayées le 9 septembre 2024 par une circulaire régionale de rentrée, signée par les Recteurs et diffusée à l'ensemble des acteurs de l'Éducation nationale en Occitanie afin de permettre à chacun d'inscrire cette politique dans la programmation annuelle des actions à conduire auprès des élèves.

Deux priorités ont ainsi pu être soulignées :

- **La mise en œuvre d'un Parcours Avenir** formalisé selon une programmation précise et intégré comme un volet majeur du projet d'établissement ;
- **Un groupe de prévention du décrochage scolaire (GPDS)** institué au sein de chaque établissement scolaire.

Par ailleurs, au niveau territorial, la DRAIO poursuit le partenariat engagé avec la collectivité régionale notamment pour développer et structurer les actions d'information sur les secteurs d'activité et filières de formation mises en œuvre par les établissements dans le cadre du Parcours Avenir en collèges et lycées.

**L'accompagnement des élèves a également été au cœur de la concertation régionale organisée à Carcassonne (Aude) le 5 mars 2025 pour une orientation réussie.**

Sous la présidence conjointe de la rectrice de la Région académique et du vice-président de la Région Occitanie chargé de l'éducation, de l'orientation de la jeunesse et des sports, en présence du recteur de l'académie de Toulouse et du recteur délégué à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation en Occitanie, cette manifestation a rassemblé plus de 150 personnes représentant la totalité des partenaires concernés, dont un panel d'élèves et d'étudiants.

Cette concertation qui a reposé sur la mise en place de huit groupes de travail a permis de confirmer que les questions liées à l'orientation constituent pour l'ensemble des participants un des enjeux majeurs actuels du système éducatif et, au-delà de l'insertion professionnelle des jeunes, de leur construction personnelle et de leur épanouissement. Précisément, des échanges ont porté sur la Découverte des Métiers, l'accompagnement des élèves au travers des stages et notamment le stage de 2<sup>nde</sup> générale et technologique et les métiers de demain.

**Dispositif «Découverte des métiers» (DDM)**

Depuis son lancement, la DRAIO assure le déploiement du dispositif de « Découverte des métiers » qui couvre le cycle 4 des collèges et doit permettre *in fine* un choix plus éclairé des élèves sur leur parcours de formation et leur future insertion professionnelle.

**Tout au long de cette année, plus de 600 référents «Découverte des métiers» ont ainsi mis en œuvre à l'échelle de chaque établissement des actions plurielles de découverte.**

Plus d'un millier d'actions (forums, escape game, découverte de plateaux techniques...) est consultable par l'ensemble des établissements sur la plateforme dédiée « Découverte des métiers ». Afin de partager ces actions et assurer à chaque référent «Découverte des métiers» une actualité renouvelée, des webinaires sont organisés sur chaque période et permettent la présentation par les partenaires de ressources et d'interventions.

**Dans le cadre du travail sur l'attractivité des AMI-CMA (cybersecurité, aéronautique, spatial, éolien...), ces webinaires permettront sur l'année 2025-2026 de sensibiliser les référents aux métiers de demain et de favoriser les présentations auprès des élèves.**

## Mon stage de Seconde

Mise en œuvre dans le cadre de l'arrêté du 29 novembre 2023, l'opération «Mon stage de Seconde» a fait l'objet d'une information directe aux lycées accompagnée d'un kit de ressources pédagogiques.

Pour la seconde année consécutive, les offres de stages disponibles pour les élèves sont interfacées entre la plateforme « 1élève1stage » et la plateforme régionale ID Stage ce qui a permis aux élèves et à leurs familles de bénéficier très tôt de plus de 7 000 propositions de stages.

La DRAIO, en lien avec la DRAFPICA, a notamment organisé une réunion de lancement, en mars 2025, avec la Région, le MEDEF, les représentants des collectivités et associations ainsi que des élèves et des tuteurs ayant participé au stage en juin 2024. Outre la création d'une page dédiée avec l'ensemble des ressources et la diffusion d'un «pas à pas» pour la saisie des offres de stages par les services, les Recteurs ont également mobilisé les Préfets en comité d'administration régionale. En outre, il faut souligner le relais efficace des DASEN et des corps d'inspection au plus près du terrain et des usagers.

## Parcours Avenir

Le travail de collaboration sur la relation Ecole-Entreprise s'intensifie entre la Région académique et la collectivité régionale, ce qui se traduit notamment par une politique événementielle qui promeut des salons organisés dans les territoires au bénéfice des collégiens et lycéens..

L'accompagnement des élèves s'appuie également sur la formation des enseignants et des psychologues de l'Éducation nationale inscrite dans le cadre des plans de formations académiques. Elle permet d'actualiser ou de renforcer les connaissances et les compétences au regard des enjeux relatifs aux parcours des élèves, aux choix qu'ils expriment et à leur réussite. Elle prépare l'arrivée dans tous les établissements de l'offre de service du programme Avenir et la livraison de la plateforme du même nom, avec pour seul objectif de soutenir une politique éducative

à l'orientation et de permettre aux établissements de concrétiser leur parcours Avenir. Enfin, la DRAIO travaille également avec la Région sur sept terrains d'expérimentation territoriale innovants en Occitanie, permettant le renforcement d'actions communes auprès des élèves et des familles.

Salon des métiers à Carcassonne (Aude)  
le 17 octobre 2024



# 3. Accompagner l'élève tout au long de la procédure Parcoursup et du continuum -3/+3

## Accompagnement Parcoursup

La DRAIO organise et gère, sous la responsabilité des recteurs d'académie et en collaboration avec les DSDEN, les procédures d'affectation des élèves en lycée avec un objectif de simplification pour les usagers (procédures, calendrier, fluidité des parcours), d'équilibre des territoires et d'égalité de traitement.

**En ce qui concerne l'orientation des lycéens dans le supérieur, la DRAIO agit sur l'accompagnement des établissements d'accueil et d'origine dans les opérations qu'ils ont à effectuer pour la bonne mise en œuvre de la procédure Parcoursup.** Des sessions de formation des enseignants, des administrateurs, des personnels en charge de cette procédure sont

organisées avec un réel succès de fréquentation. Les équipes de la DRAIO accompagnent les élèves et les familles tout au long de la procédure Parcoursup : création des dossiers, formulation des vœux, phase d'admission et phase complémentaire, saisine de la CRAES (Commission régionale d'accès à l'enseignement supérieur).

**Près de 18 000 « conversations » ont pu être menées en 2024 sur la seule rubrique « contact » de Parcoursup.**

**La Région académique porte deux Plans d'Investissement d'Avenir (PIA3) : ACORDA à Toulouse et COMPAS à Montpellier.** Ces deux PIA permettent sur l'ensemble de la Région académique de travailler au rapprochement du second degré et du supérieur grâce à la mise en œuvre

d'actions concrètes : formations des acteurs aux évolutions du système, échanges pédagogiques, étudiants ambassadeurs, informations aux familles. La DRAIO co pilote ces deux PIA aux côtés des porteurs de projets que sont l'Université de Toulouse et l'Université Paul Valéry. Acorda et Compas sont de puissants leviers pour mettre en œuvre une politique ambitieuse de continuum -3/+3 sur l'ensemble de la Région académique.

### REPÈRES SUR PARCOURSUP (SESSION 2024) DONNÉES RÉGION ACADÉMIQUE

- 79 298** candidats, dont **51 593** néo-bacheliers et **17 043** en réorientation
- 93,4%** de néo-bacheliers ont obtenu au moins 1 proposition d'admission (-0,9 point par rapport à 2023, représentant néanmoins 1 056 élèves de plus)
- 85,3 %** de candidats en réorientation ont obtenu au moins 1 proposition d'admission (-1,1 point par rapport à 2023, représentant cependant 477 candidats supplémentaires)
- 0** lycéen encore accompagné par la CAES en fin de procédure
- + 9,8 points** des candidatures en apprentissage par rapport à 2023
- + 6,6 points** des candidats n'ayant confirmé que des vœux en apprentissage par rapport à 2023
- 3 264** candidats de la Région académique ont obtenu une formation en apprentissage en 2024

# 4. Déployer les actions de prévention du décrochage scolaire et assurer la mise en œuvre de l'obligation de formation 16-18 ans

## GÉNÉRALISATION DU DISPOSITIF « TOUS DROITS OUVERTS » (TDO)

En 2025, en intégrant chaque spécificité des territoires, **29 jeunes entre 15 et 17 ans sont concernés pour l'académie de Toulouse et 55 jeunes ont bénéficié du dispositif TDO dans l'académie de Montpellier.**

Sous statut scolaire, le jeune peut expérimenter des solutions de remédiation portées par les partenaires des alliances éducatives (Missions Locales, Greta, École régionale de la 2<sup>ème</sup> chance, CFA...).

## LE PARCOURS AMBITION EMPLOI (PAC)

Ce dispositif accompagne les sortants diplômés ou non des lycées professionnels. Il offre aux élèves la possibilité de revenir s'inscrire dans leur établissement d'origine pour une période de quatre mois afin de bénéficier d'un accompagnement vers l'insertion professionnelle directe en 2025. **Pour l'académie de Toulouse 119 PAE ont été mis en place et 39 pour l'académie de Montpellier.**

La définition et la mise en œuvre d'une politique de prévention et de lutte contre le décrochage scolaire est une mission relevant de la Région académique, déployée dans le périmètre des académies de Toulouse et Montpellier.

La mise en œuvre de l'obligation de formation des 16-18 ans soutient la politique de prévention du décrochage :

- Public prioritaire des projets Persévérance : les entrants en lycées 15 et 16 ans ;
- Montée en puissance des Parcours Aménagés de Formation Initiale (PAFI) réservés aux jeunes de plus de 15 ans ;
- Repérage des jeunes sous Obligation de formation/ décrocheurs (OF/DS) dans les listes SIEI : **6 999 jeunes pour l'académie de Toulouse et 16 572 pour l'académie de Montpellier**, avec traitement prioritaire par une plateforme d'appels pour suivi par les CIO ou les Missions Locales d'insertions.

S'agissant du traitement et du suivi des situations des OF/DS plusieurs leviers sont mobilisés au quotidien :

- **Services civiques combinés** : 13 jeunes à Toulouse, 97 jeunes à Montpellier, avec l'appui de la DRAJES ;
- **Actions de remédiation** : l'académie de Montpellier dispose de 17 dispositifs portés par la MLDS (outre les Services Civiques Combinés) qui accueillent **325** élèves en situation de décrochage ;

- **Extension du public Lycée Nouvelle Chance aux 16-18 ans avec le dispositif Tremplin** pour une centaine de jeunes sur Toulouse et la pérennisation des micros lycées à Montpellier (44 jeunes de la 2<sup>nde</sup> à la terminale).

**Par ailleurs, la poursuite des deux parcours « Tous droits ouverts » et « Ambition Emploi »** en lien avec la réforme du lycée professionnel témoigne de la priorité absolue donnée à cette politique de prévention à travers un accompagnement innovant et personnalisé pour chaque jeune vers un parcours de réussite dans la voie professionnelle.

Au sein de la Région académique, la lutte contre le décrochage scolaire s'articule également autour d'un AAP « Prévention du Décrochage » dit **Persévérance** adossé au FSE+ et une dotation des pôles MLDS répartis sur les territoires (25 pôles de remédiation pour l'académie de Toulouse et 22 pour Montpellier).

L'enquête DGESCO sur les actions MLDS 2025 fait ainsi apparaître un pourcentage de 62% à Toulouse des actions au bénéfice de la prévention en établissement. Dans l'académie de Montpellier, les actions portées par ces AAP visent à assurer une intervention plus précoce dans le parcours des élèves.

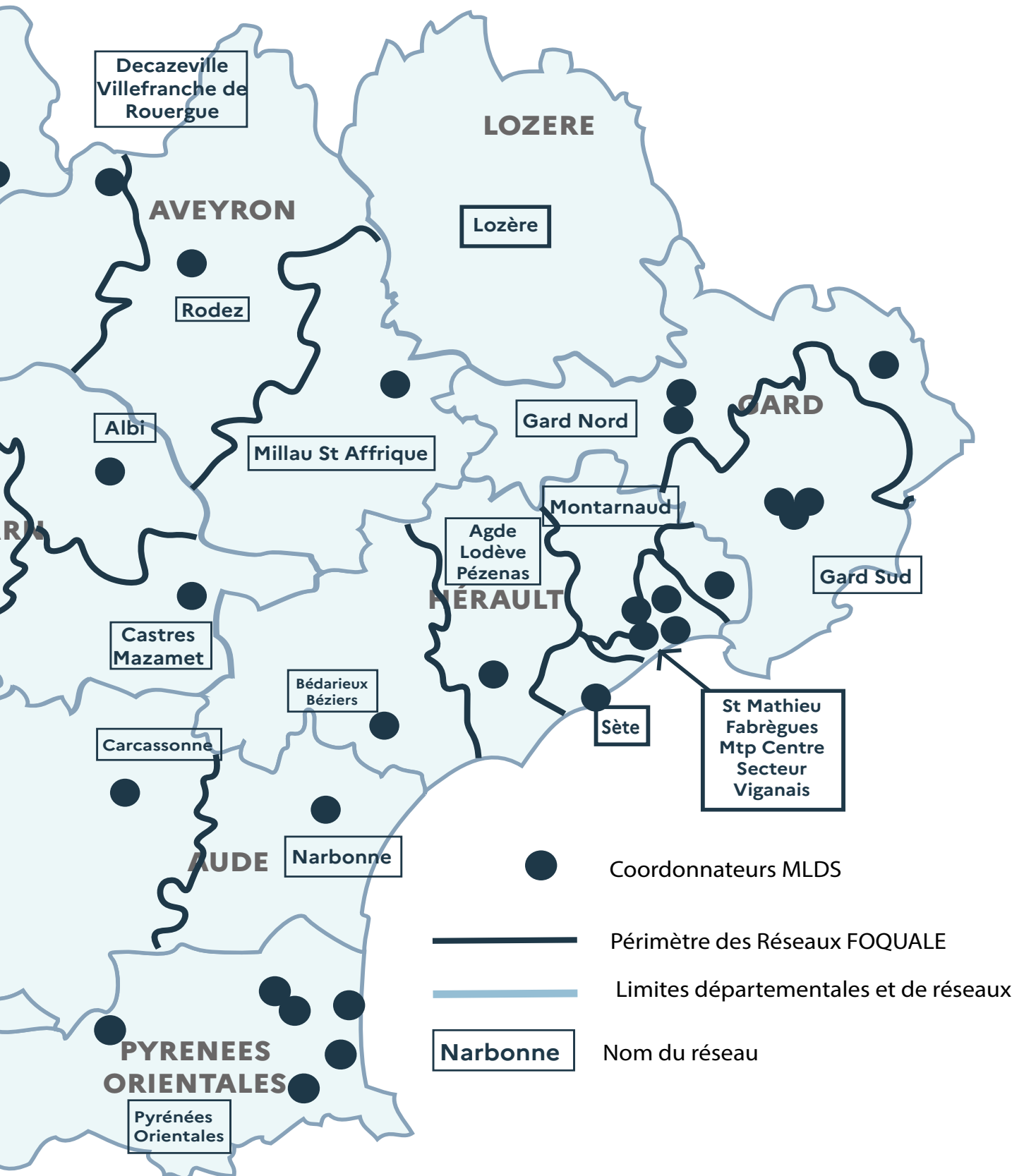
La mobilisation de l'ensemble de la communauté éducative se fait par ailleurs par les **réseaux Foquale** dans chaque département de la Région académique. Ces réseaux contribuent à organiser la sécurisation et l'individualisation des parcours en partenariat avec les alliances éducatives. La semaine de la persévérance scolaire, qui se tient au mois d'avril, est également organisée sur l'ensemble de la Région académique afin de valoriser toutes les actions conduites en établissement.

A plusieurs niveaux, l'harmonisation de la politique de formation des acteurs de la prévention du décrochage se poursuit :

- **Plan de formation des coordonnateurs MLDS** en EAFC et animation du réseau ;
- **Accompagnement et animation des réseaux Foquale** par l'organisation de webinaires et de séminaires ;
- **Formation des Référents décrochage scolaire et Mentors** : **478** Référents Décrochage Scolaire (RDS) dans l'académie de Toulouse, **175** pour l'académie de Montpellier ;
- **Organisation de la CPLDS** (certification professionnelle de lutte contre le décrochage scolaire).

# CARTE DES RÉSEAUX FOQUALE DE LA RÉGION ACADÉMIQUE OCCITANIE





# 5. Soutenir le montage de projets pour accompagner les apprenants

Le département projets à subvention de la DRAFPICA est un appui au déploiement des politiques publiques.

Ce département a contribué au montage de différents types de projets :

- des projets en consortium, dont le GIP FCIP de Toulouse est partenaire,
- des projets en consortium, dont le GIP FCIP est chef de file (AMI CMA Accélérer la transformation de la carte de formation professionnelle,
- des projets portés directement par le GIP FCIP, où il est le seul bénéficiaire de la subvention, sans autre partenaire.

Les financeurs sont divers : Fonds Social Européen+ (FSE+), programme Erasmus+, Programme d'Investissements d'Avenir (PIA 3, PIA 4), fonds issus du PRITH et de l'Agefiph, Région Occitanie.

Ces fonds sont gérés par diverses autorités de gestion, dont la DREETS, la Caisse des Dépôts et des Consignations, l'Agence Nationale de la Recherche.

**Le département Projets à subventions assure un lien permanent** avec ces différents financeurs, dans le cadre des demandes de subventions, des instructions des dossiers et des procédures liées aux demandes de paiement, en fin de projet.

Les publics bénéficiaires des projets sont très divers :

- jeunes de 16 à 25 ans en risque de décrochage scolaire ;
- jeunes en situation de handicap ;
- jeunes « invisibles » dit « NEET », ni en emploi, ni en formation ;
- maîtres d'apprentissage, tuteurs en entreprises ;
- apprentis ;
- enseignants du secondaire et plus largement, équipes pédagogiques,
- acteurs du SPRO.

De façon générale, les bénéficiaires des projets développés sont les apprenants, quel que soit leur âge.

**Exemples de projets co-financés par le Fonds Social Européen+ (FSE+) :**

- **PAIP**, qui porte sur l'accompagnement de jeunes en situation de handicap à la sortie de leur scolarité de lycée professionnel en vue de faciliter leur insertion professionnelle et/ou leur maintien dans l'emploi. PAIP propose aux jeunes suivis un accompagnement de proximité par une équipe de chargés de mission insertion, un suivi régulier mais également la possibilité d'assister à des ateliers collectifs sur diverses thématiques liées à l'insertion professionnelle.

**Le projet a été renouvelé pour les années 2025 et 2026**, en proposant un accompagnement aux jeunes en situation de handicap en fin de contrat d'apprentissage, en lien avec le CFA de l'académie de Toulouse, afin de sécuriser leur parcours et leur permettre de s'insérer durablement sur le marché du travail. **Le projet PAIP 2025-2026 sera cofinancé à hauteur de 353 584€ par le FSE+, pour un montant global de 589 784€;**

Plaquette PAIP diffusée par l'académie de Toulouse

**PLATEFORME D'ACCOMPAGNEMENT POUR FACILITER L'INCLUSION PROFESSIONNELLE DES JEUNES EN SITUATION DE HANDICAP**

**Vous êtes :**  
un jeune adulte en situation de handicap sorti d'un dispositif ULIS en lycée professionnel

**Vous souhaitez :**  
→ poursuivre votre formation continue ou en alternance  
→ intégrer le marché de l'emploi en milieu ordinaire

**Comment la PAIP peut-elle vous accompagner ?**

- 1 INFORMER
- 2 VALORISER
- 3 RECHERCHER
- 4 INSÉRER
- 5 SÉCURISER

Un projet financé par :

- **Persévérance**, qui vise à prévenir et diminuer le décrochage scolaire et les sorties précoces sans qualification, dans les lycées de l'académie de Toulouse. Le projet Persévérance est divisé en deux projets distincts, un volet d'actions au bénéfice direct des élèves, mais également un volet au bénéfice des équipes éducatives, afin de consolider et étendre la culture de lutte contre le décrochage scolaire. **Le projet Persévérance Élèves 2023-2025** est cofinancé à hauteur de 411 049€, sur un montant global de 912 608€. Ce projet a pour objectifs de :

- o consolider une culture de prévention et de prise en charge du décrochage scolaire ;
- o repérer de manière précoce les élèves en risque de rupture ou de décrochage par le biais du GPDS ;
- o remobiliser ces élèves ;
- o diminuer l'absentéisme et les comportements perturbateurs/d'évitement.

**Le projet Persévérance Equipes 2022-2024** a été cofinancé par le FSE+ à hauteur de 559 980 €, pour un montant global de 1 437 785€. Il fait l'objet d'une prolongation sur les années 2025 et 2026. Ce projet propose de structurer et de renforcer la prévention du décrochage scolaire dans les établissements identifiés en :

- o apportant des outils sur la gestion des conflits au sein de la classe,
- o sensibilisant les équipes éducatives et pédagogiques au projet Persévérance et à la prévention du décrochage scolaire,
- o installant une culture de prévention et de prise en charge du décrochage afin de remobiliser les élèves en risque de rupture ou de décrochage.

**« Persévérance » concerne 27 lycées et permet de déployer 35 actions au bénéfice des élèves repérés par les GPDS et 36 actions au bénéfice de la formation des équipes animées par le réseau Canopé.**

- **Persé'A**, qui vise à prévenir le décrochage scolaire chez les apprentis du CFAA de l'académie de Toulouse. Le projet, cofinancé par le FSE+, propose un accompagnement individuel aux apprentis, mais également des ateliers sur des thématiques spécifiques, selon leurs besoins (compétences psycho-sociales, gestion du stress, lutte contre le harcèlement scolaire, égalité fille-garçon etc.). Grâce à ce projet, des semaines et journées d'intégration seront organisées afin de créer une dynamique de groupe, un esprit « promo », d'aborder des thématiques importantes et de préparer les apprentis à leur formation. Les semaines d'intégration cibleront les formations dont les formations ont le plus fort taux de rupture, tandis que les

journées d'intégration cibleront les formations avec les apprentis les plus jeunes, découvrant le monde de l'apprentissage et le rythme de l'alternance entre cours et travail. **Le projet Persé'A 2024-2025 est cofinancé par le FSE+ à hauteur de 498 824 €, pour un montant total de 1 220 600 €.**

### **Exemple de projet cofinancé par la Région Occitanie :**

En 2024, le GIP FCIP de Toulouse a porté un projet en consortium avec six GRETA de la Région académique et le CFAA sur la thématique de la promotion et la valorisation de l'apprentissage.

Entre les mois de mai et de novembre 2024, **dix-neuf petits déjeuners Apprentissage** ont eu lieu sur tout le territoire de la Région académique Occitanie.

Ces temps d'échange autour de l'apprentissage poursuivaient les trois objectifs suivants :

- mieux faire connaître l'offre existante en matière de formations liées à l'apprentissage sur les territoires ;
- valoriser les outils existants pour présenter l'orientation et attirer les jeunes sur ces formations ;
- rassembler les différents professionnels qui travaillent dans le domaine de l'orientation pour un meilleur maillage des territoires sur ces thématiques, une meilleure connaissance des offres et des accompagnements existants.

**Ces évènements ont permis de rassembler plus de 160 personnes sur les 19 dates prévues et ont été un grand succès.**

**Le projet a été cofinancé par la Région Occitanie à hauteur de 19 674,40 €, pour un montant global de 39 348,79 €**





## IV. FORMER POUR CONSTRUIRE LES COMPÉTENCES D'AVENIR

1. Réformer le lycée professionnel et transformer la carte des formations professionnelles..... 50
2. Promouvoir les Campus des Métiers et des Qualifications ..... 54
3. Impulser des actions avec le Club École Entreprise et les CLEE ..... 56
4. Poursuivre la mise en œuvre de la mixité dans les parcours d'apprentissage..... 58

Elève du Lycée Ernest Ferroul à Lézignan-Corbières (Aude) - CMQ Transport, logistique et commerce de gros.

# 1. Réformer le lycée professionnel et transformer la carte des formations professionnelles

La réforme du lycée professionnel représente un enjeu majeur d'amélioration de la réussite des jeunes dans leur cursus de formation, d'accès à la poursuite d'études, d'insertion professionnelle. Le Président de la République a présenté en mai 2023, **12 mesures** concourant toutes à l'atteinte de ces objectifs. La DRAFPICA est pleinement mobilisée dans son périmètre régional et dans l'appui qu'elle apporte aux académies.

## Mesure 6 - Mieux préparer l'insertion professionnelle

Dans le cadre de la réforme 6 « Mieux préparer l'insertion professionnelle », et en réponse aux difficultés que rencontrent les jeunes peu qualifiés à s'insérer dans l'emploi, **le dispositif Avenir pro** a été mis en place, renforçant la coopération entre les acteurs de l'orientation, la formation et l'insertion vers l'emploi.

Pour les lycéens professionnels, la méconnaissance des entreprises et des opportunités d'emploi, le plus souvent accentuée par le manque de réseau professionnel, constitue un obstacle majeur à l'accès au marché du travail.

Initiée par Sciences Po et France Travail, l'expérimentation a débuté durant l'année scolaire 2021-2022 pour préparer les élèves de dernière année de CAP et de dernière année de Bac Pro à leur insertion professionnelle. Pour cela, des partenaires externes (France Travail et les Missions Locales) interviennent dans les établissements auprès de ce public afin de développer une meilleure connaissance de soi-même et aborder les techniques de recherche d'emploi.

## 12 MESURES POUR FAIRE DU LYCÉE PROFESSIONNEL UN CHOIX D'AVENIR POUR LES JEUNES ET LES ENTREPRISES

**Mesure 1 :** Gratifier les périodes de stages des élèves de la voie professionnelle dès la rentrée 2023

**Mesure 2 :** Permettre des enseignements aux savoirs fondamentaux en classes réduites

**Mesure 3 :** Permettre aux élèves de choisir des options

**Mesure 4 :** Organiser l'année de terminale en lien avec le projet de l'élève : obtenir un diplôme puis, accéder à l'emploi, soit poursuivre ses études

**Mesure 5 :** Créer trois nouveaux dispositifs pour prévenir les risques de décrochage pendant et après le lycée :

- Tous droits ouverts ;
- Ambition emploi ;
- Parcours de consolidation

**Mesure 6 :** Mieux préparer l'insertion professionnelle grâce à des partenariats extérieurs.

**Mesure 7 :** Adapter l'offre de formation pour préparer l'avenir professionnel des jeunes en fixant des objectifs ambitieux :

- rénover en profondeur un quart des diplômes existants d'ici la rentrée scolaire 2025 ;
- démultiplier le nombre annuel d'ouvertures et de fermetures de formation.

**Mesure 8 :** Passer de 4 500 à 20 000 le nombre de places en formation de spécialisation en Bac + 1 à la rentrée 2026, afin de faciliter l'insertion professionnelle des lycéens.

**Mesure 9 :** Créer un bureau des entreprises dans chaque lycée.

**Mesure 10 :** Permettre aux professeurs volontaires d'exercer de nouvelles missions rémunérées pour favoriser la réussite et un meilleur accompagnement des élèves.

**Mesure 11 :** Accompagner une prise de fonction réussie des nouveaux chefs d'établissement de lycée professionnel.

**Mesure 12 :** Permettre une nouvelle approche pédagogique du lycée professionnel autour du projet de l'élève.

## Objectifs poursuivis

Le dispositif Avenir pro poursuit deux objectifs :

- donner les clés aux lycéens professionnels pour favoriser leur accès au marché du travail ;
- prévenir le risque de décrochage et sécuriser la transition entre la sortie du système scolaire et l'entrée sur le marché du travail.

Pour cela, Avenir Pro se fonde sur deux piliers :

- le soutien de France Travail et des Missions Locales aux équipes éducatives pour développer les actions favorisant le lien avec le milieu professionnel ;
- l'intervention de France Travail et des Missions locales auprès des lycéens professionnels pour préparer et

sécuriser leur future entrée sur le marché du travail en proposant des ateliers permettant de :

- o comprendre le marché du travail et les attentes des employeurs ;
- o identifier leurs atouts et leurs besoins ;
- o connaître les outils et services à leur disposition pour mener leurs démarches ;
- o mettre en œuvre des actions efficaces pour concrétiser leur projet.

Des points de situation individuels ou collectifs de fin d'année permettent de faire du lien avec les besoins des lycéens et de les informer sur le parcours «Ambition Emploi».



Salon des métiers à Carcassonne (Aude), le 17 octobre 2024

La DRAFPICA a capitalisé sur l'expérimentation de ce dispositif et anime régulièrement les relations entre France Travail, l'Association Régionale des Missions Locales (ARML) et les établissements concernés.

**Des conventions sont en cours de signature entre la Région académique, d'une part, et France Travail ainsi que l'ARML, d'autre part, afin d'inscrire cette action dans le cadre de relations partenariales durables.**

**A la rentrée 2025, le dispositif sera généralisé aux 188 lycées professionnels de la Région académique.** Tous les lycées professionnels bénéficieront

des interventions de France Travail et des Missions Locales qui délivreront une offre de service harmonisée avec un calendrier ajusté au parcours scolaire.

### Mesure 7 - Adapter l'offre de formation

Avec la réforme du Lycée professionnel, la **carte des formations devient pluriannuelle**, pour plus de souplesse et d'agilité. Plutôt que d'envisager la carte des formations d'une année à l'autre pour chaque établissement, il s'agit de travailler sur plusieurs années et de mieux tenir compte des spécificités et besoins des territoires.

Le **nouvel outil ORION** compile de nombreux indicateurs sur les effectifs, les taux de pression, de poursuites d'études, d'insertion professionnelle et permet aux établissements de mieux préparer les demandes d'évolution.

La Région académique Occitanie mène un travail important pour que la nouvelle carte des formations s'adapte aux besoins des entreprises et des territoires, fruit d'une collaboration avec la région Occitanie et les académies.

### Les concertations territoriales sur la carte des formations professionnelles scolaires

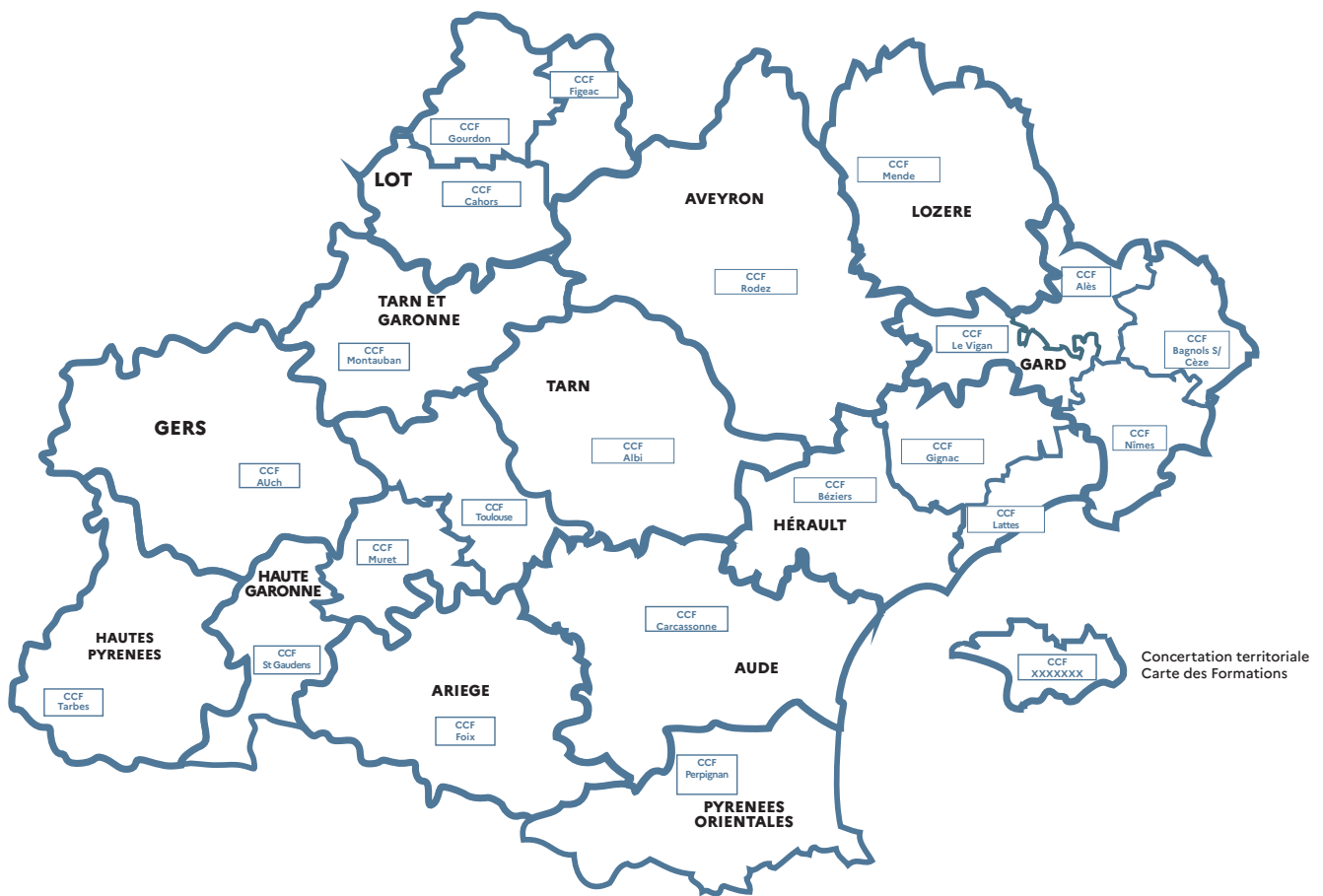
Suite à l'instruction ministérielle du 13 juillet 2023, les préfets et les DASEN associés à l'expertise de la DRAFPICA organisent des concertations territoriales dans chaque département. L'objectif est que chaque participant s'implique à son niveau dans la transformation de la carte des formations professionnelles initiales.

**Au sein de la Région académique Occitanie, vingt et une concertations territoriales ont eu lieu en présence de la Région Occitanie.**

Après les propos introductifs du sous-préfet d'arrondissement et du DASEN présentant les enjeux de la concertation, les interventions complémentaires permettent de poser les interrogations relatives au développement économique (collectivités locales et DDETSPP), à l'insertion professionnelle (France Travail), aux liens avec le tissu local (BDE) et aux formations sur le territoire (DRAFPICA).

#### CHIFFRES CLÉS DU DISPOSITIF Avenir Pro

- 131 établissements engagés en 2024-2025
- 2 730 lycéens bénéficiaires
- 39 agences France Travail
- 23 Missions locales
- 214 ateliers programmés



Carte des concertations territoriales sur la carte des formations professionnelles scolaires

Une place importante est laissée aux échanges avec les participants et il est préconisé de mettre en place des groupes de travail intermédiaires à l'issue des rencontres.

Depuis deux ans, ces rencontres consolident les liens avec le monde économique et ouvrent de réelles perspectives sur des projets d'évolution de carte des formations de plus en plus en adéquation avec les besoins des territoires.

### Des échanges bilatéraux avec les établissements

Dans un souci de proximité, la DRAFPICA a rencontré, en présence des DASEN, des services académiques et de la Région Occitanie, **31 établissements dans l'académie de Montpellier et 51 dans l'académie de Toulouse** afin de recueillir les premières intentions

de transformation de la carte pour ces établissements qui seront ensuite saisies sur Orion.

### La phase de recueil de projets d'évolution (rentrée scolaire 2025)

Avec **252 demandes** sur la Région académique (121 dans l'académie de Montpellier et 131 dans l'académie de Toulouse), la DRAFPICA a pu mettre en exergue les principales filières couvertes :

- Pour Montpellier : celles de l'électricité/électronique et du commerce/vente ;
- Pour Toulouse : celles du sanitaire et social, de l'électricité/électronique., de la maintenance, de l'industrie et du tertiaire.

Dans la Région académique, le CFAA de Toulouse, les GRETA et les GRETA-CFA ont en perspective l'ouverture de 338 places, tantôt en groupe autonome, tantôt en mixité de publics.

Du côté des transformations, les secteurs les plus concernés sont la transition énergétique, le bâtiment, les services et soins à la personne et le tertiaire.

En lien avec l'école des réseaux électriques (convention nationale), douze établissements de la Région académique ont signé des conventions avec Enedis, la FRTF et le Serce pour des colorations sur le BAC PRO Melec et des BTS.

## Le pilotage de la carte des formations

Pour traiter l'ensemble de ces mesures, des réunions sont organisées par la collectivité régionale avec chaque académie de manière séquencée.

Ces différentes séquences ont permis de synchroniser les informations sur les instructions menées sur les différents thèmes liés aux compétences, RH, pédagogie, moyens pour les rectorats et bâtiments, travaux et équipements pour la région. C'est dans cette phase d'instruction que les services académiques, les services de Région académique, les corps d'inspection sont sollicités. Depuis 2025, les Greta/CFAA et Campus des métiers et qualifications sont également sollicités en tant qu'experts via leurs conseillers en formation professionnelle, coordonnateurs apprentissage et directeurs opérationnels.

Enfin, une convention État/Région a été signée afin d'avancer conjointement dans la transformation de la carte des formations professionnelles. Elle permet également une sécurisation des travaux à conduire sur les prochaines années.

## La phase de recueil de projets d'évolution (rentrée scolaire 2025)

Dans le cadre des nouveaux travaux conduits en lien avec les attendus de la réforme du lycée professionnel, la Région académique s'était engagée dans l'expérimentation de l'outil ORION depuis plusieurs mois.

Le déploiement de cette plateforme commune à tous les acteurs de la carte des formations a considérablement facilité la préparation des demandes d'évolution des chefs d'établissements en leur donnant accès aux principales données éducatives de ces formations et aux indicateurs d'insertion et de poursuite d'études.

Pour la rentrée scolaire 2025, un nouveau calendrier a été mis en place pour faciliter les concertations et de nouvelles fonctionnalités dans ORION permettront aux chefs d'établissement de saisir directement leurs projets d'évolution de formations professionnelles. Elle portera une sécurisation des travaux à conduire sur les prochaines années.

## Mesure 8 - Augmenter le nombre de places en Bac+1 pour favoriser l'insertion professionnelle

La DRAFPICA porte le développement de formations courtes telles que les FCIL et les certificats de spécialisation (anciennes Mentions Complémentaires) avec les établissements. Ces formations « conjoncturelles » permettent de répondre à des besoins bien identifiés sur un territoire et d'augmenter l'insertion des apprenants.

Une nette hausse des demandes de ces formations BAC+1 est observée depuis deux ans : 17 FCIL et 33 certificats de spécialisation auront été ouverts depuis la rentrée scolaire 2024 au sein de la Région académique.

- Pour l'académie de Montpellier en 2025 : 1 FCIL et 6 certificats de spécialisation ;
- Pour l'académie de Toulouse en 2025 : 5 FCIL et 6 certificats de spécialisation.

Une attention particulière a également été portée sur les formations par apprentissage (groupes autonomes), sur la pluri-annualité avec des demandes 2026 voire 2027, sur les répartitions par filières et enfin sur les colorations (32,19% des places ouvertes). Une commission dédiée à ces colorations « CRACOL » a été mise en place en novembre 2024 pour instruction des demandes et régulation de l'offre.

### INDICATEURS CLÉS DE LA TRANSFORMATION DE LA CARTE DES FORMATIONS RENTRÉE 2025 EXTRAITS D'ORION

#### Taux de transformation :

**5,7%** (calculé sur les demandes validées) soit **95,3% de l'objectif**

**2.1 points** d'écart par rapport à la moyenne nationale sur les demandes validées

**845** places ouvertes, **490** places fermées, **272** places « colorées »

**36,7%** de ratio de fermetures

#### Demandes validées FCIL/CS :

**152** places ouvertes, **54** places fermées,

## 2. Promouvoir les Campus des Métiers et des Qualifications

Les Campus des métiers et des qualifications (CMQ) sont des outils mobilisables au service du développement économique des territoires, de la professionnalisation des apprenants, du savoir-faire des entreprises.

**Au niveau national, l'Occitanie est la 2<sup>ème</sup> région en nombre de campus avec 10% des campus nationaux.**

Aux carrefours de plusieurs politiques publiques, **les CMQ réalisent des missions d'expertise dans le cadre de l'élaboration de la carte des formations professionnelles**, accompagnent le développement de formations conjoncturelles en lien avec leur écosystème et sont structurants dans les réponses aux différents PIA et AMI, facilitant les effets de levier notamment dans celui consacré à la transformation de la carte des formations professionnelles.

Tous les sujets portés par les CMQ, en lien avec les stratégies de réindustrialisation et d'indépendance énergétique nationales, permettront aux apprenants de développer les compétences clés des métiers de demain.

Implantés dans l'ensemble de la Région académique, les CMQ portent des thématiques de développement économique local, national comme international. Présents sur les secteurs du BTP, de l'industrie au sens large, de la mobilité, du tourisme et de la gastronomie, des industries culturelles et créatives, du nautisme, ils couvrent un très large panel de métiers, de lieux de formation, de liens avec la recherche et l'enseignement supérieur. Les CMQ poursuivent leur mobilisation sur France 2030 (ex : avion bas carbone ou éolien flottant)

**La DRAFPICA assure l'accompagnement des quinze CMQ de la Région académique.**

Les enjeux stratégiques pour l'amélioration continue de leur action sont de :

- renforcer la marque campus et le sentiment d'appartenance des partenaires en déployant des actions communes de communication ;
- inciter et favoriser le positionnement de nos campus sur l'ensemble du territoire de la Région académique ;
- contribuer de manière active à des réponses AMI-CMA, à chaque fois que cela fera sens avec l'activité des CMQ ;
- inscrire les campus comme des contributeurs du processus de l'évolution de l'offre de formation au niveau académique et Région académique ;
- renforcer et clarifier si nécessaire les interfaces avec les CLEE, EE et les BDE, PFT ;
- poursuivre l'approche intercampus en intégrant les projets de campus.

Pour harmoniser les pratiques, créer des liens et de la cohérence, trois journées de travail des directeurs opérationnels ont été organisées, des groupes de travail inter campus sont impulsés par la DRAFPICA et sont co-animés avec la collectivité régionale.

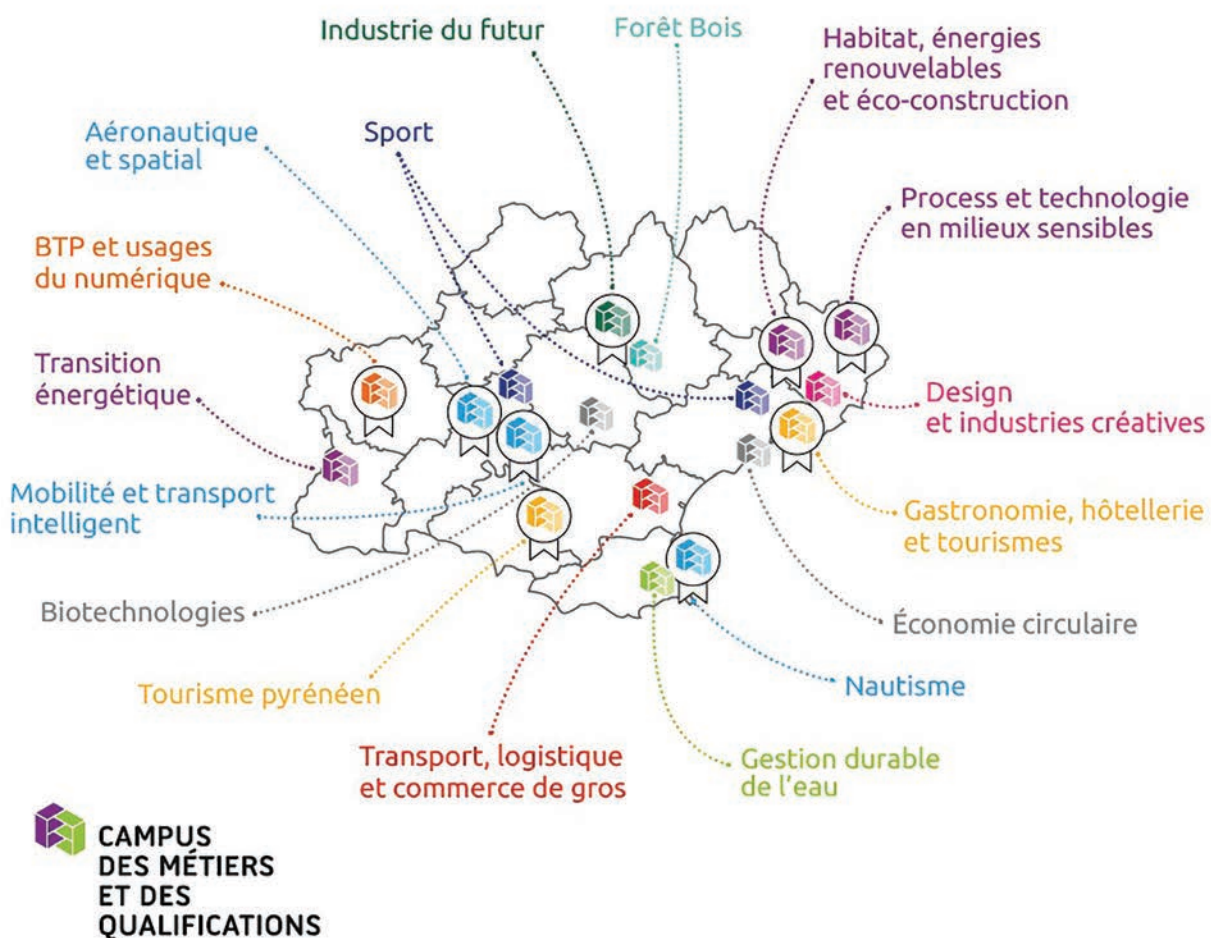
De nouveaux groupes de travail ont été ouverts sur les thèmes suivants :

- développement du lien avec l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation ;
- développement de la marque campus ;
- projet d'évènement intercampus avec support AAP ;
- interfaces entre campus.

**Objectifs atteints**

L'animation et le suivi de la DRAFPICA ont permis d'atteindre les objectifs suivants :

- accompagnement lors du lancement de trois nouveaux CMQ (Eau, FBO, Sport) ;
- confirmation du lancement du projet CMQ Biotechnologies porté par le lycée La Borde Basse à Castres ;
- mise en place d'un tableau de bord avec des indicateurs communs grâce au GT «Pilotage des campus» ;
- construction des outils de partage entre campus et d'intégration des nouveaux DO grâce au GT «Mise en réseau»
- intégration des campus comme contributeurs du processus de l'évolution de l'offre de formation au niveau académique et Région académique ;
- positionnement de différents campus sur des AMI-CMA ;
- expérimentation de l'évaluation externe de CMQe en lien avec le vademecum national en cours d'élaboration : accompagnement de trois CMQe (MTI, GHT et HEREC)



# 3. Développer les réseaux avec le Club École Entreprise et les CLEE

Le Club École Entreprise de la Région académique Occitanie, association loi 1901, présidé par la Rectrice de la Région académique est désormais reconnu d'intérêt général.

Il représente un espace privilégié de rencontre et de coopération des mondes éducatifs, économiques et associatifs en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes et du développement socio-économique de notre territoire. Le déploiement de la réforme des lycées professionnels en a accéléré incontestablement la dynamique.

La mutualisation des compétences et des réseaux permet la conception et le co-financement d'actions concrètes sur le terrain.

Les membres actifs du Club proviennent de plus de soixante entreprises, chambres consulaires, fédérations, syndicats patronaux, collèges, lycées, universités, établissements de recherche et d'enseignement supérieur et associations.

En s'ouvrant au monde de l'éducation, les entreprises offrent attractivité et visibilité aux métiers de leurs secteurs. Cela répond aussi à leurs besoins en compétences et formation et valorise leur engagement sociétal en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes et de la réduction des inégalités.

En ouvrant les établissements aux entreprises, la Région académique offre aux jeunes le réseau, la connaissance du monde professionnel, l'esprit d'entreprendre et nourrit leurs projets de formation.

L'activité du Club s'articule autour de quatre commissions :

- **Commission « Parcours et entrepreneuriat »**, co-présidée par l'AFDET et la Chambre régionale d'Agriculture. La dernière réunion, le 25 mars 2025, a rassemblé 38 participants en duplex présentiel Toulouse / Montpellier. Six projets d'actions concrètes ont émergé autour du numérique, de l'entrepreneuriat, des territoires ruraux ;

- **Commission « égalité et lutte contre l'autocensure »**, co-présidée par JobIrl et FACE. Une adaptation de sa formation sur le sujet de « l'égalité des filles et des garçons dans leur parcours d'orientation » a été proposée sous forme de webinaire aux RBDE et DDFPT de la Région académique le 8 avril (97 connexions). L'augmentation des membres actifs a permis le 14 mai 2025 d'élargir la feuille de route à d'autres leviers de lutte contre l'autocensure ;

- **Commission « Animation de la Relation école entreprise locale »**, présidée par le Proviseur du lycée Einstein de Bagnols sur Cèze. Elle propose un espace d'échange et de mutualisation des bonnes pratiques aux co-pilotes de Comités Locaux Ecoles Entreprises (58 connexions le 4 avril). Elle interroge le pilotage des CLEE ;

CARTE DES COMITÉS LOCAUX ÉCOLE-ENTREPRISES OCCITANIE



- **Commission « Insertion et métiers de demain »**, co-présidée par le CIRAD et le MEDEF qui propose des visioconférences d'information sur le sujet des métiers d'avenir et oriente ses travaux futurs sur l'impact de l'IA.

### CHIFFRES CLÉS DU CLUB ECOLE ENTREPRISE

Ont été financés cette année l'organisation de :

- **2 forums des métiers** en zones rurales ;
- **1 expérimentation de mentorat** au collège en quartier prioritaire de la ville,
- **1 visite d'entreprise** ;
- **1 essaimage de la FIL égalité.**

### Le maillon territorial de la relation école-entreprise : les Comités Locaux Ecole-Entreprise (CLEE)

Les comités locaux école-entreprise, jouent un rôle crucial dans le développement de relations entre le monde scolaire et le monde professionnel à l'échelle des territoires.

Ils contribuent à l'amélioration de la qualité de l'orientation, de la formation et à l'insertion professionnelle des jeunes, en faisant un lien avec les besoins en compétences exprimés par les partenaires économiques.

Les CLEE sont désormais très clairement identifiés par les partenaires économiques comme une porte d'entrée vers l'Éducation Nationale, et par les établissements comme une « locomotive » de la REE.

Cependant, la faible couverture des transports en commun et le coût des transports collectifs

pour les établissements isolés sont systématiquement évoqués comme freins aux actions de découverte du monde professionnel. La mobilité constitue un obstacle majeur à la qualité du parcours d'orientation.

### Sept axes structurent la charte des CLEE de la Région académique :

- améliorer la qualité des stages et la découverte des métiers ;
- créer un réseau pérenne ;
- développer une meilleure connaissance entre chefs d'établissements et chefs d'entreprises ;
- valoriser la voie professionnelle, développer l'esprit d'entreprendre, favoriser l'insertion professionnelle ;
- identifier les besoins locaux en formation professionnelle afin d'adapter la carte des formations ;
- apporter aux enseignants une culture de l'économie locale ;
- contribuer à des initiatives innovantes (lien Campus des métiers et qualifications, PFT...).

La Commission « Animation de la relation Ecole Entreprise locale » du Club Ecole Entreprise est un réel espace d'échanges et de mutualisation entre co-pilotes de CLEE.

### Objectif atteint

Les réseaux se structurent et s'organisent autour de partages d'expériences. A ce titre, le Gard est précurseur dans l'animation d'un « InterCLEE » départemental qui s'est déroulé au collège Lou Castellas le 11 février 2025 (sept CLEE ont un périmètre calqué sur celui des Réseaux Pédagogiques Territoriaux).

### Perspective pour la rentrée 2025

Une expérimentation est envisagée au sein de quatre CLEE (deux dans l'académie de Toulouse et deux dans l'académie de Montpellier), en coopération avec l'université de Toulouse. Il s'agit d'organiser des forums « métiers d'avenir » en lien avec des filières en recherche de talents (cybersécurité, avion bas carbone, IA, hydrogène vert, santé numérique, bio médicaments...).

Signature de la charte du CLEE Montpellier Métropole (2M) le 6 mai 2025



# 4. Poursuivre la mise en œuvre de la mixité dans les parcours d'apprentissage

## La formation par apprentissage dans les EPLE : une dynamique renforcée en 2024

Les établissements disposant de sections d'enseignement professionnel ont la possibilité de proposer des formations en apprentissage, tout en assurant la sécurisation des parcours des jeunes en formation initiale. Ce levier repose notamment sur la mixité des publics et des parcours, qui permet de fluidifier les transitions entre les différents statuts : scolaire, apprenti, voire stagiaire de la formation professionnelle en attente d'un nouveau contrat.

Cette mixité, par sa réversibilité, constitue une réponse souple et adaptée aux réalités des jeunes et des entreprises. Elle rend possible des changements de statut en cours de formation, tout en maintenant une continuité pédagogique. Elle implique néanmoins des organisations pédagogiques spécifiques, différentes de celles mises en place pour des groupes homogènes. Elle exige également une structure conforme à la réglementation du Code du travail.

La pédagogie de l'alternance, cœur de l'apprentissage, nécessite une implication renforcée des équipes pédagogiques, surtout lorsque quelques apprentis sont intégrés dans une classe majoritairement composée d'élèves sous statut scolaire. Cette modalité repose sur une alternance structurée entre périodes en établissement et périodes en entreprise (PFMP/stages), et sur des temps forts : contractualisation tripartite (formateur/entreprise/apprenti), accueil de l'apprenti, phases de réinvestissement des compétences en formation.

Le livret d'apprentissage, au-delà de son caractère réglementaire, reste l'outil essentiel de suivi et de continuité pédagogique entre les deux lieux de formation. Il incarne le lien de coopération entre les acteurs de l'alternance.

L'objectif poursuivi est de sécuriser les parcours des jeunes en proposant une offre variée sous les deux statuts : élèves/étudiants ou apprentis et la mise en place d'un dispositif de médiation sociale pour favoriser la persévérance et éviter les ruptures prématurées.

## Mixité des parcours en Occitanie : une dynamique en hausse en 2024

Dans la Région académique Occitanie, la mixité des parcours connaît une croissance soutenue. En 2024, près de 2 000 apprentis ont été accueillis au sein de classes composées d'élèves sous statut scolaire, contre 1 400 en 2023. Ces apprentis représentent désormais **32 %** des effectifs de l'apprentissage dans les EPLE, témoignant du développement de cette modalité propre à l'Éducation nationale.

Afin d'accompagner le déploiement de cette modalité, le service Apprentissage de la DRAFPICA travaille sur un support de formation (impact du Label Eduform et la mixité) et participe aux deux GT académiques des IEN /IA-IPR. Les GT travaillent sur l'accompagnement des équipes (de direction et pédagogique) via une FIL et des ressources sur un espace M@gistere en lien avec l'EAFC.

## Médiation : anticiper et prévenir les ruptures de parcours

Pour accompagner cette dynamique, les CFA de l'Éducation nationale ont engagé des actions spécifiques de prévention des ruptures, en s'appuyant notamment sur des projets cofinancés par les fonds européens (AAP FSE+). Ces initiatives visent à accompagner au plus près les jeunes en difficulté, à sécuriser

leur insertion professionnelle et à renforcer le lien avec les entreprises. Fin 2024, partout sur le territoire de la Région académique, ces actions ont permis de contenir le taux de rupture à moins de 10 %, signe d'une efficacité réelle et d'un engagement collectif des acteurs de l'apprentissage. Ce taux est plus de deux fois inférieur au taux national.

### CHIFFRES CLÉS

- **32%** (taux de mixité)
- **Moins de 10%** (taux de rupture)

### Les objectifs fixés pour ces deux taux ont été atteints.

Moyens utilisés :

- Projets FSE+ : projet Persé-A (1 220 600 €)
- AAP Région (39 348,79 €)

## Un exemple de bilan positif : dix ans de mixité et une réussite pour le lycée professionnel Aristide Bergès en Ariège

Depuis une décennie, l'établissement est engagé en faveur d'une offre de formation s'appuyant sur la mixité des publics. Cette politique est portée par la direction du lycée.

C'est un environnement d'apprentissage riche et stimulant pour les élèves et l'équipe pédagogique : 170 inscrits en formations diplômantes avec 3 CAP (Electricien, Menuisier Installateur et Menuisier fabricant en un an) et les quatre bacs pro (TEBEE, TBORGO, AFB et ICCER).

L'apprentissage et par conséquent l'ouverture de la classe à la mixité s'effectuent sur la 2<sup>ème</sup> année de formation (2<sup>ème</sup> année de CAP et 1<sup>ère</sup> BAC PRO). Ce choix a été fait avec l'accord des équipes pédagogiques pour plusieurs raisons :

- donner la priorité, sur la 1<sup>ère</sup> année de formation aux élèves sous statut scolaire ;
- l'incompatibilité du planning de PFMP des classes de seconde BAC (décalage potentiellement conséquent entre les deux statuts d'élèves pouvant être source de décrochage) ;
- proposer aux entreprises des jeunes ayant déjà une année de formation donc davantage de maturité et des compétences professionnelles déjà acquises ;
- positionner le lycée Aristide Bergès comme lieu de poursuite d'étude en 1<sup>ère</sup> BAC PRO aux apprentis en CAP sur le territoire.

**Le taux de réussite des apprentis aux examens est supérieur et se situe à 95% tous niveaux confondus.**

Les conditions de réussites reposent sur plusieurs piliers :

- **implication de l'équipe de direction** en concertation avec l'équipe pédagogique grâce aux conseils pédagogiques. L'apprentissage en mixité des publics a d'abord été mis en œuvre en septembre 2015 pour les quatre formations de bac pro puis en septembre 2021 pour les formations de CAP. Le DDFPT reçoit individuellement chaque élève souhaitant entrer en apprentissage afin de s'assurer de la motivation du jeune et de l'informer sur l'implication du changement de statut (35h de travail en entreprise et au lycée, organisation de l'alternance, organisation du suivi en entreprise, droit et devoir en tant qu'apprenti) ;
- **implication de l'équipe pédagogique** qui est consultée sur le planning d'alternance proposé en conseil pédagogique par le DDFPT, gère la progression pédagogique intégrant le rythme de l'alternance, se mobilise pour les heures complémentaires (« delta 35h »), réalise les visites en

entreprise. L'équipe pédagogique est également sollicitée par le DDFPT pour émettre un avis sur chaque demande d'apprentissage. L'engagement et l'expertise des enseignants sont des atouts majeurs pour accompagner chaque élève vers la réussite ;

- **implication du coordonnateur du CFAA** qui travaille à valoriser l'offre de formation de l'établissement, capitalise les demandes d'investissements matériels (en plus des équipements type écrans digitaux fournis par le CFA), les heures d'enseignements, les dédoublements possibles ;
- **valorisation de l'offre de formation intégrale de l'établissement** : l'apprentissage n'est pas une modalité supplémentaire avec une communication spécifique mais, au contraire, une modalité offerte au service des apprenants et intégrée dans la communication de l'offre de formation globale de l'établissement sur son territoire. Cette offre de formation globale assure une

représentativité au sein d'un territoire et permet une poursuite d'étude (sur le niveau Bac pro) pour les élèves issus d'autres établissements ;

- **sécurisation du parcours pour l'apprenant** qui assure une souplesse pour l'ensemble des parties prenantes. La mixité en 2<sup>ème</sup> année sécurise les représentants légaux d'un point vu maturité et orientation professionnelle. Les employeurs sont aussi rassurés car les apprenants ont acquis des gestes et une posture professionnelle.

En dix ans, le lycée Aristide Bergès a su démontrer que la mixité des publics est une richesse inestimable. Elle favorise non seulement la réussite scolaire, mais aussi le développement personnel et social de chaque élève. Fortes de cette expérience, les équipes continuent de promouvoir une offre de formation professionnelle dans laquelle l'apprentissage peut permettre à chaque jeune motivé de s'épanouir et préparer sereinement son avenir.

Élèves du CFA Aristide Bergès à Saint-Girons (Ariège)







## V. INNOVER POUR UN MEILLEUR SERVICE AVEC LE NUMÉRIQUE ÉDUCATIF

1. Renforcer les compétences numériques des élèves..... 62
2. Garder le lien avec la classe avec le programme TED-i ..... 65

Webradio au collège St Exupéry de Condom (Gers)

# 1. Renforcer les compétences numériques des élèves

## La certification Pix

Le renforcement des compétences numériques des élèves est aujourd'hui indispensable, dans une société où le numérique prend une place de plus en plus importante dans la vie de chacun, notamment pour s'informer.

Afin d'accompagner le développement des compétences numériques des élèves et des enseignants, Pix est déployé depuis 2019 sur le territoire Occitan, avec une certification des compétences numériques de l'ensemble des élèves de troisième et de cycle terminal depuis deux ans.

Depuis septembre 2021 est également expérimenté le développement des compétences numériques professionnelles des enseignants, avec le déploiement de Pix+Édu.

La Région académique Occitanie s'est engagée aux côtés du groupement d'intérêt public Pix et d'autres acteurs dans le cadre de l'**Appel à Manifestation d'Intérêt « France 2030 » « Compétences et Métiers d'Avenir » (AMI-CMA), avec le projet « Pix Impact(s) »** pour concevoir et déployer des parcours de formation permettant le développement des compétences numériques des enseignants, demandeurs d'emploi et salariés.

### CHIFFRES CLÉS PIX

35 experts certifiés

4 229 enseignants engagés dans Pix+Édu

## La labellisation numérique des établissements

La labellisation numérique des lycées est une initiative portée conjointement par les académies, la DRAAF et la Région Occitanie. Elle vise à soutenir le développement des usages du numérique dans les lycées en permettant au chef d'établissement de faire un état des lieux du numérique et des usages dans son établissement, d'identifier et de mobiliser des leviers de développement du numérique, tout en engageant la collectivité sur le volet équipement, réseau et maintenance, et l'académie sur l'accompagnement et la formation. **En 2025, ce dispositif devient bisannuel : la prochaine campagne se déroulera au printemps 2026.**

### Un niveau de labellisation selon la dynamique des établissements en matière de numérique

Les lycées sont positionnés selon trois niveaux de labellisation.

La délivrance du label dans la région Occitanie s'appuie sur quatre domaines :

- le pilotage ;
- l'équipement ;
- les services et usages pédagogiques ;
- l'accompagnement et la formation

### Un accompagnement de proximité et une démarche évolutive

La Région académique soutient le déploiement d'une dynamique d'établissement sur le numérique par des formations, l'animation d'une communauté de référents pour le numérique et le déploiement de ressources et services numériques, en lien avec le ministère et la Région.

Le recueil de retours d'expérience et des entretiens réguliers avec des proviseurs, en établissement, permettent d'adapter les actions conduites et la politique académique et régionale du numérique.

### Extension de la labellisation des collèges en Occitanie

Déjà existant sur l'académie de Montpellier depuis 2014, le projet de labellisation des collèges s'est étendu à l'académie de Toulouse à l'automne 2024 avec une première campagne de labellisation pour quatre départements supplémentaires en Occitanie : l'Ariège, la Haute-Garonne, le Gers et les Hautes-Pyrénées.

Ce sont donc déjà neuf conseils départementaux qui se sont engagés aux côtés de la Région académique Occitanie dans cette démarche. Les départements restants (Aveyron, Lot, Tarn, Tarn et Garonne) sont invités à participer à la prochaine campagne de labellisation (automne 2025).

### CHIFFRES CLÉS LABELLISATION NUMÉRIQUE

**100%** des lycées de la Région académique ont obtenu le label numérique en 2024 :

- 102 lycées niveau 1
- 65 lycées niveau 2
- 28 lycées niveau 3

**52%** des collèges ont obtenu le label numérique en 2024:

- 100 collèges niveau 1
- 52 collèges niveau 2
- 33 collèges niveau 3

## L'ENT 1<sup>er</sup> degré

Au service d'une politique éducative volontariste en faveur du numérique et de l'égalité des chances, le déploiement d'environnements numériques de travail dans les écoles s'est accéléré en Occitanie depuis la rentrée scolaire 2022, notamment avec le projet ENT-École.

L'ENT est le prolongement numérique d'une école et permet à toute la communauté éducative d'accéder aux informations qui la concernent. C'est aussi un lieu sécurisé pour travailler et développer les compétences des élèves, en particulier les compétences numériques. Il permet de favoriser les échanges et la collaboration, de faciliter l'implication de toute la communauté éducative, de diversifier les pratiques pédagogiques, de s'adapter à un écosystème en constante évolution, tout cela dans un cadre de confiance.

La crise sanitaire a montré l'enjeu majeur que constituait un ENT pour accompagner la continuité pédagogique et assurer le lien école-famille. Généraliser l'usage des ENT sur notre territoire, c'est constituer un socle pour un développement cohérent du numérique, c'est réduire les inégalités entre les écoles et c'est aussi se doter d'un outil de pilotage pour le développement des usages du numérique.

Le projet ENT-École permet de proposer aux écoles de la région Occitanie, dont les collectivités ont la charge, l'accès à un environnement numérique de travail dans le cadre d'une offre globale d'accompagnement portée par la Région académique. Par un conventionnement annuel entre le recteur et le maire, l'État adosse à la mise à disposition de l'outil numérique, la formation, l'accompagnement et l'assistance des enseignants. Il garantit également la prise en charge de la sécurité pour les usages, dont la conformité au RGPD.

Les collectivités assurent dans le cadre de leurs compétences, la mise à disposition

des équipements, de la connexion Internet et disposent de services de publication de contenus leur permettant l'information des familles.

Au niveau de la classe et au niveau de l'école, l'ENT-École permet aux équipes éducatives de conduire les activités pédagogiques et de communication avec les familles dans un cadre sécurisé.

### Focus Numécole

Afin de contribuer à l'évaluation et au pilotage du service public d'éducation auquel contribuent l'État et les collectivités, la Région académique Occitanie déploie depuis 2024 « **Numécole** », un dispositif de suivi du déploiement du numérique éducatif dans le 1<sup>er</sup> degré.

Les données du numérique sont présentées au sein des profils numériques des écoles organisés selon les domaines suivants :

- les équipements numériques ;
- l'ENT ;
- les usages spécifiques à l'école ;
- le label numérique.

Numécole permet à chacune des

4 000 écoles publiques de la Région académique de consulter et de mettre à jour son profil numérique personnalisé dans une logique de pilotage par la donnée. Les profils des écoles sont agrégés au sein de profils de territoires diffusés sur la plateforme open data de la Région académique Occitanie.

**Actuellement, Numécole recense un équipement connu pour 72% des écoles, 20 388 usages déclarés par les écoles et 114 profils de territoires en open data.**

#### CHIFFRES CLÉS ENT 1<sup>ER</sup> DEGRÉ

**72%** des écoles publiques d'Occitanie disposent d'un ENT, dont **63%** de l'ENT-École

**2 581** écoles concernées par l'ENT-École en 2024-2025, **925 000** comptes.

**68.5%** des enseignants satisfaits de l'ENT-École

**45€** par école et par an pour les collectivités Focus Webradio



## Les webradio scolaires

Le déploiement dans un établissement d'une webradio scolaire permet de travailler à la fois les compétences numériques, l'oralité et l'éducation aux médias et à l'information (EMI). Dans notre société marquée par la multiplication et l'accélération des flux d'informations, les élèves développent ainsi leur esprit critique et sont capables d'agir de manière éclairée pour chercher, produire et diffuser des informations via des médias diversifiés.

Comme tout média scolaire, la webradio permet aux élèves de développer des compétences dans la maîtrise de la langue (oralité et écriture), des compétences transversales du socle commun (coopération, organisation), ainsi que des compétences numériques. C'est un excellent outil pour leur faire comprendre comment se fabrique l'information et apprendre à se prémunir contre les manipulations qui peuvent l'altérer.

### Accompagner les établissements

**Suite à l'appel à projets « Une webradio, un parrain » auquel dix départements d'Occitanie ont répondu en 2024, 88 webradios scolaires ont été déployées dans les collèges de la région l'an dernier.**

Pour accompagner ce déploiement de matériel ainsi que les projets des autres établissements, plusieurs centaines d'enseignants ont pu suivre une formation cette année, menée par les CLEMI et la DRANE.

Afin de permettre à l'ensemble des établissements d'Occitanie du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>nd</sup> degré d'enregistrer et de diffuser leurs podcasts et leurs émissions, la Région académique Occitanie met à leur disposition une double plateforme numérique appelée « Radio AM » pour radio de l'académie de Montpellier et « WAT » pour Webradio de l'académie de Toulouse.

**À ce jour, 946 établissements utilisent la plateforme et 2019 podcasts ont été créés.**

Les thématiques abordées sont très variées :

- semaines thématiques (discriminations, liberté de la presse, droit des femmes...);
- journalisme (classe média radio doumergue);
- émissions culturelles;
- émissions liée à l'orientation
- podcasts de communication (événements, accueil des nouveaux élèves, ...);
- informations établissement (exemple en CE1 «Les Malabars du p'tit Bard»)

Les usages sont nombreux : interviews de professionnels, émissions en langues vivantes, podcasts éducatifs ou encore reportages.

Ces usages mettent en œuvre des compétences orales comme la lecture expressive, le travail du rythme, de l'intonation, de l'élocution et permettent aux élèves d'écouter, de rebondir sur un discours, d'argumenter. Ils font également travailler les élèves sur la recherche et la validation de l'information, l'écriture, la création de l'information. Ils développent l'esprit critique et la capacité à travailler en équipe et à manipuler du matériel d'enregistrement (gestion des micros, casques, table de mixage). Les élèves créent également des habillages sonores (musiques, jingle, bruitages...) pour les besoins de leurs enregistrements.

Par ailleurs, de nombreux projets de webradios scolaires sont en partenariat avec des radios locales.



## 2. Garder le lien avec la classe grâce au programme TED-i

### Un programme pour garder le lien avec la classe

Le programme TED-i, pour « Travailler Ensemble à Distance et en interaction », lancé en 2021, s'adresse aux élèves empêchés par des maladies graves et de longue durée qui veulent suivre des cours à distance à l'hôpital, en établissements de soins, à leur domicile ou dans un lieu de convalescence.

Ce dispositif permet le déploiement d'un robot de téléprésence pour que l'élève puisse assister en temps réel aux cours, aux côtés des camarades. Il vise à atténuer les conséquences de la rupture avec l'environnement scolaire de l'élève isolé et à faciliter son retour en classe tant pour les apprentissages, que pour son intégration et sa socialisation.

### Un dispositif partenarial en constante progression

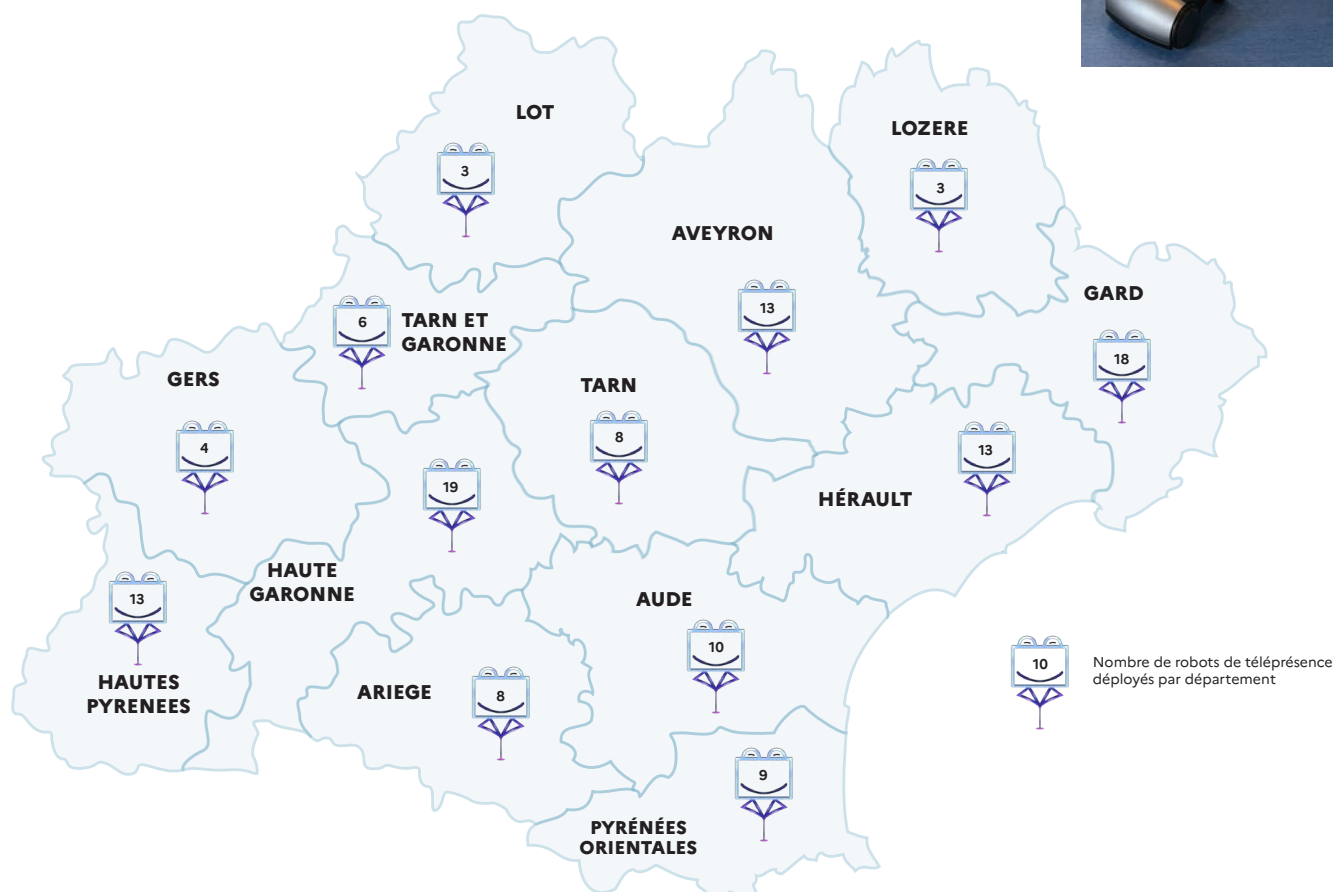
Depuis le lancement du dispositif, **274** élèves ont pu bénéficier de la mise en place d'un robot de téléprésence.

Le déploiement du dispositif TED-i a été réalisé de façon partenariale et concertée :

- sur le volet technique avec les collectivités locales et les établissements de santé ;
- sur le volet médical et pédagogique avec les familles, les équipes éducatives et les services de santé ;
- sur le volet communication, en lien avec l'ARS, pour la production de flyers à destination des personnels de santé et des personnels d'éducation, ainsi que des flyers à destination des familles.

Grâce aux efforts conjoints, le dispositif est à présent mieux connu et les modalités de mise en œuvre facilitées, ce qui permet d'accélérer son déploiement.

Cette année scolaire 2024/2025, **96** élèves ont déjà pu bénéficier du déploiement d'un robot de téléprésence dans la Région académique Occitanie.



Carte du déploiement en Occitanie des robots de téléprésence du programme TED-i (données issues de la carte open data 2025 de la Région académique Occitanie)





## VI. AGIR POUR LA JEUNESSE, L'ENGAGEMENT ET LE SPORT

1. Consolider la continuité éducative.....	68
2. Contribuer au soutien des acteurs de la vie associative.....	69
3. Contribuer à l'engagement et à l'insertion des jeunes.....	70
4. Animer et optimiser le réseau JES .....	73
5. Organiser la filière d'emploi et de formation pour développer le secteur sportif.....	75
6. Faire vivre les Jeux Olympiques et Paralympiques en Occitanie .....	78

Séjour SNU Classe engagée en Occitanie

# 1. Consolider la continuité éducative

La continuité éducative s'appuie sur une vision globale du temps de vie des enfants et des jeunes, intégrant temps scolaire, périscolaire et extrascolaire. Cette approche vise à réduire les inégalités et à promouvoir l'émancipation des jeunes par l'accès aux loisirs, à la culture et à l'activité physique.

En 2025, la Région académique Occitanie a renforcé les dispositifs existants, en s'appuyant sur la DRAJES et les SDJES et en lien étroit avec les collectivités territoriales et les acteurs associatifs.

**50% des communes** de la région Occitanie sont engagées dans un projet éducatif territorial (PEDT).

Un groupe d'appui régional est en projet afin de croiser plus efficacement les thématiques éducatives, sportives, inclusives et culturelles.

## Objectifs poursuivis

- Mettre en œuvre les orientations nationales sur la continuité éducative (instruction DJEPVA / DGESCO – BO du 25 avril 2024) ;
- Assurer l'égalité d'accès à la pratique sportive et aux vacances éducatives ;
- Articuler les volets éducatifs, sociaux et de santé à travers des dispositifs intégrés.

Plusieurs dispositifs sont intégrés dans la stratégie de continuité éducative.

## Les colos apprenantes et les PRH (Pôles Ressources Handicap)

Les services JES ont effectué un accompagnement renforcé dans quatre départements (Tarn-et-Garonne, Gers, Lozère, Aude) en lien avec les CAF. Une animation des PRH en lien avec l'ARS a été conduite pour



Colo apprenante à Saissac (Aude)

une meilleure intégration des IEN Ecole inclusive. L'étude des modèles socio-économiques des PRH a permis de trouver un nouveau levier de financement et de dégager 30 000€ à 45 000€ par structure.

## Pass'Sport – Un levier d'accès aux pratiques sportives

En 2024, **176 960 jeunes ont bénéficié du Pass'Sport** en Occitanie (+15% par rapport à 2023). L'information a été relayée auprès des établissements scolaires et universitaires, notamment pour les publics boursiers. Afin de mettre en œuvre le dispositif, la Région académique s'appuie sur des partenariats (CROS-CDOS, Décathlon, fédérations sportives, CROUS, UNCU...).

L'objectif 2025 est d'améliorer la mobilisation du dispositif par les étudiants et jeunes éloignés du sport en s'appuyant sur les réseaux éducatifs.

## Deux heures de sport en plus au collège (2HSC)

**Fin 2024, 53 collèges sont engagés dans ce dispositif dont 39 situés en éducation prioritaire.** Le financement est ciblé, suivi et accompagné par les SDJES qui en assure le déploiement après identification des établissements par les académies.

Cette mesure renforce l'articulation entre sport scolaire, clubs et collectivités locales.

## 2. Contribuer au soutien des acteurs de la vie associative

La DRAJES conduit une politique publique interministérielle en direction des associations de tous secteurs, qui s'appuie sur une animation et une observation régionale, une nouvelle stratégie de soutien des acteurs de l'accompagnement des associations locales ainsi que des soutiens financiers conséquents pour les projets associatifs, la formation des bénévoles, le fonctionnement global et les projets innovants des associations.

### Les moyens utilisés

Le **FDVA** comprend deux appels à projet (formation des bénévoles et fonctionnement global ou nouveau projet) pour un financement d'ensemble de 6,3M€ (6,4M€ en 2024). En 2024, il a permis de soutenir 3 000 associations (4 270 associations ont déposé une demande), avec **un taux de satisfaction de 70%**.

L'ensemble des programmations régionales et départementales est validé en CRFDVA (Commission Régionale Fonds pour le Développement de la Vie Associative) avec les représentants des services de l'État, des collectivités territoriales et des représentants des associations.

La DRAJES et les SDJES gèrent les aides pluriannuelles de soutien au projet associatif, dénommées postes **FONJEP**, dans plusieurs secteurs d'activité :

- les FONJEP Cohésion Sociale pour les foyers de jeunes travailleurs et les centres sociaux : 35 postes ;
- les FONJEP Jeunesse, éducation populaire : 306 postes ;
- les FONJEP Jeunes pour l'insertion professionnelle des jeunes dans la vie associative : 245 postes créés dans le cadre du plan « un jeune, une solution » pour des aides de

trois ans non renouvelables. Il en restait 60 en début d'année 2025 (42 se termineront au cours de l'année 2025 et 18 au cours de l'année 2026) ;

- les FONJEP GE-PTCA pour la mise en place ou le développement de groupements d'employeurs et de pôles territoriaux de coopération associatifs : 72 postes ;
- les FONJEP Guid'Asso : 116 postes (28 postes pour les 14 co-animations associatives territoriales accompagnant les SDJES et la DRAJES Occitanie dans le déploiement du dispositif Guid'Asso, 88 postes pour les nouvelles structures Guid'Asso).

**Ce sont donc près de 589 postes pour 700 salariés qui sont soutenus par la DRAJES et les SDJES au premier semestre 2025, ce soutien représentant 7164 € par poste, soit 4 219 596€ pour la région Occitanie.**

### Objectif poursuivi

Il s'agit de soutenir de façon efficace les plus petites associations, tout en maintenant le soutien aux têtes de réseau et aux structures d'appui à la vie associative.

Pour atteindre cet objectif, un pilotage est co-construit, en lien avec la DJEPVA et les services départementaux afin d'harmoniser les procédures tout en veillant à la prise en compte des différences territoriales. Ce pilotage donne lieu à des groupes de travail réguliers, en visio et en présentiel.

Les campagnes d'attribution de la marque se sont déroulées de juillet 2024 à janvier 2025. Actuellement, **189 structures** se sont vu attribuer la marque Guid'Asso, ce qui représente une couverture territoriale de 44%.

D'ici la fin 2025, ce chiffre sera largement supérieur avec l'entrée dans le réseau Guid'Asso des structures ayant la mission « Orientation » et notamment de partenaires

potentiellement concernés par l'accompagnement en région comme les Maisons France Services.

### ORGANISATION D'UN COMITÉ RÉGIONAL FONJEP LE 20 MARS 2025

Près de 80 personnes présentes (associations, services de l'Etat -JES, DREETS, mairies, élus...) ont échangé en atelier sur le thème : Pouvoirs publics et associations : quelle coopération au service du territoire ?

Les thématiques des ateliers ont porté sur :

- regards croisés pouvoirs publics et associations :
  - o échanges sur les dynamiques partenariales ;
  - o identification des freins et leviers ;
- les conditions d'une coopération réussie ;
- les atouts structurants et sécurisants du partenariat.

### Perspectives

Les moyens affectés aux associations en 2025 ont été sécurisés :

- dans le cadre du FDVA : par l'augmentation de la quote-part du FDVA sur les fonds inactifs ;
- par l'augmentation des postes FONJEP liés à Guid'Asso : 88 postes pour les associations d'appui à la vie associative qui obtiendront la marque Guid'Asso en 2024 et 2025.

Une perspective de conventionnement tripartite entre le préfet de région, le conseil régional et le Mouvement associatif Occitanie est à l'étude pour une charte des engagements réciproques.

# 3. Contribuer à l'engagement et à l'insertion des jeunes

## Le Service National Universel

Après une modération des objectifs fixés, la région Occitanie a poursuivi son action en faveur du développement du SNU.

**Pour le premier semestre 2025, la Région académique prévoit d'accueillir un peu plus de 5 150 jeunes volontaires, mobilisant quinze centres partenaires dans les treize départements.**

Le budget alloué pour la Région académique Occitanie s'élève à 5 129 875 €.

### Objectifs poursuivis

- Poursuivre le développement du Service National Universel, en particulier les Classes et Lycées Engagés ;
- Favoriser l'engagement des jeunes.

### Mise en œuvre

Pour la première fois depuis la création du SNU en 2019, l'Occitanie a organisé un séjour HTS aux vacances de la Toussaint 2024 puis un séjour CLE en novembre 2024.

Ces séjours se sont déroulés dans sept centres (un en Ariège, deux en Aveyron, un en Haute-Garonne, deux dans l'Hérault et un dans les Pyrénées-Orientales) et ont accueilli 777 jeunes volontaires (JV) occitans et 168 Franciliens. Onze lycées de l'Aude, de Haute Garonne et de l'Hérault ont participé à la CLE du 1<sup>er</sup> trimestre.

En février, trois centres prévus initialement (dans le Tarn et Garonne, le Tarn et la Lozère) n'ont pu être ouverts en raison de contraintes budgétaires (deuxième diminution suite à la révision des cibles en décembre 2024).

Quatre séjours HTS sont positionnés de février à juillet :

- Vacances de février : 400 JV occitans et 192 franciliens répartis dans quatre centres (Aux Portes des Mont d'Aubrac en Aveyron, Espace Gard Découverte dans le Gard, le lycée agricole d'Auzeville dans la Haute Garonne et le centre IGESA de Palavas dans l'Hérault) ;
- Vacances de printemps : 370 JV occitans et 91 franciliens accueillis dans trois centres (Les Oustalous en Ariège, Aux Portes des Monts'Aubrac dans l'Aveyron et OSCA en Lozère) ;
- Séjour du 16 au 27 juin : il est prévu d'accueillir 806 jeunes occitans dans six centres (Les Oustalous en Ariège, Aux Portes des Mont d'Aubrac en Aveyron, la ferme de l'Aouelle dans le Gers, le centre IGESA dans l'Hérault, le lycée agricole du Montat dans le Lot et le site de Campan dans les Hautes-Pyrénées) ;
- Séjour du 4 au 15 juillet : cinq structures (le lycée agricole d'Auzeville en Haute Garonne, la ferme de l'Aouelle dans le Gers, le centre IGESA dans l'Hérault, OSCA en Lozère et le camping de Lomagnol dans le Tarn et Garonne)

Cela représente dix-sept séjours en marché classique et un séjour en marché global qui nécessitent l'établissement de **91 contrats CDD et 249 contrats CEE** pour la DRAJES.

Deux séjours CLE ont été organisés pour accueillir les classes d'Occitanie :

- du 24 mars au 4 avril : 204 jeunes au centre de l'Aveyron provenant de onze classes (huit lycées) de sept départements différents ;
- du 26 mai au 6 juin : 1 265 jeunes dans neuf centres – deux en marché global et sept en marché classique – en Ariège, Aude, Haute Garonne, Gers,

Hérault, Lot, Pyrénées Orientales, Tarn et Tarn et Garonne. 56 classes sont concernées pour 27 lycées.

Au total **onze départements sur treize ont au moins une classe engagée**. Seuls la Lozère et le Tarn et Garonne ne sont pas encore entrés dans le dispositif.

Pour ce dispositif, la DRAJES établit 45 contrats CDD et 121 contrats CEE.

Enfin, l'Occitanie a accueilli six séjours CLE uniquement avec des jeunes Franciliens :

- Du 3 au 14 mars sur le site d'Yrivals dans les Pyrénées Orientales : 152 présents pour 196 attendus ;
- Du 17 au 28 mars à Yrivals : 76 jeunes sur 103 attendus ;
- Du 31 mars au 11 avril à Yrivals : 110 jeunes sur 154 attendus ;
- Du 28 avril au 9 mai à Yrivals et au centre IGESA de Palavas dans l'Hérault pour 360 jeunes attendus ;
- Du 12 au 23 mai à Arles sur Tech (66) pour 112 jeunes attendus ;
- Du 2 au 13 juin à Yrivals pour 154 jeunes attendus.

Les cibles fixées par le niveau national ont été très rapidement atteintes. Des listes complémentaires importantes pour tous les séjours HTS permettent de remplir les séjours au plus près des cibles. Ainsi, pour le séjour d'avril, le taux de présence est de 100%.

Le travail de terrain réalisé par les chefs de projets départementaux auprès des lycées assure un bon taux de présence pour les classes d'Occitanie avec un taux d'attrition de l'ordre de 7%, bien inférieur au taux constaté avec les classes d'Île de France qui dépasse souvent les 20%.

Tous les objectifs fixés pour la Région académique Occitanie sont atteints en HTS.

## Le Service Civique

En 2025, le Service Civique célèbre ses quinze ans. Depuis sa création en 2010, **plus de 80 000 jeunes** âgés de 16 à 25 ans, et jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap, se sont engagés dans un Service Civique en Occitanie.

Ils exercent ainsi une citoyenneté active, s'engagent auprès de la population, dans l'un des dix domaines de missions prévus par la loi : éducation pour tous, solidarité, sport, environnement, culture et loisirs, santé, mémoire et citoyenneté, développement international et action humanitaire, citoyenneté européenne et intervention d'urgence en cas de crise.

En réalisant un Service Civique, les volontaires acquièrent un statut, le volontariat, et des droits protecteurs : une indemnité mensuelle, des droits sociaux, un droit à la formation, un tutorat et un accompagnement dans la préparation de leur projet d'avenir.

Le développement du Service Civique est assuré par la DRAJES et les SDJES, sous l'autorité fonctionnelle des préfets.

La DRAJES définit annuellement la stratégie et les priorités de développement du Service Civique, pour le compte du préfet de région.

Cette stratégie vient décliner les orientations nationales définies par le conseil d'administration et le comité stratégique de l'Agence du Service Civique.

Le Service Civique est développé en Occitanie par des correspondants territoriaux en DRAJES et en SDJES (14,5 ETP au 31 décembre 2024). Il représente en Occitanie, un engagement budgétaire de l'État d'environ 50 M€ par an, soit une moyenne de **6 000 € par volontaire**. Il doit être accessible à tous les jeunes,

quels que soient leur situation, profil et parcours. Tout candidat au Service Civique doit pouvoir trouver une mission.

**Dans cet objectif, en 2024, l'Agence du Service Civique a assigné à l'Occitanie, un objectif de 14 078 volontaires engagés, dont 8 353 nouveaux engagés entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2024.**

Les objectifs quantitatifs sont complétés par des objectifs qualitatifs et notamment la satisfaction des jeunes volontaires engagés et la qualité des expériences d'engagement vécues.

Pour atteindre ces objectifs, la DRAJES Occitanie, en concertation avec les SDJES et leurs partenaires, définit chaque année une stratégie régionale de développement du Service Civique, validée par le préfet de région.

En 2024, la stratégie régionale de développement du Service Civique, reposait sur quatre axes :

- Axe 1 : rapprocher l'offre et la demande de missions de Service Civique ;

- Axe 2 : développer l'offre de missions dans les domaines à forts enjeux de politique publique et plébiscités par les jeunes ;

- Axe 3 : renforcer la veille qualitative, essentiellement par la formation et le contrôle ;

- Axe 4 : faire connaître et reconnaître l'engagement des volontaires du Service Civique et inscrire le Service Civique dans un continuum de l'engagement.

**Les objectifs en nombre de volontaires engagés ont été atteints à hauteur de 98% et 95% : 13 851 volontaires ont réalisé un Service Civique en 2024 en Occitanie, dont près de 8 000 nouveaux volontaires.**

La DRAJES et les SDJES ont agréé 3 165 postes par des agréments locaux, soit 95% de la dotation octroyée par l'Agence du Service Civique.

Ces résultats sont le fruit du travail de développement de la DRAJES et des SDJES, en lien avec leurs partenaires associatifs, les collectivités territoriales et les services de l'Etat.

### LE SERVICE CIVIQUE COMBINÉ

En 2023/2024, la DRAJES, en coopération avec la DRAIO et les MLDS d'Occitanie, a lancé un premier appel à projets régional en faveur de la remobilisation de jeunes décrocheurs scolaires, par l'engagement citoyen en « Service Civique combiné ».

Suite à un bilan très positif partagé par les acteurs (DRAJES, DRAIO, SDJES, MLDS, associations porteuses de projets, collectivités territoriales, CAF) faisant état d'un fort taux de retour en parcours des jeunes décrocheurs, la DRAJES a renouvelé son appel à projet en 2024/2025 permettant ainsi à **près de 100 décrocheurs scolaires de bénéficier d'un accompagnement renforcé pour réaliser des missions de Service Civique « combiné »**, combinant engagements citoyens au sein d'associations (trois jours par semaine) et modules d'enseignement et de remobilisation au sein d'établissements scolaires (deux jours par semaine).

En 2023/2024, le Conseil régional a intégré le partenariat en venant financer le dispositif à hauteur de 50 000 €, s'ajoutant aux financements mobilisés par la DRAJES (114 432 €) et la DRAIO.

**Grâce à ce partenariat, neuf territoires de la région Occitanie, sur sept départements, ont déployé ce dispositif qui a bénéficié à 85 décrocheurs scolaires.**

Au niveau régional, des partenariats structurants ont permis de développer le Service Civique dans des domaines prioritaires, d'accroître son accessibilité à tous les jeunes et d'améliorer leurs conditions de vie et d'engagement :

- **Partenariat avec l'ARS Occitanie :** accessibilité du Service Civique aux jeunes en situation de handicap, prévention en santé mentale des jeunes, mobilisation des volontaires en faveur de la solidarité intergénérationnelle ;
- **Partenariat avec le Conseil régional :** animation des communautés d'acteurs du Service Civique (quinzaine régionale du Service Civique) et lutte contre le décrochage scolaire par le Service Civique combiné ;
- **Partenariat avec les collectivités territoriales (EPCI et communes) :** soutien et accompagnement de projets de territoires adossés au déploiement du Service Civique et plus globalement à l'engagement des jeunes ;
- **Partenariat avec le mouvement sportif :** développement maîtrisé et qualitatif du Service Civique dans le domaine du sport, en amont des jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, puis en faveur de leur héritage.

Le chantier régional de la structuration et sécurisation du dispositif d'intermédiation a par ailleurs été conduit en 2024. Il a été présenté en comité de pilotage régional le 8 avril 2025.

## Dispositif SESAME

**Le programme SESAME (Sésame vers l'Emploi pour le Sport et l'Animation dans les Métiers de l'Encadrement),** développé par l'État depuis 2015, a pour but d'accompagner des jeunes de 16 à 25 ans (voire 30 ans pour des personnes en situation de handicap) vers un métier d'encadrement sportif ou d'animation et de faciliter leur insertion professionnelle et sociale.

Ce parcours est individualisé avec une aide financière de 2 000€ pour une formation qualifiante (diplôme d'État de l'animation ou du sport permettant d'accéder à un métier d'éducateur, entraîneur, animateur). L'accès au programme est conditionné à des critères d'éligibilité (être résident d'une zone prioritaire au sein d'un QPV ou d'une ZRR, ou en situation de difficulté sociale ou financière).

**En Occitanie, entre 2015 et 2024, le dispositif a permis de soutenir plus de 3 000 jeunes dans le cadre de parcours individualisés, dont 1 800 jeunes entrés en formation.**

Parmi les jeunes entrés dans le dispositif :

- **37%** sont des femmes et 63% sont des hommes ;
- **30%** de 16-18ans ; **51%** de 19-22 ans ; **18%** de 23-25 ans ; 1% de + de 26ans. ;
- **47%** sont issus de ZRR et **32%** sont issus de QPV.

**En 2024, en Occitanie, 438 jeunes sont entrés dans le dispositif et 67% d'entre eux sont en formation qualifiante.**

La dotation régionale 2024 et les crédits accordés aux têtes de réseaux régionales (ligues, CFA région et les deux CREPS) et les treize SDJES se montent à **627 516 €**.

Ce dispositif est désormais bien connu des partenaires institutionnels concernés (DREETS, Région, CREFOP, autorités académiques).



# 4. Animer et optimiser le réseau JES

## Pilotage régional stratégique, appui et expertise aux départements

Afin de garantir la protection des mineurs et des pratiquants sportifs, la Mission Régionale Inspection Contrôle Évaluation (MRICE), directement rattachée à la DRAJES, élabore un Programme Régional d'Inspection et de Contrôle dont elle assure le suivi et le bilan.

Cette mission régaliennne de l'État vise principalement à vérifier le respect des normes et des bonnes pratiques par les organisateurs d'activités pouvant avoir un impact sur la santé et la sécurité des mineurs et des pratiquants sportifs.

Les opérations de contrôle sont mises en œuvre par les agents des SDJES et de la DRAJES. L'intervention de la DRAJES repose également sur un rôle d'expertise juridique, d'animation de réseau, de conseil, d'accompagnement, de coordination, de formation et d'élaboration d'outils partagés.

### Appui ACM

Entre la frange littorale, l'arrière-pays montagneux et son caractère hautement touristique, l'Occitanie est la troisième région de France en nombre d'Accueils Collectifs de Mineurs (centres de vacances avec hébergement, centres de loisirs sans hébergement, camps scouts sous tente) organisés chaque année (12 380 en 2024), derrière Rhône-Alpes et Île-de-France.

Dans ce cadre, la DRAJES apporte un appui aux départements pour le contrôle de ces structures, dans le but d'assurer la santé et la sécurité physique et morale des mineurs. Cette action vise à vérifier le respect des

dispositions réglementaires relatives à la qualification et à l'effectif de l'encadrement, à l'hygiène et au suivi sanitaire. L'objectif est de favoriser l'accès des jeunes à des activités sécurisées et de qualité.

Les priorités de contrôle portent sur :

- Les séjours ayant fait l'objet d'un signalement ;
- Les directeurs stagiaires ;
- Les structures non contrôlées depuis plusieurs années ;
- Les accueils de mineurs en situation de handicap ;
- Les suites aux injonctions ;
- Les effectifs de moins de 6 ans.

**En 2024, 768 contrôles ont été réalisés en région (contre 517 en 2022 et 628 en 2023), dont 122 contrôles en appui des SDJES par la DRAJES (68 en 2022, 108 en 2023).**

### Appui EAPS

**La région compte 39 546 Établissements d'Activités Physiques et Sportives (EAPS).** Il est impératif de vérifier que les activités s'y déroulent dans des conditions de sécurité physique, matérielle et morale satisfaisantes. Les priorités de contrôle concernent :

- Les structures signalées ;
- Les disciplines à risque ou accidentogènes ;
- Les nouveaux établissements ;
- Les établissements non contrôlés depuis plusieurs années.

L'Occitanie est la région de France comptant le plus grand nombre de noyades accidentelles chaque année. Une attention particulière est donc portée aux activités sur les cours d'eau, plans d'eau et en mer.

Certaines salles de musculation sont ciblées pour suspicion de trafic de produits dopants. D'autres structures, comme les salles de sport de combat ou les centres de tir, font l'objet de contrôles renforcés pour des risques de séparatisme, de communautarisme ou de radicalisation.

**En 2024, 1 005 contrôles ont été menés (880 en 2022, 927 en 2023), dont 19 en appui DRAJES (14 en 2023), portant notamment sur les disciplines hyper-réglementées (parachutisme, parcours acrobatiques en hauteur, sports de cordes, etc.).**

### Animation de réseau

L'appui de la DRAJES se traduit également par l'animation du réseau régional via des réunions mensuelles et des formations régulières.

La MRICE organise chaque dernier mercredi du mois « Les mercredis de l'ICE », une visioconférence dédiée au partage d'informations, d'expériences, de questionnements et à l'actualité nationale, régionale et départementale en matière d'inspection et de contrôle.

Par ailleurs, diverses formations ont été organisées en 2024 par la MRICE, telles que :

- La réglementation des stands et du tir sportif ;
- La réglementation du ball-trap ;
- La réglementation de la plongée sous-marine ;
- La réglementation des baignades ;
- La réglementation des séjours spécifiques sportifs ;
- La présentation du Service National des Métiers du Ski et de l'Alpinisme ;
- La vaccination dans les Accueils Collectifs de Mineurs ;

- La politique de lutte contre les violences dans le sport ;
- La gestion administrative des accueils de loisirs multisites ;
- Une rencontre avec le Bureau de la protection des publics de la Direction des Sports.

La MRICE intervient également à la demande des départements dans des situations sensibles : fermeture en urgence d'établissement, interdiction d'exercer, enquêtes pour violences sexuelles, dérives sectaires, fugues, accidents, signalements de parents ou de voisins, rédaction de courriers, injonctions, rappels réglementaires, mises en demeure, saisines des procureurs.

### Perspectives

**La MRICE reconduit en 2025/2026 les « Mercredis de l'ICE » et propose un plan de formation** constitué de modules thématiques.

Programme du 1<sup>er</sup> semestre :

- L'encadrement des randonnées avec véhicules motorisés ;
- La réglementation de l'activité escalade ;
- La méthodologie des auditions en enquête administrative ;
- La réglementation des centres équestres ;
- Les outils de prévention et de lutte contre les violences sexuelles et sexistes ;
- Le contrôle des services civiques ;
- Le contrôle des colonies apprenantes.

Un renforcement de la mobilisation des agents DRAJES est également prévu sur le terrain durant l'été, avec une sollicitation des Cadres Techniques Sportifs (mobilisés en 2024 sur la préparation des JO de Paris) pour des contrôles EAPS.

### PLAN RÉGIONAL DE FORMATION

**La DRAJES met en œuvre un Plan Régional de Formation à destination du réseau JES, une initiative inédite au niveau national.** Un recensement des besoins est réalisé en début d'année afin d'adapter les contenus proposés.

En 2024, le plan a inclus :

- des formations sur les applications Compte Asso et Osiris ;
- des modules sur la réglementation liée à l'inspection/contrôle ;
- des actions pour limiter les comportements sédentaires liés au travail ;
- des sessions d'accueil pour les nouveaux arrivants (personnels techniques, pédagogiques, administratifs, stagiaires).

Les stagiaires PTP de l'ensemble de la Région académique (17 en 2024), en formation initiale (concours) ou en accompagnement à l'emploi (détachement, liste d'aptitude), bénéficient d'un suivi personnalisé et de regroupements réguliers.

### Perspectives

En 2025, l'objectif est de pérenniser le Plan Régional de Formation autour de quatre axes :

- adaptation au poste de travail (maîtrise des applications métier) ;
- formations à l'inspection/contrôle, en particulier sur la police administrative en forte expansion ;
- accueil des nouveaux arrivants ;
- accompagnement des stagiaires.



# 5. Organiser la filière d'emploi et de formation pour développer le secteur sportif

Avec un périmètre important de l'offre de formation pour des milliers d'apprenants et de demandes d'emplois, la filière Sport en Occitanie se caractérise par :

- **la 5<sup>ème</sup> région de France en terme de nombre d'actifs de la filière sport** : 22 873 actifs en Occitanie, 40 000 structures sportives en Occitanie (3 sur 5 sont des associations), 5 424 établissements sportifs employeurs ;
- Les métiers-cœurs d'animateurs, éducateurs ou entraîneurs sont plutôt attractifs et accessibles pour tout type de publics (non diplômés, néo bacheliers, publics en reprise d'activité, chômeurs et demandeurs d'emploi...) et offrent des possibilités d'insertion professionnelle rapide (**taux favorable de 82% d'employabilité**) ;
- **Dans la filière du sport en Occitanie, ce sont 97 diplômes, certifications ou qualifications (DCQ) qui mènent à environ 150 métiers différents de la filière Sport** (données statistiques issues de l'Observatoire régional de la filière Sport) avec une grande diversité de formations et d'opérateurs publics ou privés sur les treize départements : formations diplômantes Jeunesse et Sports (136 structures, CREPS de Toulouse et Montpellier), UFR STAPS, mentions complémentaires, IUT, BTS, titres professionnels (fédérations sportives Handball, Foot...), CQP des branches professionnelles, de nombreux cursus allant du niveau 3 au niveau 6 sur les trois voies de formation ;

- **Une offre territorialisée sur toute l'Occitanie avec huit domaines d'activités de ce périmètre sectoriel :**

- o compétition, haut niveau, performance ;
- o vente, distribution ;
- o santé, bien-être, réadaptation ;
- o fabrication, conception, recherche ;
- o management, événements sportifs, communication ;
- o gestion d'équipements direction de structure ;
- o enseignement, encadrement animation, loisirs
- o e-Sport

### Objectifs poursuivis

Au-delà de sa mission régaliennne, la DRAJES est pleinement impliquée sur les enjeux d'insertion professionnelle et de développement de l'emploi et de l'apprentissage et participe activement aux instances de concertation régionales pour l'emploi et la formation. Les enjeux stratégiques se déclinent sur plusieurs axes :

- proposer et inciter les acteurs de la formation à développer des actions de formation innovantes et adaptées aux différents publics, aux besoins en emplois repérés sur les territoires (formations bi-qualifiantes, partenariats OF/EN/enseignement supérieur..) et favoriser les passerelles entre les diplômés dans un contexte d'adaptation de l'appareil de formation aux exigences des blocs de compétences ;
- développer l'accès aux qualifications professionnelles par la voie de l'apprentissage ;

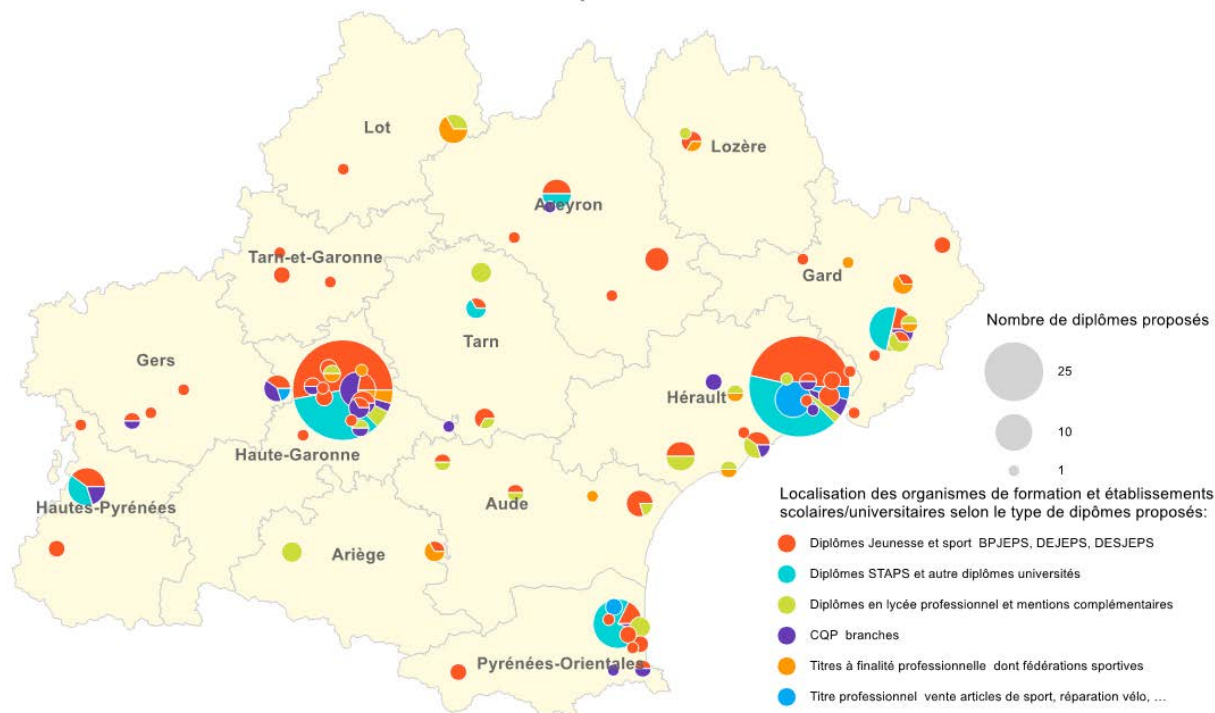
- rendre opérationnels les axes de travaux définis par la DRAJES et la DREETS dans le cadre de la feuille de route régionale interministérielle visant à développer l'emploi et l'insertion dans et par le sport (instruction du 27 janvier 2022 MTEI et MENJS) ;
- renforcer l'attractivité de la filière Sport, des parcours sportifs en approfondissant la lisibilité des offres de formation à travers un rapprochement des acteurs et la mutualisation des compétences dans le cadre de la mise en place d'un Campus des Métiers et Qualifications «Développement du secteur sportif» en Occitanie.

### Création du premier CMQ «Développement du secteur sportif» en France

L'enjeu du nouveau Campus des Métiers et Qualifications «Développement du secteur sportif» en Occitanie est de permettre un éclairage spécifique sur l'évolution des emplois et des métiers sportifs à l'horizon 2024 et de proposer une vision renouvelée de la relation emploi-formation avec des actions concrètes et lisibles, déclinées sur tout le territoire régional et auprès d'une diversité de publics.

Ce Campus est à la fois un réseau qui fédère, en région, l'ensemble des acteurs de la formation et du monde professionnel autour de la filière (émergence de projets coopératifs, passerelles entre les formations, recherche de solutions aux besoins de formations sur tous les territoires...), mais également un «lieu-ressource» régional d'informations, d'innovations, qui permet de mettre en lumière les parcours de formation

## Offre territorialisée des formations de la filière Sport en Occitanie



Sources :  
 - extrait base Forômes 2023 pour les formations Jeunesse et sport, DRAJES Occitanie  
 - Base STAPS Enseignement supérieur, Rectorat de Région académique Occitanie  
 - extrait base Certifinfo CARIF-OREF Occitanie - octobre 2023  
 Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artlicque

Traitements des données et cartographie :  
 DRAJES Occitanie / Mission Observation, études et statistiques

Février 2024

tout au long de la vie et d'adapter l'offre de formation aux besoins des territoires, en anticipant les mutations économiques et technologiques des métiers du Sport.

Labellisé en mai 2024 pour deux années, ce CMQ atypique par son rayonnement régional, dispose d'une gouvernance spécifique. Le CREPS de Montpellier-Font-Romeu est le «lieu-totem» du CMQ auquel est aussi associé le CREPS de Toulouse. Les CREPS d'Occitanie accueillent les deux postes dédiés au fonctionnement du CMQ, un directeur opérationnel et un directeur opérationnel délégué. Le fonctionnement du campus repose sur une collaboration étroite avec les services de Région académique (DRAFPICA, DRAJES, DRAIO), les UFR STAPS associées, les branches professionnelles, les instances fédérales

et les opérateurs de financement. Il s'inscrit dans une dynamique de veille active, d'analyse prospective et de diffusion d'outils opérationnels répondant aux évolutions rapide du secteur.

### Actions réalisées et à venir

- Création de groupes de travail sur le suivi des emplois de la filière (1<sup>er</sup> semestre 2025) ;
- Participation à des actions de sensibilisation et d'orientation en lien avec la DRAIO, les directeurs de CIO, les IA-IPR EPS lors d'événements d'information et d'orientation (fin 2024-début 2025) ;
- Réunions auprès de nouveaux partenaires du Campus ;
- Mise en place d'un temps fort en octobre 2025 «OCTOSPORT».

## Élaboration d'un Observatoire de la filière du sport dans la région

Cette action est portée conjointement par la DREETS et la DRAJES avec l'expertise du CARIF-OREF.

L'Observatoire régional du sport s'inscrit dans le Projet sportif territorial (2022 – 2026). Les objectifs principaux de cette action sont de mieux connaître la filière des métiers du sport et formations existantes pour répondre aux besoins des employeurs et besoins en main d'œuvre.

Ce projet partenarial permettra la définition d'enjeux spécifiques à la région Occitanie et pistes d'actions concrètes pour le moyen et long terme.



Lancement officiel du CMQ Développement du secteur sportif  
30 novembre 2024

Cette action est pluriannuelle et fait l'objet d'un partenariat État, Région avec des financements DREETS et DRAJES.

Une action de valorisation de l'observatoire est en cours auprès du réseau sportif grâce une datavisualisation de l'ensemble des offres de formations en Occitanie. En 2024, année des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris, l'État en région, à travers la DRAJES et sous l'impulsion conjointe du préfet de région et de la rectrice de Région académique, a poursuivi une dynamique ambitieuse d'animation territoriale.

#### CHIFFRES CLÉS FORMATION

- **L'Occitanie est la 3<sup>ème</sup> région de France (13% de l'activité nationale)**
- **120** organismes de formation habilités
- **511** formations/an
- **50** habilitations/an
- **160** jurys/an
- **20** contrôles/an des habilitations régionales
- **2 500** diplômés délivrés en 2024

# 6. Faire vivre les Jeux Olympiques et Paralympiques en Occitanie

La Région académique Occitanie, par l'engagement fort du rectorat et des services déconcentrés, a placé la jeunesse et l'éducation au cœur du projet olympique, mobilisant l'ensemble de la communauté éducative autour des valeurs de l'olympisme.

A cette occasion, l'activité physique et sportive a été déclarée grande cause nationale en 2024 par le Président de la République.

## Une vision partagée du sport français

La réussite des JOP a un impact positif sur la Jeunesse, favorise l'inclusion, la santé et le bien-être tout en fortifiant le modèle sportif.

Réussir les JOP, c'est à la fois une organisation irréprochable, des athlètes français au meilleur de leur forme, une vraie fête populaire et un héritage durable pour le pays.

L'émergence d'événements festifs et populaires a été largement favorisée afin de réunir les citoyens autour de diverses séquences :

- la célébration des temps forts jusqu'aux JOP 2024 ;
- des initiatives locales permettant la découverte d'activités physiques et sportives et la diffusion des valeurs du sport et de l'olympisme ;
- le soutien aux équipes de France.

Enfin, l'animation des JOP a permis d'assurer la promotion de politiques publiques qui renforcent durablement la place du sport en France.



Semaine Olympique et Paralympique - Ecole Kurosawa - Montpellier (Hérault)

## Une gouvernance partagée

La stratégie régionale s'est appuyée sur une feuille de route co-éditée par le préfet de région et la rectrice de Région académique, le guide de l'animation territoriale des JOP en Occitanie, véritable document de référence pour les acteurs du territoire. L'engagement de la Région académique s'est traduit par :

- une coordination académique du label «Génération 2024» auprès des établissements scolaires,
- un pilotage des projets éducatifs (Semaine Olympique et Paralympique, «Ma classe aux Jeux», classe Pierre de Coubertin - Alice Milliat) ;
- une articulation renforcée avec les SDJES et les DSDEN pour assurer une cohérence territoriale dans les actions.

Les moyens relatifs à l'animation territoriale des JOP de Paris 2024 ont été délégués par la Direction des sports au mois de mars 2024.

La stratégie retenue par la DRAJES

Occitanie a été d'organiser une continuité des actions réalisées en 2023 tout en inscrivant son action en partenariat avec les quatre collèges de la conférence régionale du sport et plus particulièrement avec le CROS Occitanie et la Région pour mutualiser les actions et les moyens.

Un guide Animation territoriale des JOP en Occitanie co-édité Préfet de Région – Rectrice de Région académique a permis de communiquer la feuille de route de l'année 2024 en lien avec la grande cause nationale.

Montant des crédits utilisés :

- BOP 219 : 467 597 €
- 197 637 € pour les actions des SDJES
- 122 000 € pour les CDOS
- 132 100 € pour le plan d'animation territoriale
- 15 560 € pour la Grande cause nationale

## Six axes d'action structurants

### • Des dispositifs structurants labellisés et éducatifs :

- **1 110 établissements labellisés Génération 2024 dans la région** : mise en œuvre de projets pédagogiques, partenariats avec clubs, olympiades scolaires...;
- **Programme «Ma classe aux Jeux»** : immersion pédagogique autour des JOP pour des milliers d'élèves ;
- **Classe Pierre de Coubertin – Alice Milliat** : pilotée conjointement par la DRAJES et l'académie de Montpellier, elle a offert à des jeunes engagés une expérience éducative et citoyenne inédite (volontariat, ambassadeurs, présence aux JOP).

### • Événements sportifs et culturels tout au long de 2024 :

- **Co-construction de projets territoriaux** dans les établissements scolaires, avec le concours des enseignants d'EPS et des équipes de direction ;
- **Semaine Olympique et Paralympique 2024 et Journée Olympique** : forte mobilisation du système éducatif avec des projets interdisciplinaires porteurs de sens.

### • Relais de la Flamme Olympique en Occitanie :

- Étapes majeures dans des sites emblématiques, impliquant des élèves, enseignants et jeunes ambassadeurs Génération 2024.

### • Immersion des jeunes dans les JOP :

- Accès privilégié pour les jeunes scolaires à des compétitions olympiques (achats de places) ;
- Présence de volontaires issus de classes Alice Milliat et d'établissements Génération 2024 dans l'organisation des JOP.

### • Articulation avec la Conférence régionale du sport :

- Mobilisation de la Région académique dans les travaux du collège «État» et «mouvement sportif» pour intégrer les enjeux éducatifs dans le Projet Sportif Territorial.

### • Un héritage éducatif durable :

- Renforcement du sport scolaire et universitaire ;
- Consolidation des coopérations entre écoles, collèges, lycées, universités et clubs ;
- Engagement civique des jeunes dans le sport (Service Civique, bénévolat, animation locale).

2024 a permis de proposer de nombreuses actions d'animation, avec un temps fort lors du passage de la flamme au CNEA (CREPS de Montpellier – site de Font Romeu).

Semaine Olympique et Paralympique - Ecole Alain à Saint Cyprien (Pyrénées Orientales)



Un travail partenarial a été engagé avec le mouvement sportif pour valoriser les dispositifs existants (CPJ, Terre de jeux, Service civique, Génération 2024) tout en proposant des actions mettant en avant les politiques publiques sportives.

Un travail partenarial a été engagé aussi avec les collectivités territoriales pour promouvoir les territoires auprès des scolaires et des citoyens en lien avec les événements existants des JOP (Semaine Olympique et paralympique, journée Olympique...).

Enfin les volontaires des classes Alice Milliat ont assisté à la victoire de l'équipe de France de Rugby à 7 au stade de France avec les équipes pédagogiques ainsi qu'aux jeux paralympiques (Athlétisme et Tennis Fauteuil).





## VII. OUVRIR LA JEUNESSE À L'INTERNATIONAL

1. Agir pour la mobilité en formant et en accompagnant les porteurs de projet ..... 82
2. Favoriser la mobilité européenne et internationale des jeunes réel facteur de réussite ..... 83

Lycée Camus de Nîmes (Gard) à Tacoronte  
Tenerife en Espagne

# 1. Agir pour la mobilité en formant et en accompagnant les porteurs de projet

La DRAJES s'engage à contribuer à l'engagement et à l'insertion des jeunes en favorisant leur mobilité européenne et internationale. Elle développe les opportunités européennes et internationales des jeunes, forme et met en réseau les porteurs de projets occitans.

En 2024, elle a accompagné **1 560 acteurs** dans les instances mises en place autour de la mobilité (collectifs d'acteurs départementaux de mobilité, plan de formation et séminaires thématiques). **3 517 jeunes et professionnels ont été engagés sur les programmes européens et internationaux (jeunes, adultes et sportifs) financés en 2024 à hauteur de 5,9M€ sur le volet non-formel.**

Les objectifs poursuivis sont axés sur :

- le développement des opportunités européennes et internationales des jeunes ;
- le développement de l'internationalisation des projets associatifs (jeunesse, sport et organismes de formation JS) ;
- la formation et l'accompagnement des porteurs de projet sur l'ingénierie de projet européen ;
- la mise en réseau des porteurs de projets occitans sur différents territoires (départemental par les collectifs d'acteurs départementaux de mobilité européenne et internationale), interdépartemental et régional (séminaire, événements et formations thématiques) dans les deux volets de la mobilité européenne et internationale.

**Deux séminaires de formation de deux jours** financés et co-animés par la DRAJES ont permis à 40 organismes de formation Jeunesse et Sport de s'approprier les méthodologies sur Erasmus+ formation professionnelle et Erasmus+ enseignement supérieur ainsi que sur Erasmus+Jeunesse et Sport.

Deux temps de sensibilisation à Erasmus+Sport ont permis à une trentaine de Conseillers Techniques Sportifs de la DRAJES d'envisager des projets de coachs sportifs Erasmus+ et des projets d'Erasmus+Sport.

Les Organismes de Formation délivrant les formations dans les secteurs du sports et de l'animation et les Conseillers Techniques Sportifs des fédérations (116) ont été mis en lien avec les animateurs des collectifs d'acteurs départementaux de mobilité afin de leurs permettre d'être en réseau avec d'autres porteurs d'ERASMUS+.

Certains CTS et OF ont suivi le plan de formation proposé par la DRAJES pour compléter leurs saisines efficaces des programmes Erasmus+.

Une dimension d'observation et d'analyse a été développée, un outil de ressources dématérialisé et thématisé (numérique/inclusion et diversité/transition écologique) a associé des porteurs de projet experts et a été valorisé auprès de l'agence Erasmus+.

La DRAJES Occitanie participe au groupe national porté par l'Agence Erasmus+Jeunesse et Sport sur les thématiques inclusion et diversité.

## Perspectives

La DRAJES consolidera le développement de la transversalité des programmes européens et internationaux sur les trois versants : sport, diplômes et jeunesse.

Les trois axes de développement tiendront compte de la réforme en cours de la filière sport et animation.

Un séminaire de sensibilisation interne (DRAJES et SDJES) et externe (pour les organismes de formation) sera encore organisé, la même intention étant développée dans le domaine du sport.

Les collectifs d'acteurs départementaux et leur lien effectif avec les établissements scolaires, comme les services académiques seront prioritaires et généralisés, une rencontre régionale de l'ensemble des acteurs concernés se tenant deux fois par an.



Séminaire impacts DRAJES MEI à Carcassonne (Aude)  
28 novembre 2024

## 2. Favoriser la mobilité européenne et internationale des jeunes, réel facteur de réussite

L'avenir des collégiens, lycéens et étudiants d'Occitanie se prépare grâce à la mobilité européenne et internationale. Parmi les **40 000 mobilités scolaires** mises en œuvre par les établissements d'Occitanie, la DRAREIC accompagne particulièrement les mobilités individuelles de stage ou d'étude de nos lycéens et étudiants.

### **Près de 400 étudiants de BTS en stage à l'étranger et soutenus par le dispositif Mouv'Occitanie**

À la rentrée 2024, la Région Occitanie a introduit le programme Mouv'Occitanie, visant à soutenir financièrement les étudiants et apprentis de l'enseignement supérieur dans leurs stages et études à l'étranger. Ce dispositif propose des aides adaptées en fonction des ressources, du statut, de la formation suivie et de la destination choisie. Notamment, des bourses Erasmus+ incitatives ont été mises en place pour encourager la mobilité des étudiants des formations sanitaires et sociales. Après la signature d'une convention de partenariat avec la Région, la Région académique par l'intermédiaire de la DRAREIC met en place cette opportunité dans les lycées. **Mouv'Occitanie est un succès qui a permis de doubler la mobilité de nos BTS dès sa première année avec 43 destinations** et une mobilité estudiantine très spécifique, bien plus large (27% hors Europe), et professionnalisante, que celles des lycéens ou des étudiants universitaires.

### **La mobilité des lycéens reconnue au baccalauréat**

La Région académique Occitanie a obtenu deux accréditations Erasmus+ pour la voie générale, valables jusqu'en 2027. Ces accréditations offrent aux lycéens des établissements de la région l'opportunité de vivre des expériences de mobilité en Europe et de séjourner et d'étudier quatre semaines dans un lycée

partenaire. Ces mobilités donnent accès à la **mention « mobilité européenne et internationale »** au baccalauréat général et technologique. La DRAREIC organise cette mobilité vers :

- l'Allemagne (programmes Sauzay et Erasmus) ;
- l'Espagne, en Aragon et aux Canaries (soutenu par Erasmus) ;
- la République tchèque (programme Ernest Denis soutenu par Erasmus).

**En 2024, 60 élèves de la Région académique ont ainsi obtenu une mention au baccalauréat. La Région académique Occitanie est la première Région académique de France pour l'obtention de la mention Mobilité au baccalauréat.**

Cette mention peut être passée dans tous nos lycées et est particulièrement préparée au lycée Jules Guesde de Montpellier, nouvel Établissement Public d'Enseignement International (EPEI) d'Occitanie.

**688 élèves de l'enseignement professionnel ont participé à l'épreuve de mobilité au baccalauréat suite à un stage européen dans 22 pays.**

Plus de la moitié des 1 500 lycéens de l'enseignement professionnel d'Occitanie partis en stage professionnel à l'étranger ont soutenu l'épreuve facultative « mobilité » au baccalauréat et 80% de ces lycéens ont obtenu une mention au bac 2024 (17,2 % ont obtenu une mention très bien contre 5% en moyenne nationale). 51% des lauréats sont des filles alors qu'elles ne représentent que 25% des élèves de l'enseignement professionnel.

**104 Mobilités Erasmus+ pour les élèves et les personnels du lycée Jules Fil de Carcassonne.**

Engagé et accrédité Erasmus depuis de nombreuses années, le lycée Jules Fil a enregistré un record de participation avec 104 élèves et membres du

personnel ayant bénéficié de mobilités Erasmus+ au cours de l'année scolaire 2024-2025.

Ces mobilités ont concerné des destinations telles que l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas, et ont inclus des projets de groupe, des mobilités individuelles et des stages en entreprise. Par ailleurs, le lycée a accueilli des professeurs et élèves étrangers dans le cadre de ces échanges. Ces projets sont possibles grâce à l'engagement des équipes et notamment des Enseignants Référents pour l'Action Européenne et Internationale (ERA EI) déployés par la DRAREIC sur tout le territoire d'Occitanie.

**Le lycée professionnel François Camel de Saint-Girons (Ariège) s'engage depuis plus de 20 ans pour la mobilité européenne**

Le lycée François Camel, 320 élèves, s'implique activement dans les projets européens. En lien avec des établissements en Espagne, Belgique, Irlande, Portugal, Danemark et Sicile, il offre chaque année à plus de 40 élèves de Bac Pro Cuisine, Service, Animation et Service à la Personne, l'opportunité de bénéficier d'une mobilité européenne Erasmus+. Ces mobilités permettent aux élèves de réaliser des stages en entreprise à l'étranger, contribuant ainsi fortement à leur formation et à leur insertion professionnelle. Le lycée organise également des mobilités de formation pour ces personnels, accueille des experts européens et organise des Masterclass.

**En 2025, plus de 90% des lycées professionnels d'Occitanie proposent des mobilités à l'étranger.**

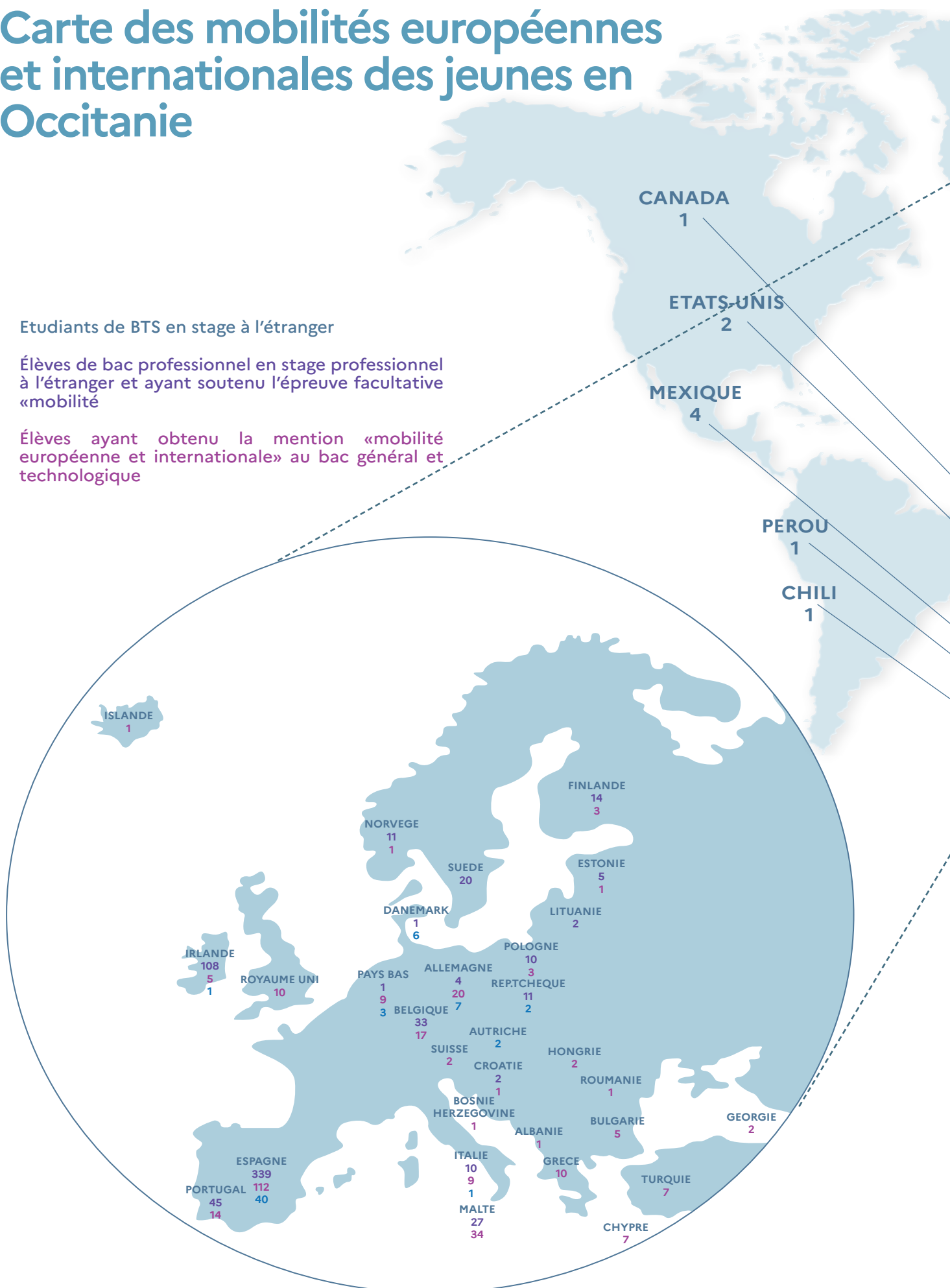
L'objectif est d'arriver à plus de 800 stages professionnels à l'étranger reconnus au baccalauréat en 2028 et de proposer des mobilités dans tous les lycées professionnels d'Occitanie.

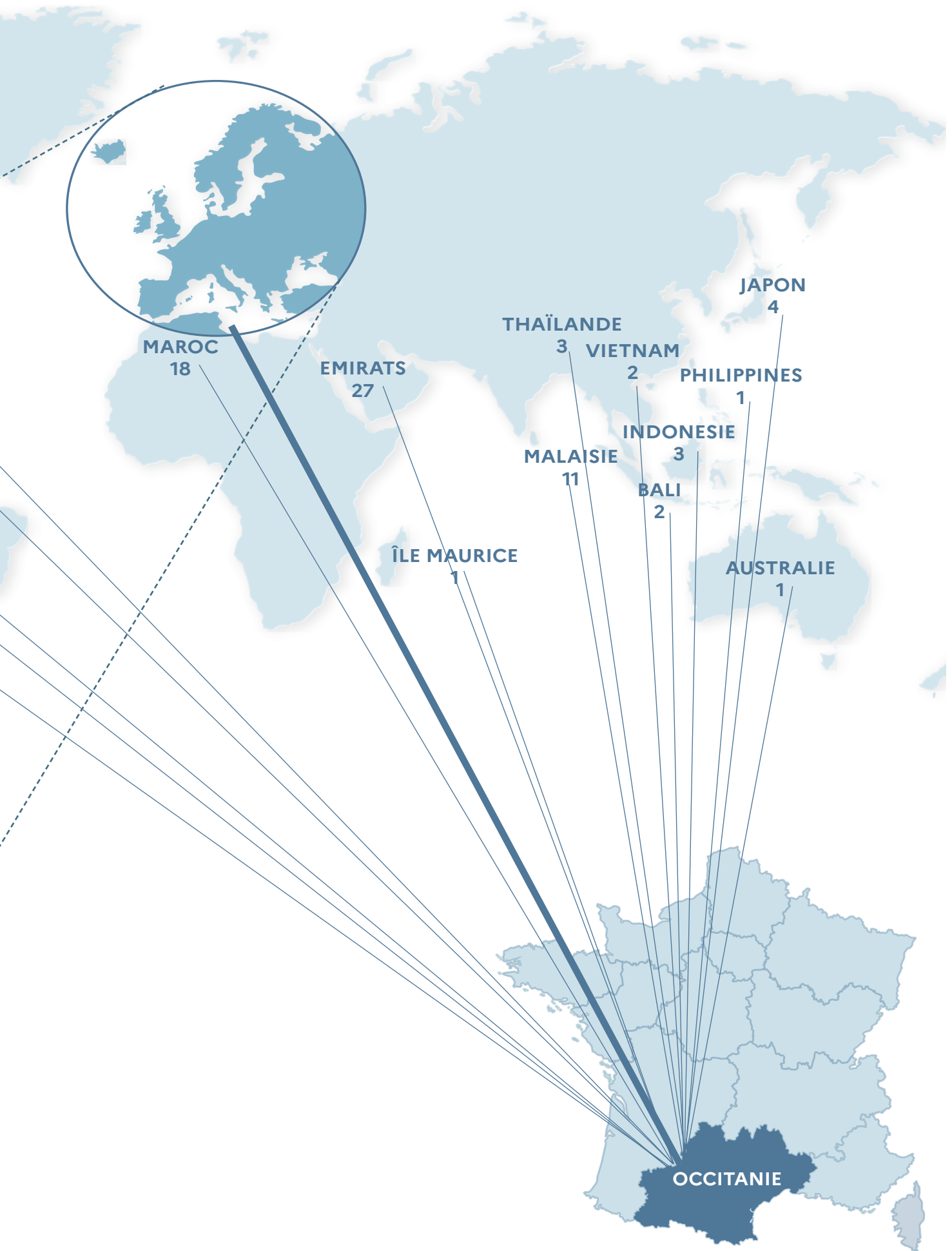
# Carte des mobilités européennes et internationales des jeunes en Occitanie

Etudiants de BTS en stage à l'étranger

Élèves de bac professionnel en stage professionnel à l'étranger et ayant soutenu l'épreuve facultative «mobilité»

Élèves ayant obtenu la mention «mobilité européenne et internationale» au bac général et technologique









# VIII. INNOVER AUX CÔTÉS DES UNIVERSITÉS POUR ASSURER LA RÉUSSITE ÉTUDIANTE

1. Innover pour la réussite étudiante ..... 88
2. Renforcer le pilotage et le suivi des actions en faveur  
du bien-être étudiant et de la lutte contre les VSS..... 90
3. Accélérer la transition énergétique au bénéfice de la communauté  
de l'enseignement supérieur et de la recherche..... 92

Pose du dôme - Site universitaire Hoche à  
Nîmes (Gard)

# 1. Innover pour la réussite étudiante

## Campus Connectés

A la suite des campagnes de labellisation de 2020 et 2021 et de l'initiative du MENESR visant à la création de campus connectés au sein des QPV (2024), **la Région académique Occitanie, avec quatorze campus connectés, est la Région académique qui en compte le plus.**

Au regard des effectifs accueillis, ce dispositif n'a pas vocation à répondre à des enjeux de formation de masse. Par contre, il contribue au bon maillage de l'ESRI en région Occitanie et occupe un créneau bien particulier en accueillant des jeunes (en grande majorité) qui, sans cette structure, n'auraient jamais entrepris de suivre ou de reprendre des études supérieures.

Ainsi, les campus connectés bénéficient à différents profils : néobacheliers « empêchés » (pour des raisons financières, familiales géographiques...), jeunes en situation de handicap, adultes en reconversion, sportifs de haut niveau, tandis que les diplômés préparés sont très divers (BTS, Licence, Master).

A la rentrée universitaire 2024, 237 étudiants étaient inscrits dans ce dispositif qui après avoir bénéficié d'une belle dynamique semble atteindre un rythme de croisière (rentrée 2021 : 130, rentrée 2022 : 190, rentrée 2023 : 235).

Chaque campus dispose de 60 000 € de crédits Etat par an pendant cinq ans. Ces moyens sont complétés par des crédits des collectivités porteuses et de la Région Occitanie.

Afin que cette dynamique persiste, les tuteurs ont tout intérêt à être intégrés à un réseau professionnel qui puisse leur permettre de bénéficier d'échanges avec leurs pairs, de retours d'expérience et de formations adaptées.

A ce titre, la Région académique réunit chaque année l'ensemble des tuteurs à Lézignan-Corbières pour une journée de séminaire.

**Pour la première fois au premier semestre 2024, l'ensemble les tuteurs a pu bénéficier d'une formation dédiée, délivrée par l'Université de Montpellier.**

La Comue de Toulouse proposera également un cycle de formations complémentaires dans le courant de l'année 2025.

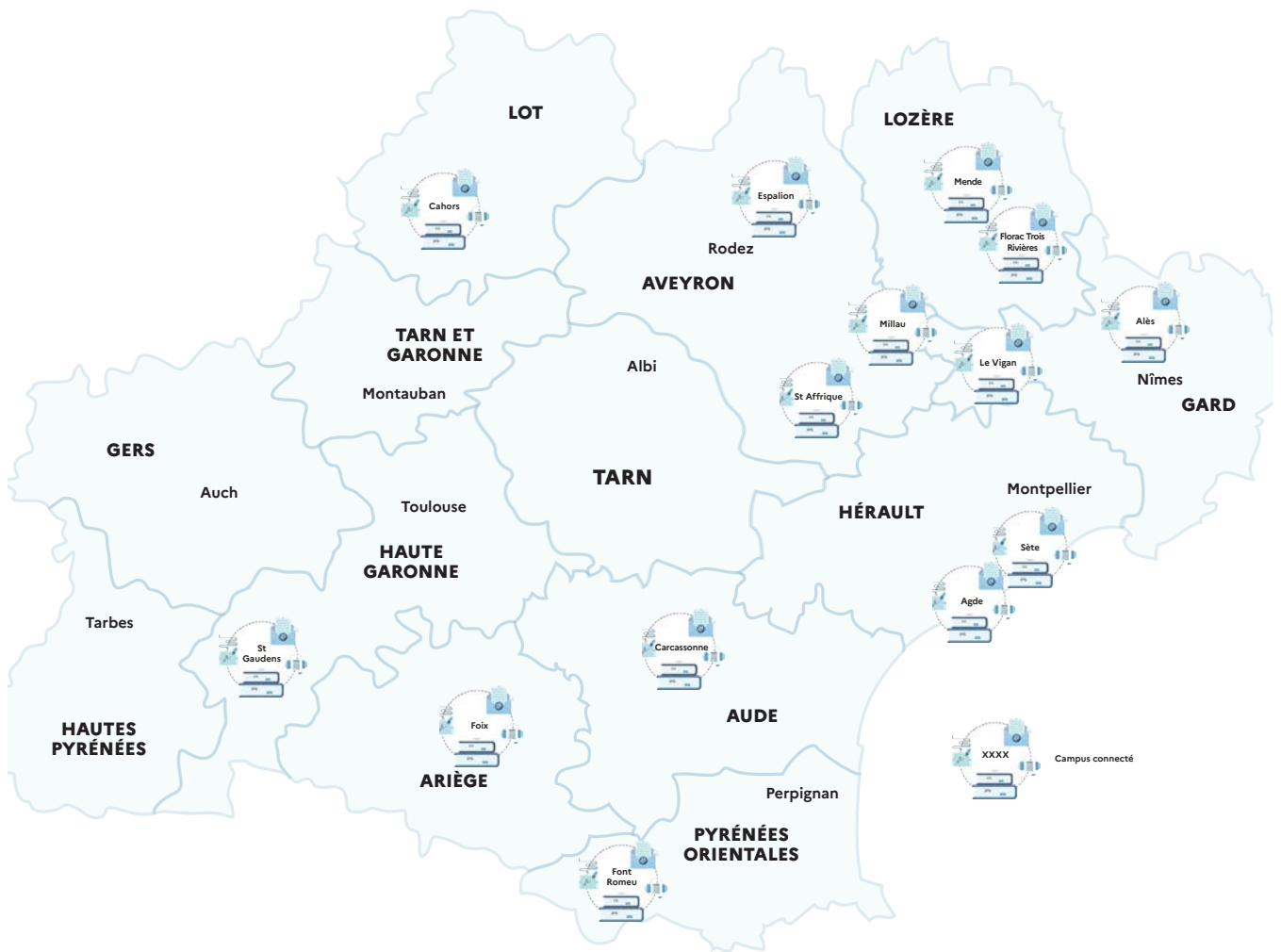
## Ouverture d'un nouveau Campus Connecté à Alès en novembre 2024

Au vu du bilan très positif des Campus Connectés en Occitanie, le MENESR a proposé à la Région académique d'accueillir à la rentrée universitaire 2024 un nouveau campus connecté devant être implanté dans un lycée situé en quartier prioritaire de la ville (QPV).

Au regard du paysage de l'ESR et du contexte socio-démographique du territoire alésien, la Région académique Occitanie a proposé à la communauté d'agglomération d'Alès d'être le porteur de ce nouveau campus connecté en le plaçant à proximité de leur QPV. Cette proposition a été acceptée.

La Région académique a travaillé ensuite en appui auprès des acteurs de ce projet afin de monter le dossier de candidature qui a été validé par le





Carte des Campus Connectés en Occitanie

## 2. Renforcer le pilotage et le suivi des actions en faveur du bien-être étudiant et de la lutte contre les VSS

### La mission Vie étudiante

En février 2024, une mission Vie Etudiante a été créée au sein du service régional académique de l'enseignement supérieur. Constituée de deux personnels, elle organise son action sur l'ensemble du territoire régional.

La mission Vie Etudiante a pour objectif général une meilleure coordination des actions de vie étudiante sur tous les territoires afin d'améliorer la visibilité des dispositifs existants et de favoriser les initiatives locales.

A ce titre, son action se déploie autour de plusieurs dossiers.

#### Suivi des DTVE

Le Schéma territorial de la vie étudiante finalisé en juillet 2023 regroupe environ 90 actions qui émanent de la soixantaine de groupes de travail mis en place à la suite des DTVE.

**La mise en œuvre de ces actions a fait l'objet d'un état des lieux actualisé régulièrement** en lien avec les partenaires identifiés lors des DVTE et la mission a pu venir en appui au cas où la mise en œuvre de certains projets serait confrontée à des difficultés. **Au printemps 2025, environ 75% des actions ont pu aboutir.**

En 2025, la mission Vie Etudiante organise un nouveau cycle de réunions dans les VUE à l'occasion desquelles un bilan territorialisé du DTVE est inscrit à l'ordre du jour et discuté.

#### Mise en œuvre du dispositif CARE

La mission a établi la carte des établissements situés en zone blanche en matière de restauration collective à tarif modéré en lien avec les services du MENESR.



La Région académique Occitanie, en collaboration avec le CROUS, a ensuite communiqué et formé les personnels de ces établissements dont les étudiants étaient désormais éligibles au dispositif CARE.

Ainsi, depuis février 2025, les étudiants de ces établissements bénéficient d'une aide financière individualisée (40€ par mois pour les étudiants boursiers) en matière de restauration.

L'accompagnement et le suivi de ce dispositif sont assurés par le CROUS et la Région académique.

**Près de 8 500 étudiants bénéficient désormais en Région académique Occitanie d'une aide financière en matière de restauration.**

#### Organisation des commissions académiques CVEC

La mission Vie Etudiante organise une commission CVEC par académie réunissant le CROUS, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche publics et privés et la Région Occitanie.

Cette réunion est l'occasion pour les acteurs de présenter les actions et les dispositifs financés par la CVEC et de témoigner de la vitalité de la vie étudiante dans leur établissement.

Une attention particulière est portée sur les projets transversaux associant plusieurs établissements et promouvant une réelle vie de campus.

Ces commissions sont aussi l'occasion pour le recteur délégué à l'ESRI de présenter un bilan régional des fonds CVEC en matière de collecte, de taux d'utilisation et de fléchage des actions.

La mission Vie Etudiante instruit le dossier CVEC également en matière de collecte et de suivi des enquêtes.

**Près de 16 M€ ont été collectés par les établissements et le CROUS (9 M€ pour Occitanie Ouest et 7M€ pour Occitanie -Est).**

### La Lutte contre les VSS

En février 2024, un poste a été créé au sein de la Région académique Occitanie, dans le cadre de la mise en place d'une mission de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

Après un peu plus d'un an d'existence, la mission VSS s'est structurée autour de ses missions principales, à savoir :

- **l'appui et l'accompagnement** des établissements dans le cadre de la mise en place de leur dispositif de signalement et le suivi de situations individuelles ;

- **la gestion de signalements** reçus directement au rectorat, via notamment le dispositif CNAE en lien avec les directions de cabinet de la rectrice et du recteur délégué ;
- **la création et l'animation d'un réseau des acteurs** en charge de la lutte contre les VSS, harcèlement, discriminations au sein des établissements d'enseignement supérieur ;
- **la coordination d'actions de formations** ;
- **l'élaboration de conventions avec les parquets.**

#### Deux formations régionalisées ont été organisées :

- une formation de deux jours les 6 et 7 janvier 2025 accueillie par l'université de Montpellier Paul-Valéry sur le thème « Appréhender les VSS dans l'ESR, approche sociologique et cadre juridique » ;

- une formation d'une journée le 20 juin 2025 accueillie par la COMUE de Toulouse sur le thème « Écouter et accompagner les victimes de VSS dans l'ESR ».

Une nouvelle formation est prévue pour l'automne 2025 sur le thème des étudiants relais aux violences sexistes et sexuelles dans l'ESR.

Ces formations sont ouvertes à l'ensemble des personnels des établissements d'enseignement supérieur publics et sous le statut d'EESPIG.

Enfin, la mission VSS travaille à la coordination d'une action de formation initiée par un établissement de la Région académique et proposée aux autres établissements.

#### Accompagnement dans la mise en place du dispositif de signalement et le traitement de situations individuelles

La mission VSS a rencontré la plupart des établissements d'enseignement supérieur de la Région académique afin de présenter la mission, recenser les dispositifs et actions mis en place en leur sein. La mission a également été sollicitée par plusieurs établissements dans le cadre de la refonte de leur dispositif de signalement (relecture du dispositif, des lettres de mission) et le traitement de situations individuelles (conseils sur les mesures à mettre en œuvre, relecture de documents, appui juridique, supervision d'enquêtes administratives).

La mission VSS a rencontré différents acteurs locaux afin d'avoir une meilleure connaissance des acteurs sur le territoire : des acteurs internes à la Région académique et aux académies, mais également des services déconcentrés de l'État. Par ailleurs, la mission a rencontré plusieurs associations et structures en charge de la lutte contre les VSS. Enfin la mission VSS a été intégrée au réseau des référents égalité porté par la COMUE de Toulouse.

La mission VSS anime actuellement un groupe de travail au sein du réseau des référents égalité de la COMUE de Toulouse sur la mise en place de conventions entre la Région académique, la COMUE, les établissements membres de la COMUE et les parquets territorialement compétents afin de fluidifier les échanges notamment dans le cadre de signalements effectués en application de l'article 40 du code de procédure pénale et assurer une meilleure articulation entre les procédures disciplinaires et pénales.

#### CHIFFRES CLÉS

- **27 établissements rencontrés**
- **22 signalements suivis**
- **8 établissements accompagnés** (mise en place du dispositif de signalement, conseils juridiques, transmission d'informations)

#### Rencontre des acteurs locaux en matière de lutte contre les VSS et intégration à des réseaux :

- **5 acteurs internes au rectorat** : DRAJES, DASEN de l'Hérault, chargées de mission égalité filles/garçons des académies de Montpellier et de Toulouse, coordonnatrice de prévention et de lutte contre le harcèlement de l'académie de Montpellier
- **3 services déconcentrés de l'Etat** : déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité de l'Hérault, service de l'enseignement supérieur de la Région Occitanie, ARS
- **5 associations** : La petite, Co Anima, Mano Fica, freeform, En avant Toute(s)

# 3. Accélérer la transition énergétique au bénéfice de la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche

Le contrat de plan Etat-Région (CPER 21-27, 72 opérations immobilières pour 400 M€ apportés par l'ensemble des financeurs), les opérations Campus de Montpellier (12 opérations / 500 M€) et Toulouse (14 opérations / 436 M€), les plans de relance et de résilience des bâtiments publics constituent autant d'opportunités d'accélération des projets d'investissements et de renouvellement des campus universitaires de la Région Occitanie.

En fonction de la complexité de l'opération et de son financement, la Région académique évalue l'appui nécessaire aux établissements et peut réaliser la maîtrise d'ouvrage d'opérations d'investissements, limiter son intervention à la conduite d'opération en appui aux établissements maîtres d'ouvrage ou assurer un suivi régulier en tant que co-financeur et tutelle des établissements concernés.

## La formalisation de la stratégie immobilière via la mise à jour des SPSI

Depuis une dizaine d'années, les Schémas Pluriannuels de Stratégie Immobilière (SPSI) présentent la vision opérationnelle et budgétaire du projet d'établissement sur le volet immobilier sur une durée de cinq ans. Pour cette nouvelle vague de SPSI, des axes de progression ont été définis au niveau national en matière de transition environnementale, de réduction et de suivi des consommations d'énergie, d'optimisation des occupations des locaux et de contribution à la production de logements sociaux étudiants.

Le SPSI validé devient progressivement un critère d'éligibilité pour bénéficier des financements interministériels immobiliers pilotés par la Direction de l'Immobilier de l'État et notamment pour l'appel à projet « Rénovation énergétiques des bâtiments ».

Sur des sites partagés, ces SPSI permettent de décliner des stratégies de campus mutualisés (Toulouse Rangueil, Castres, Rodez ...)

### Le campus Ruthénois

Trois opérations emblématiques des CPER 2015-20 et 2021-27 participent à la constitution du campus universitaire Ruthénois de plus de 1 300 étudiants sur le site Saint Eloi avec la construction de trois bâtiments :

- **Le bâtiment dédié aux enseignements de l'INU Champollion** (CPER 2015-2020), livré à la rentrée universitaire 2024-2025 ;

- **Le restaurant universitaire** permettant à tous les étudiants IUT et INU Champollion de se restaurer sur place (CPER 2015-2020), en cours d'études pour une livraison à la rentrée 2026-27 ;

- **Un gymnase** pour favoriser les enseignements sportifs de l'INU Champollion, en cours de programmation pour une livraison à la rentrée 2028-29.

A l'issue de ces projets, le Campus St Eloi regroupera les bâtiments d'enseignement de l'INU Champollion et de l'IUT de Rodez et l'ensemble des installations et équipements mutualisés (restaurant universitaire, gymnase et infrastructures sportives) permettant la montée en puissance de l'enseignement supérieur à Rodez, le développement d'une vie universitaire et l'attractivité de cette ville universitaire d'équilibre.

BU du Campus de Rodez (Aveyron)



## Développer des opérations de rénovation énergétique et d'amélioration des performances d'occupation

### Plan de relance, plans de résilience et transition environnementale

Au niveau national, la surface utile brute des bâtiments utilisés par les établissements sous tutelle du MENESR représente environ 18 millions de m<sup>2</sup>, la plus importante de tous les ministères, équivalente à celui des armées : ce parc nécessite des investissements immobiliers importants en matière de rénovation énergétique, en cohérence avec les objectifs nationaux et européens.

L'État a mobilisé d'importants plans de financement de 2020 à 2023, le plan de relance, les deux Plans de résilience et les projets TIGRE (Travaux immobiliers à gains rapides en énergie).

**Ces plans ont permis le financement de 127 projets portés par les établissements d'enseignement supérieur de la Région académique (69 pour le périmètre correspondant à l'académie de Toulouse et 58 pour le périmètre correspondant à l'académie de Montpellier) pour un montant de financement total de l'État de 95 M€ (respectivement 56 M€ et 39 M€).**

Les projets Plan de relance et TIGRE sont désormais achevés.

En 2024, des crédits supplémentaires ont été mis en place par l'État dans le cadre des mesures en faveur de la transition environnementale des bâtiments de l'État, destinées à réduire la consommation énergétique du parc immobilier via un plan d'investissement pluriannuel.

Ainsi, 20 projets portés par les établissements d'enseignement supérieur de la Région académique (9 pour le périmètre de l'académie de Toulouse et 11 pour le périmètre de l'académie de Montpellier) ont bénéficié d'un financement à hauteur de 2,775 M€ (respectivement 1,132 M€ et 1,643 M€).

A souligner la rénovation des amphithéâtres de l'INSPE sur le campus de Rangueil qui bénéficie d'un financement à hauteur de 830 000 € soit 50 % de co-financement. Ce projet s'inscrit dans la continuité de la rénovation du bâtiment principal qui avait été rénové entre 2021 et 2023 par la Région académique Occitanie. L'objectif de cette opération est une réduction des consommations de 60% et une remise niveau et en conformité des conditions d'accueil des usagers.

En 2025, le financement a été focalisé sur les rénovations lourdes. L'Université de Toulouse, avec l'appui de la Région académique, a présenté l'**opération de rénovation de l'IUT de Toulouse-Ponsan**. La demande de financement adressée permettrait d'étendre cette opération, actuellement en cours, à deux autres bâtiments qui n'entrent, pour l'heure, pas dans l'opération faute de budget suffisant.

L'extension de ce programme de rénovation (remplacement des menuiseries et installations CVC, reprise des façades, mise en place d'une GTB) permettra notamment à l'établissement d'atteindre l'objectif fixé par le décret tertiaire (- 40% en 2030) sur ce patrimoine bâti dans les années 60-70. Le montant du financement sollicité s'élève à 2,425 M€ pour un coût total du projet estimé à près de 4,9 M€ soit près de 50 % de co-financement.

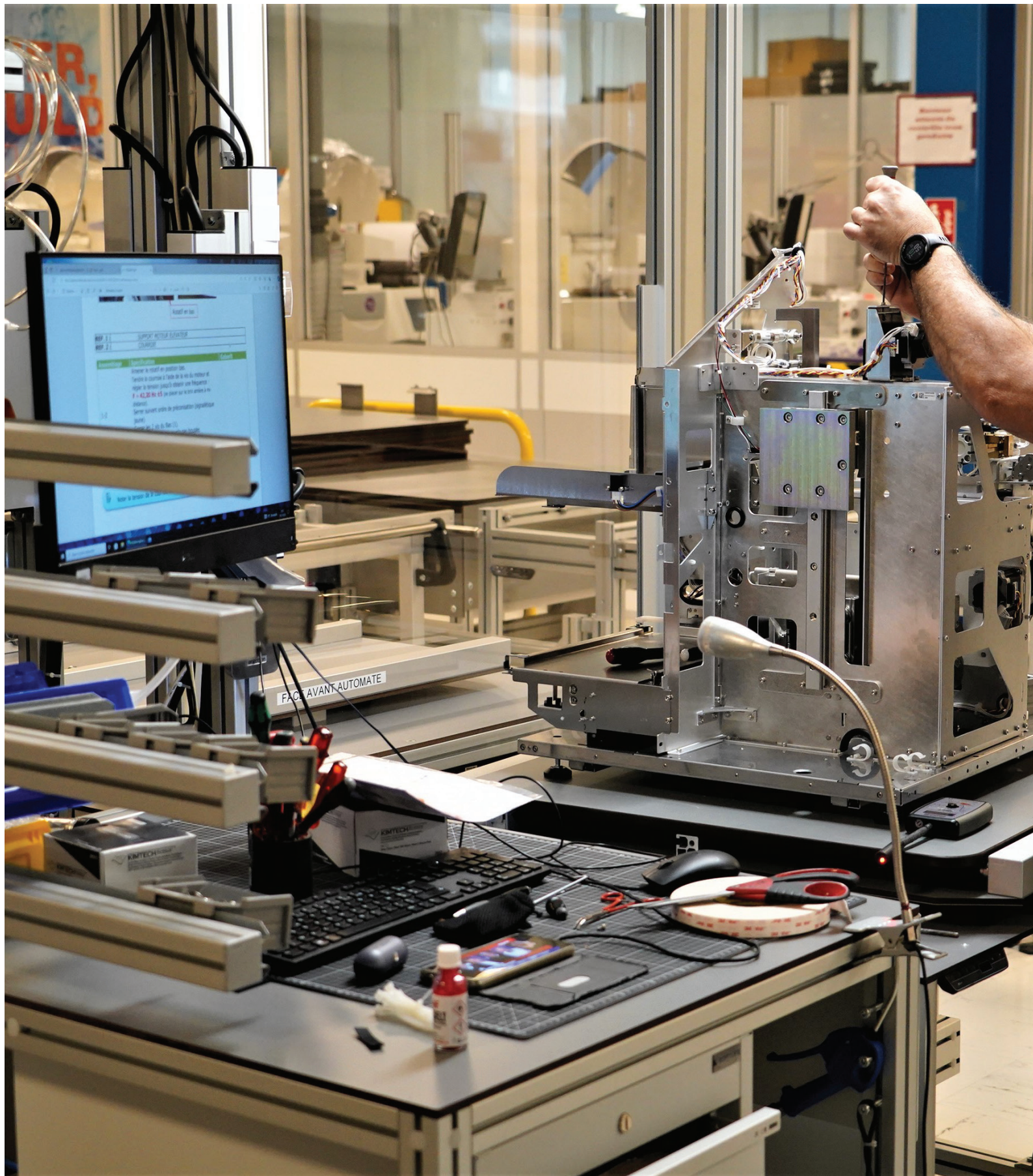
## Agir pour le logement étudiant

Au regard de l'objectif national d'amélioration des conditions de vie et de logement des étudiants fixé par le plan « 60 000 logements étudiants », le déficit en offre d'hébergement étudiant du CROUS, est estimé à environ 2 000 places pour le périmètre du CROUS de Toulouse et 1 620 pour celui du CROUS de Montpellier.

**Une douzaine d'opérations pour près de 10,5M€ de financement Etat au CPER 2021-27 sont consacrées à l'appui à la production de logements sociaux étudiants** via des projets proposés par les CROUS Occitanie de Toulouse et Montpellier. Les CROUS poursuivent l'augmentation de leur parc.

**A Montpellier, le 26 mars 2025, un nouveau bâtiment a été inauguré au sein de la cité universitaire Boutonnet, ajoutant plus de 70 studios modernes au parc existant.** Situé au cœur de la cité universitaire Boutonnet, le nouveau bâtiment H vient compléter l'offre de logements étudiants à Montpellier. Ce bâtiment de quatre niveaux, habillé d'une façade en pierre de Castries, accueille 72 studios de 19 m<sup>2</sup> chacun. Pensé pour offrir un cadre de vie confortable, il a été conçu avec des matériaux locaux et répond aux standards modernes de qualité. Ce projet, d'un coût total de 5 M€, a été financé par un emprunt du CROUS de 3 M€, complété par des subventions du CNOUS, de l'État et de la Région Occitanie.

A Toulouse, ce mois de mars a aussi été marqué par la remise des clés au CROUS du **bâtiment D de l'ancienne cité administrative que le CROUS va transformer en 175 logements étudiants** en plein cœur de ville et en proximité d'un premier immeuble de bureaux déjà transformés au profit des étudiants.





## IX. SOUTENIR LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT ET RENFORCER L'INNOVATION DANS LES ENTREPRISES

1. Réaliser des missions d'expertise au profit des acteurs économiques ..... 96
2. Accompagner la modernisation des entreprises par le biais de l'innovation ..... 98
3. Soutenir la recherche et le développement par une diffusion de la culture scientifique vers le grand public ..... 100

Présentation de l'entreprise Horiba Medical lors d'une visite d'élèves le 18 novembre 2024

# 1. Réaliser des missions d'expertise au profit des acteurs économiques

## Missions d'expertise crédit impôt recherche (CIR), Jeune Entreprise Innovante (JEI), Convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE), aides à l'innovation

La R&D dans les entreprises et la création de startups innovantes bénéficient de soutiens du MENESR seul ou en lien avec d'autres ministères et France 2030 :

- **des aides indirectes** : avantages fiscaux et sociaux associés aux dispositifs Crédit Impôt Recherche CIR, Crédit d'Impôt en faveur de la recherche Collaborative CICO, Jeune Entreprise Innovante JEI ou de Croissance JEC ;
- **des aides directes** : subventions associées aux conventions industrielles de formation par la recherche CIFRE, à des concours nationaux I-Lab et PEPITE (Pôles étudiants pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat) ou à l'accompagnement par l'incubateur d'entreprises Nubbo labellisé par le MENESR.

La DRARI intervient dans l'expertise des demandes d'aides et des justifications a posteriori des aides perçues par les entreprises régionales. Elle est également impliquée dans des opérations régionales, sur sollicitation de la Région Occitanie et ses opérateurs (Occitanie Invest, concours Les Inn'Ovations).

La DRARI porte une mission d'information et de sensibilisation des entreprises et de leurs partenaires sur les mesures de soutien portées par le MENESR.

Ces missions importantes s'inscrivent dans une région à forte composante de recherche et d'innovation, l'Occitanie étant la première région de France en part de R&D rapportée au PIB (3,7%). En matière de Crédit Impôt Recherche, ce sont 1,79 Md€ de dépenses de R&D déclarées, générant pour près de 1 400 entreprises bénéficiaires une créance CIR de 440 M€, soit 6,4 % du CIR national de 6,9 Md€ (données provisoires du CIR 2021).

La mission régaliennne d'expertise des dispositifs fiscaux représente une part importante de l'activité de la DRARI, mobilisant une assistante et quatre chargés de mission, équivalant à 1,4 ETP.

### Objectif poursuivi

- Répondre aux demandes d'expertise émanant des entreprises ou des opérateurs des dispositifs d'aide aux entreprises ;
- Promouvoir les dispositifs d'aide par l'information des bénéficiaires potentiels et de leurs partenaires académiques.

### Mise en œuvre de l'action

En ce qui concerne les **aides indirectes**, la DRARI est saisie dans le cadre de la **vérification des dépenses d'opérations déclarées au CIR ou au CICO (contrôles) ou de l'appréciation du caractère scientifique et technique d'opérations** présentées pour obtenir un avis sur leur éligibilité au CIR ou au CICO, ou sur la qualification de JEI ou JEC (demandes de rescrit).

La saisine est opérée par l'administration fiscale pour les contrôles, les rescrits CIR ou CICO indirects et les rescrits JEI, ou directement par les entreprises pour les rescrits CIR ou CICO directs.

La DRARI intervient en lien avec un réseau national d'experts scientifiques et techniques, en nommant un ou plusieurs experts selon la complexité des dossiers et organise des échanges oraux entre experts et entreprise lorsque nécessaire, dans le cadre d'une rencontre par visioconférence ou en présentiel.

Dans le cadre des **aides directes**, la DRARI intervient pour **l'expertise de dossiers de soutien aux efforts de R&D et d'innovation** dans les entreprises :



- **Avis socio-économiques** sur des demandes de financement de thèses CIFRE, sur sollicitation de l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT) ;
- **Expertises de dossiers de création d'entreprises innovantes** dans le cadre du concours i-Lab organisé par BPI France, du concours PEPITE organisé par les Pôles entrepreneuriat étudiant PEPITE ECRIN et LR, pour le compte du MENESR et du comité de sélection de l'incubateur Nubbo ;
- **Expertises de projets innovants** dans le cadre des concours Les Inn'Ovations et Occitanie Invest organisés par l'agence régionale AD'OCC.

Dans une optique d'action transversale, la DRARI est membre de deux groupes de travail ministériels (MENESR) traitant du dispositif CIFRE et des dispositifs CIR/JEI (élaboration des procédures de gestion et d'expertise, contribution à la rédaction du guide du CIR).

Elle mène des actions d'information et sensibilisation auprès de l'écosystème régional et est en lien avec de nombreux partenaires : Direction de Contrôle Fiscal (DIRCOFI) Sud-Pyrénées, Direction Régionale et Directions Départementales des Finances Publiques (DRFIP et DDFIP), MENESR (DGRI-SITTAR C1), Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT), Directions régionales Bpifrance Occitanie Est et Ouest, Pôles d'entrepreneuriat étudiant PEPITE ECRIN et LR, Agence régionale de développement économique AD'OCC, Université de Toulouse, La French Tech Toulouse, le BIC Montpellier...



### Aides indirectes

Durant l'année 2024, la DRARI Occitanie a été saisie pour l'instruction de :

- **24 contrôles CIR** dont deux concernant des exploitations agricoles, dossiers sensibles de « CIR agricole » sur lesquels le MENESR avait porté l'attention des DRARI. Cette procédure entraîne des rencontres avec les entreprises pour plus de la moitié des dossiers ;
- **8 rescrits CIR et 58 rescrits JEI.**

Les instructions des dossiers de contrôle ont porté sur **301 opérations** pour un montant total de dépenses contrôlées de **82 M€**.

### Aides directes

Durant l'année 2024, la DRARI a traité :

- **56 expertises CIFRE sur 248 dossiers** déposés par des entreprises d'Occitanie dont **236 acceptés (95 % d'avis favorables)**. La DRARI expertise uniquement les dossiers d'entreprises postulant pour la 1<sup>ère</sup> fois ou n'ayant pas sollicité le dispositif depuis plus de cinq ans ;
- **42 dossiers i-Lab (6 ont été lauréats nationaux, dont 5 en Occitanie),** 25 auditions réparties entre Pépité

ECRIN et Pépité LR avec participation aux remises des prix des 8 lauréats du classement national et territorial, 42 dossiers pour Occitanie Invest, 11 pour Les Inn'Ovations et 34 dossiers de candidatures (dont 30 retenus) à l'entrée dans l'incubateur Nubbo.

### Actions transversales

La DRARI a participé à **vingt réunions des groupes de travail** ministériels (MENESR) traitant du dispositif CIFRE et des dispositifs fiscaux CIR/CICo et JEI/JEC.

**Neuf actions d'information et communication** relatives aux dispositifs fiscaux et CIFRE ont été réalisées en région, organisées par des partenaires de la DRARI, pour un total cumulé de **266 participants** (entreprises, acteurs institutionnels, administration fiscale, étudiants).

Les demandes d'expertise reçues ont toutes été traitées, ou sont en cours de traitement.

**La DRARI a mis en place une base de données interne, alimentée notamment par ces expertises et permettant de disposer d'une connaissance fine des acteurs économiques innovants de la région.**

## 2. Accompagner la modernisation des entreprises par le biais de l'innovation

Les structures de transfert et de diffusion technologiques labellisées ont pour mission d'assister les entreprises dans leurs besoins de modernisation par le biais de l'innovation et de la technologie. Ce sont les :

- **CDT (Cellules de Diffusion Technologique)**, ayant des activités de diagnostic et de conseil en développement technologique ;
- **CRT (Centres de Ressources Technologiques)**, disposant de moyens technologiques et humains, capables de proposer une gamme de prestations sur mesure et sur catalogue ;
- **PFT (Plateformes Technologiques)**, portées par des établissements d'enseignement secondaire ou supérieur, proposent des prestations impliquant des personnels enseignants et des élèves.

Le suivi de cette mission implique l'ensemble des agents de la DRARI.

La DRARI dispose de crédits d'accompagnement des structures labellisées, attribués dans le cadre du volet innovation du Contrat de Plan Etat/Région ESRI 2021-27.

**Sur la période 2021-2024, l'État a d'ores et déjà accordé un montant de 2 M€ aux 18 structures d'Occitanie.**

### Objectif poursuivi

- **Assurer annuellement l'évaluation des indicateurs de performance des structures et vérifier leur conformité** avec les attendus nécessaires à leur re-labellisation tous les cinq ans ou au maintien de leurs labels. Cette mission était assurée par le MENESR et l'AFNOR et a été transférée aux DRARI en 2021 ;

### CHIFFRES CLÉS

**119** structures à l'échelle nationale en 2024

**18 structures en Occitanie, dans 10 départements** : 1 CDT, 8 CRT et 9 PFT, pour un total de plus de 100 ETP. Ces structures sont spécialisées en traitement des agroressources, robotique, composites, assemblage, construction 3D, gestion de l'eau, Efficacité Energétique, ... Après instruction par la DRARI, toutes ont été re-labellisées pour 5 ans entre 2021 et 2023.

**9 PFT en Occitanie dont 5 liées à des CMQ et des CMQE :**

- La PFT 11-66 INDUSNUM@ECO-INNOV avec le CMQ NAUTICAMPUS, et depuis le début de l'année 2024, la PFT Bois avec le CMQ Forêt-bois Occitanie ;
- Les PFT CONPIM et RASCOL avec le CMQE Industrie du futur, ainsi que la PFT Efficacité Energétique avec le CMQE Transition Energétique.

**1 050 élèves mobilisés sur des projets portés par les PFT**, accompagnés par 15,3 ETP pour 158 enseignants et assistants dans l'animation et la réalisation de 162 prestations facturées à des entreprises pour un chiffre d'affaires de 254k€ (données ISLABEL 2024).

- **Assurer le soutien financier des actions de diffusion technologique et d'acquisition de compétences** des structures au travers des crédits Etat du CPER ESRI – volet Innovation

La DRARI assure le suivi, l'analyse et la validation des informations renseignées par les structures labellisées sur une interface en ligne (ISLABEL: <https://esr-islabel.adc.education.fr/structures>).

Elle s'appuie également sur les informations collectées tout au long de l'année dans le cadre de visites et de participations aux CA et COPIL ainsi que sur les informations liées à la gestion des projets CPER. Elle préside chaque année un **comité technique régional de labellisation**, composé des membres de la DRARI et de personnalités en lien avec l'innovation et le transfert de technologie, qui

évalue les structures et leur conformité avec les attendus des labels. Les avis sont transmis à un groupe national d'experts chargé d'harmoniser et de valider les décisions de labellisation pour le MENESR.

**La DRARI pilote chaque année l'appel à projets « Soutien au Transfert Technologique de Proximité » (STTP)** destiné à financer les structures dans le cadre du volet Innovation du Contrat de Plan Etat / Région 2021-27 ESRI.

Cet appel s'adresse à l'ensemble des dix-huit structures de la région, qui déposent un dossier et sont auditionnées courant février devant la DRARI, des représentants de la DRAFPICA et des chargés de mission du conseil régional.

Un membre de la DRARI Occitanie participe au groupe national d'experts et un second participe au groupe de travail du MENESR traitant du suivi et de l'évolution des structures labellisées.

**En 2024, la DRARI Occitanie a porté une initiative d'uniformisation des différentes conventions à caractère commercial utilisées par les PFT.**

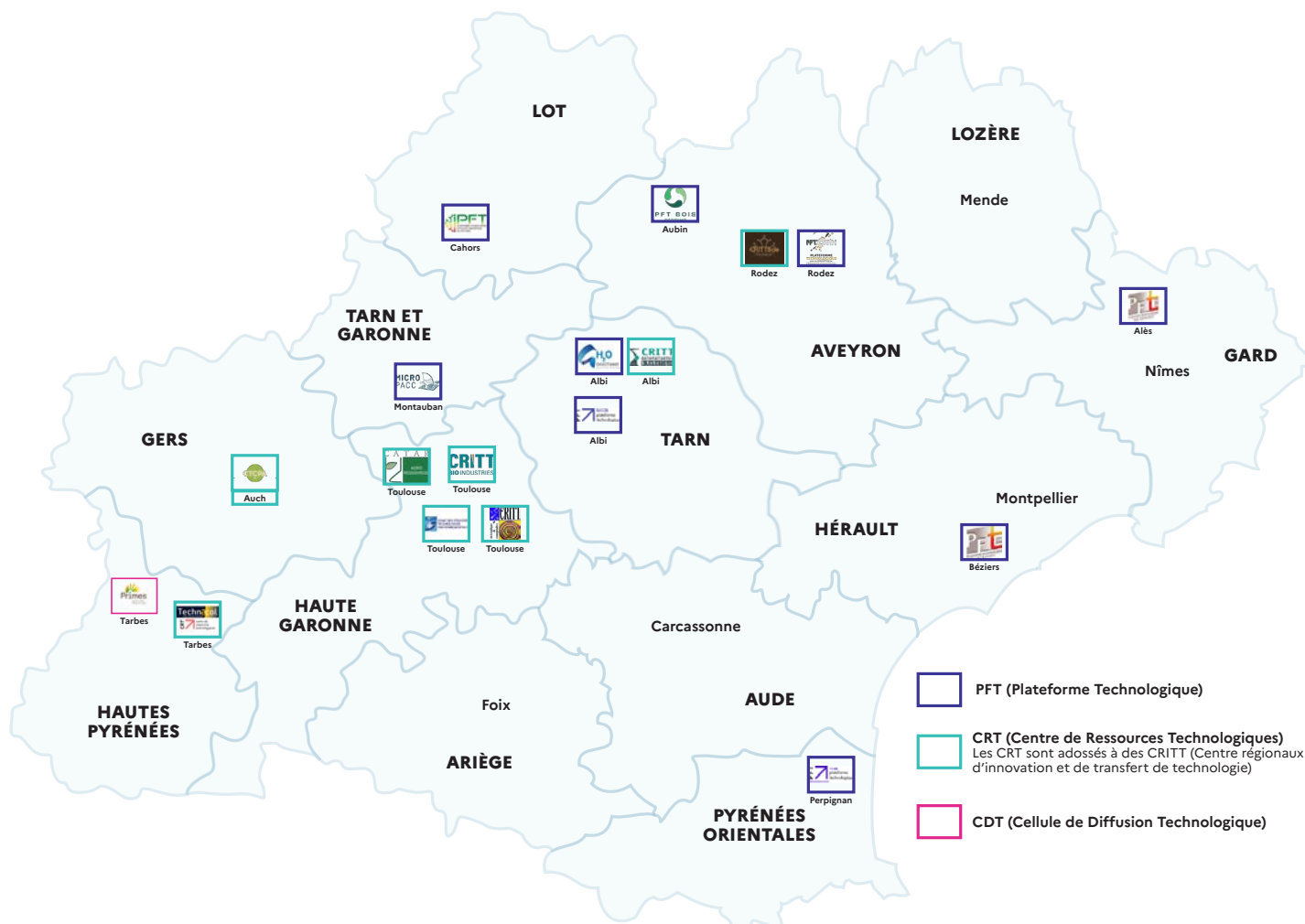
Sur financement par crédits CPER « Innovation » accordé à une PFT pour le compte des neuf PFT de la région, un cabinet juridique (DRB AVOCATS) a été mandaté pour élaborer un document commun dont l'objectif est de mieux protéger juridiquement les structures dans le cadre de leur mission de transfert à destination des entreprises.

La DRARI a également été associée en 2024 aux événements se déroulant sur son territoire, dont la Semaine de l'eau et la visite de la PFT GH2O à Albi, et les Trophées nationaux de l'innovation PFT INNOVALO à Albi.

Elle participe aux assemblées générales des associations nationales représentatives des structures labellisées (PFT INNOVALO et AFCRT) et a également été membre du jury des Trophées nationaux de l'innovation INNOVALO.

**En 2024, 884 k€ de crédits CPER volet innovation ont été accordés au total aux dix-huit structures labellisées d'Occitanie (AAP STTP), dont 452 k€ relevant des crédits MENESR gérés par la DRARI (235 k€ pour les CRT et CDT ; 217 k€ aux PFT).**

LA DRARI assure ces missions en lien avec la Région Occitanie, la DRAFFICA, la DRAAF, l'agence de développement économique AD'OCC, les services valorisation d'établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche et la CCI.



Carte des structures de transfert et de diffusion technologiques en Occitanie

# 3. Soutenir la recherche et le développement par la diffusion de la culture scientifique vers le grand public

## La Fête de la Science

Née de l'initiative en 1991 d'Hubert Curien (alors ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche) d'ouvrir les portes des laboratoires de recherche au public, la Fête de la science est un événement national organisé par le ministère en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle permet chaque année de rapprocher le citoyen de la science et de ses acteurs, et d'encourager les jeunes à s'engager dans les métiers de la recherche et de la technologie.

En Occitanie, la richesse des acteurs du territoire, académiques, associations, entreprises, collectivités, permet le large déploiement de cet événement populaire.

Bien que la diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle relève, depuis 2013, des compétences de la Région Occitanie, grâce aux bonnes relations qu'elle entretient sur le territoire, la DRARI est associée à la sélection des dossiers de la région dans ses appels à projets.

La DRARI a pour mission de suivre les actions favorisant le dialogue entre science et société sur le territoire régional. Au sein de la DRARI, le dossier est suivi par une chargée de mission référente « Sciences, Recherche et Société » en Occitanie, la déléguée adjointe sur le site de Toulouse et la déléguée.

Dans le cadre de cet accompagnement, la DRARI pilote un comité de pilotage et un comité de labellisation de la Fête de la science. Elle dispose de crédits du MENESR ciblés pour la Fête de la Science (84 k€).



La DRARI est invitée aux comités annuels (Occitanie Est et Ouest) d'orientation de la mission de sauvegarde du PATrimoine Scientifique et Technique Contemporain (PATSTEC).

### Mise en œuvre de l'action

Sur sollicitation de la Région Occitanie et au titre de représentation du MENESR, **la DRARI est membre depuis début 2023 du jury des appels à projets régionaux « diffusion de la culture scientifique et technique » et de l'appel à manifestation d'intérêt « projets structurants »**, aux côtés d'une représentante du ministère de la culture.

**En 2024, 22 projets ont été lauréats sur 35 dossiers auditionnés par la DRARI pour un montant total de 314 k€.**

La DRARI est membre du réseau Sciences en Occitanie, initiative de la Région Occitanie qui vise à réunir l'ensemble des personnes investies dans le dialogue sciences-société et le partage des savoirs. Elle est notamment invitée à introduire le Forum annuel aux côtés de la vice-présidente Enseignement supérieur et Recherche (novembre 2024 - 180 participants).

### CHIFFRES CLÉS FÊTE DE LA SCIENCE

**650** animations gratuites (ateliers, expositions, portes ouvertes de laboratoires, rencontres avec des chercheurs, spectacles, conférences, expérimentations, visites, ...) dans **132 villes** et **14 villages des sciences**

**66 513** visiteurs

**29 430** visiteurs scolaires (+20% par rapport à 2023)

La DRARI Occitanie participe également aux groupes de travail nationaux en lien avec le département des relations entre Sciences et Sociétés du MENESR (cinq réunions en 2024).

La 33<sup>ème</sup> édition de la Fête de la science s'est déroulée du 4 au 14 octobre 2024, autour de la thématique « Océan de savoirs ».

La mobilisation des établissements scolaires a été en hausse, la Fête de la science a touché près de 3% de la population scolaire, jusqu'à 5% dans certains départements (et 15% en Lozère).

**Deux évènements majeurs, le lancement régional de la Fête de la science à la Cité de l'Espace à Toulouse, couplé à la Nuit des chercheurs, et l'opération phare « Le littoral fête la science » organisée de Banyuls au Grau-du-Roi, ont ainsi réuni plus de 6 700 visiteurs.**

L'opération originale « Phare(s)- Le littoral méditerranéen fête la science ! » s'est déroulée à proximité des quinze phares et ports, le long des 200 km du littoral méditerranéen d'Occitanie, de la Camargue à la Côte Vermeille, avec un événement anniversaire : les 50 ans de l'IFREMER.

## SAPS (Sciences Avec et Pour la Société)

La DRARI a accompagné la Comue de Toulouse et l'Université de Montpellier pour leurs réponses à la 3<sup>ème</sup> vague de labellisation par le MENESR « Sciences Avec et Pour la Société » en 2024.

**Le projet «UM VIA des sciences» porté par l'université de Montpellier a été labellisé SAPS par le MENESR (680 000 €).**

## Besoins flash patrimoine / PATSTEC

En septembre 2024, le département des relations entre science et société du MENESR a sollicité les DRARI pour identifier des projets susceptibles d'être financés sur les reliquats de sa dotation, pour des « besoins flash patrimoine » en investissement.

A la demande de la DRARI, les universités de Nîmes, de Montpellier et la Comue de Toulouse ont exprimé des besoins d'investissement.

**Le projet de la Comue de Toulouse, visant à préserver d'urgence l'intégrité des réserves du PATrimoine Scientifique et Technique**

**Contemporain (PATSTEC) au sein de la Maison de la Recherche et de la Valorisation a été retenu.**

Le financement de 50 000 € attribué à la Comue de Toulouse permet de garantir de bonnes conditions de conservation et d'assurer la pérennité des instruments scientifiques contemporains témoins de l'évolution de l'activité de la recherche toulousaine.







## X. AGIR POUR ÊTRE TOUJOURS PLUS AU SERVICE DES SERVICES ET DES ÉTABLISSEMENTS

1. Accompagner les services pour impulser l'innovation ..... 104
2. S'engager dans la transformation grâce à une stratégie numérique innovante..... 106
3. Développer une politique d'achat axée sur les priorités éducatives ..... 108
4. Porter une stratégie immobilière ambitieuse ..... 110

Salle cafétéria en cours d'aménagement sur le site Rhapsodie à Toulouse

# 1. Accompagner les services pour impulser l'innovation

Inaugurée le 4 décembre 2023, « La Coopérative », laboratoire d'innovation publique de la Région académique Occitanie, poursuit son développement au bénéfice de l'ensemble des services déconcentrés des Ministères de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche, des sports, de la jeunesse et de la vie associative en région Occitanie.

**L'objectif est d'impulser une nouvelle culture de la transformation et de l'innovation publiques.**

Pour y parvenir, l'approche de « La Coopérative » vise à **faciliter l'émergence, la co-construction et l'expérimentation de projets d'innovation et de démarches de simplification** issus des responsables et des agents publics par un recours à des méthodologies collaboratives et participatives.

L'enjeu est d'accompagner le changement en proposant des méthodes permettant de faire un « pas de côté » au bénéfice des équipes, afin de favoriser des transformations organisationnelles, managériales et culturelles.

Les domaines d'intervention de La Coopérative concernent les thématiques d'organisation et de projet de service, d'accompagnement de projets spécifiques, d'aménagement d'espaces de travail et de soutien aux nouvelles pratiques managériales et d'animation d'équipe.

La Coopérative est située au sous-sol de l'Hôtel de Grave, siège de la Direction régionale des affaires culturelles. Mais si la mise à disposition d'un espace physique aménagé peut constituer un élément facilitateur, La Coopérative s'inscrit aussi dans une démarche « d'aller vers » les équipes qui en ont besoin sur tout le territoire de la Région académique.

La Coopérative, c'est donc à la fois une offre de service, des méthodes d'accompagnement et un état d'esprit pour impulser la transformation et l'innovation publiques dans les services.

Cette année, La Coopérative a conduit quatorze accompagnements, d'une durée d'une-demie journée à trois jours suivant les cas. Ces accompagnements se sont déroulés en grande majorité « hors les murs » (pour neuf d'entre eux) ou de façon mixte à La Coopérative et hors les murs (trois). Ils ont concerné dix services de Région académique, mais aussi quatre services départementaux et un opérateur de l'État (le CROUS).

Les thématiques de ces accompagnements ont concerné en majorité des sujets d'organisation et de projet de service ou des projets spécifiques, accessoirement l'aménagement d'espaces de travail. La Coopérative a également accompagné un séminaire des directeurs des services de Région académique.

Les projets spécifiques ont consisté en :

- une cartographie des risques ;
- la structuration d'une formation de lutte contre les violences ;
- une démarche qualité de vie et conditions de travail ;
- la modernisation des pratiques managériales ;
- l'amélioration du parcours social étudiant.



Accompagnement du SRAES par La Coopérative



**L'action de La Coopérative s'inscrit également dans une optique d'acculturation à l'innovation publique.**

Le mois de l'innovation publique en novembre en a ainsi été l'occasion.

Deux conférences ont en effet été organisées dans les locaux de La Coopérative en collaboration avec les universités de Nîmes et de Montpellier :

- « Apports et limites de l'intégration du design social dans les politiques publiques » avec Béatrice Gisclard, Maîtresse de Conférences en Design, co-responsable du master Design Innovation Société et directrice adjointe de l'UPR Projekt ;
- « Enjeux et limites de l'innovation publique » avec Isabelle Bories-Azeau, Maîtresse de Conférences en Sciences de Gestion, Montpellier Research in Management

La Coopérative tisse également des liens avec l'ensemble des réseaux d'innovation publique au niveau national (ministère et DITP), et aussi en Occitanie au sein du réseau Oasis.

Au sein de ce réseau, elle a été une forte partie prenante à l'organisation transverses aux trois fonctions publiques de deux événements visant à l'acculturation, pendant le mois de l'innovation publique, sur la thématique « Pour transformer, transformons-nous » :

- un forum ouvert, qui a permis d'identifier des défis de transformation ;
- un sprint créatif, qui a permis de trouver et prototyper des solutions opérationnelles à ces défis.

Au-delà des accompagnements qu'elle conduit elle-même, La Coopérative met aussi ses locaux à disposition pour accueillir d'autres événements mobilisant l'intelligence collective : cela a été le cas cette année pour :

- une réunion du cercle d'études cinéma audiovisuel ;
- le séminaire d'une Direction régionale ;
- une formation outils RH



Accompagnement du SDJES de l'Hérault par La Coopérative



## 2. S'engager dans la transformation grâce à une stratégie numérique innovante

**La stratégie du numérique pour l'éducation de la Région académique Occitanie pour la période 2023-2027 se développe sur quatre axes :**

- **un écosystème engagé** au service d'une politique publique partagée ;
- **un enseignement du numérique** qui développe la citoyenneté et les compétences numériques ;
- **une communauté éducative** soutenue par une offre numérique raisonnée, pérenne et inclusive ;
- **de nouvelles règles du jeu** pour un système d'information ministériel au service de ses utilisateurs.

La Direction régionale des systèmes d'information et de l'innovation (DSI<sup>2</sup>) compte aujourd'hui **plus de 270 agents** au service de missions à vocations académiques mais également à vocations nationales en alignement avec la DNE et le SEMSIRH.

La feuille de route 2022-2024 installant cette direction régionale présentée et validée en CoReA en 2021 a été tenue et suivie. Elle a construit une organisation mutualisée pour répondre aux enjeux permettant de :

- **garantir et renforcer** la qualité du service rendu de la fonction SI aux utilisateurs, dans une logique de proximité ;
- **favoriser** les dispositifs d'innovation et accompagner la transformation des métiers ;
- **définir** une gouvernance ;
- **affecter et piloter** les ressources et moyens au plus juste besoin ;
- **accroître** les mutualisations au niveau régional et favoriser les dispositifs de partage.

Le renfort des expertises en Assistance Maîtrise d'Ouvrage permet à la DSI<sup>2</sup> d'accompagner les services et les métiers dans leurs projets de transformation et de modernisation en positionnant les usagers au centre de ses dispositifs (nouveaux arrivants, gestion des temps, expression des besoins métiers, gestion de projet et portefeuille). Une synergie régionale entre une DSI<sup>2</sup> apporteuse de valeur, des chargés de modernisation en académie et des pilotages par domaine inter académiques sont sources de promesses de transformation.

### **Gouvernance de la donnée**

La stratégie de la Région académique autour de la **gouvernance de la donnée** favorise progressivement le renforcement des dispositifs de pilotage et d'évaluation (entrepôts RH, open et close data, Numécole).

### **Innovation avec l'Intelligence Artificielle**

**Un pôle incubateur**, en cours de constitution, va également permettre d'injecter dans les pratiques et les processus, l'innovation au plus près du territoire régional. Il s'agit notamment de **s'emparer de technologies de ruptures notamment l'Intelligence Artificielle dans une logique souveraine** et en lien étroit avec le pôle incubateur de la DNE avec lequel la DSI<sup>2</sup> capitalise déjà.

**Sur l'axe administratif, de premiers cas d'usages ont été identifiés et la Région académique bénéficie d'accès à des IA souveraines (Albert, Aristote) avec de premiers prototypes prometteurs.**

### **Cybersécurité**

Dans un contexte de risques cyber fort la DSI<sup>2</sup> poursuit ses efforts pour réduire les fragilités techniques et renforcer la sécurité.

**Une gouvernance autour de la cyber sécurité avec la désignation de CSN (Conseiller Numérique Sécurité) est en place dans les deux académies en lien étroit avec la DSI<sup>2</sup> et particulièrement le RSSI de Région académique.**

Des opérations de sensibilisation des établissements, de sécurisation et de renforcement des mots de passe pour les ENT et les comptes utilisateurs ont été conduites. En 2025, l'ensemble des postes de travail relevant du périmètre de compétence de la Région académique seront migrés sur des infrastructures à l'état de l'art et sur Windows 11.

## Le centre de service ASAP<sup>2</sup>

Le centre de service ASAP<sup>2</sup> a été ouvert à la fin de l'année scolaire 2024.

**Plus de 60 000 demandes** ont ainsi transité via ce guichet. Il présente un catalogue de services unique au sein de la Région académique interfacé avec certaines collectivités. Les enquêtes BNA (Baromètre numérique des agents) permettent de mesurer la progression en matière de satisfaction usager sur les thématiques suivantes : équipements numériques, réseaux et connectivités, outils et applications, assistance.

Depuis la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République, qui prévoit dans son article 23 la prise en charge par les départements et par les régions de la maintenance des infrastructures et des équipements, la Région académique accompagne les partenaires territoriaux afin que les SI des EPLE soit managés et sécurisés en réponse aux usages pédagogiques et administratifs.

Ainsi, en s'appuyant sur les travaux réalisés en comité des partenaires au niveau national et ceux conduits avec la Région Occitanie, la Région académique poursuit ses échanges avec les partenaires territoriaux afin d'élaborer de manière concertée les nouvelles conventions de répartition de compétences relatives au numérique dans les établissements publics.

Dans un contexte budgétaire contraint la DSI<sup>2</sup> est plus que jamais attentive à la pérennité et à la soutenabilité des investissements et recherche des leviers d'économies et d'amortissements. L'arrêt et la mutualisation de certains services et la recherche de gains de « productivité » en accompagnant les métiers sont des axes de rationalisation mais aussi d'apport de valeur sur lesquels elle travaille.

Ainsi, les changements de marchés d'interconnexions amorcés en 2024 sur Toulouse se poursuivent en 2025 sur l'ensemble des départements de la Région académique. Ils permettent d'améliorer la qualité et le niveau de service tout en réduisant les dépenses de fonctionnement. **De même la mutualisation vers un data center interministériel est finalisée pour Toulouse et en cours de préparation pour Montpellier.**

A ce titre, la DSI<sup>2</sup> optimise ses moyens en liens avec la DNE et le SEMSIRH et accompagne les grands projets nationaux tels que PHAC (déménagements des data center académiques), ETNA (messagerie et agendas pour démarrer) ou la refonte des SI RH pour les enseignants.

Concernant les équipes nationales en Occitanie et de manière non exhaustive, elles portent une offre de service nationale en matière de :

- certificats et de coffres forts électroniques ;
- de collaboration (Tribu, Pod Educ, ...);
- de diffusion de solutions nationales et d'expertises de haut niveau en support aux autres académies et équipes nationales ;
- de transformation des systèmes d'information des ressources humaines (RenoirRH, Virtuo) ;
- de déploiement des nouvelles solutions comptables dans les établissements (Opale) ;
- de développement de systèmes d'information sensibles.

### CHIFFRES CLÉS MISSIONS ACADÉMIQUES

- **152** agents sur les missions académiques dont une trentaine en proximité géographique dans les départements ;
- **4 000** postes de travail soutenus directement (hors collectivités territoriales) ;
- **1 800** lignes mobiles ;
- **1 100** serveurs ;
- **2** réseaux métropolitains, environ **120** sites interconnectés (hors EPLE) ;
- **+ 60 000 tickets d'assistance par an** à destination des équipes de la DSI<sup>2</sup>
- **16** nouvelles démarches ou demandes d'évolution (Colibri ou démarches simplifiées)
- **4** développements d'application régionales ou académiques, **7** demandes d'applications par des académies tierces
- **Offre web Drupal Région académique : 50 sites web** (Toulouse) intégrés dans une architecture technique unique Toulouse/Montpellier
- **Publication de jeux de données et data visualisations en Open et Close data: 5 millions d'appels API en 1 an** (carte scolaire collèges et lycées d'Occitanie, constats d'effectifs, observatoire des enseignements de spécialité, résultats aux évaluations élèves 1D et 2D,...).

# 3. Développer une politique d'achat axée sur les priorités éducatives

La mission première du service de Région académique de la politique des achats (SRAPA) est de **procéder aux achats de toute nature en vue de satisfaire les besoins** quantitatifs et qualitatifs des services de Région académique et des académies, de contribuer à la performance des achats sur le plan économique, juridique et environnemental avec l'objectif clé de tout acte d'achat à savoir **l'atteinte du « juste achat »**.

Par conséquent, en plus des achats couverts par la préfecture de région, les groupements de commande ministériels ou le MENESR/MSJVA (dont la mise en œuvre et l'exécution des procédures d'achats lui incombe), le SRAPA a publié 24 consultations, soit 64 lots, pour un montant de 32M € pour répondre aux besoins de la Région académique Occitanie (fournitures, services et travaux inclus).

C'est dans ce contexte qu'en tant que service support, le SRAPA joue un rôle primordial dans la mise en œuvre des politiques publiques, dont les politiques publiques éducatives, au sein de la Région académique Occitanie.

## Harmonisation des pratiques achats au sein de la Région académique

Concernant les politiques publiques, les **achats publics constituent un véritable levier stratégique pour faire face aux défis nationaux croissants** :

- la contrainte budgétaire ;
- les enjeux de développement durable en assurant une exemplarité de l'administration ;
- la sécurisation juridique des actes d'acquisition dont l'exigence de transparence dans l'usage des deniers publics ;
- le développement économique et social des opérateurs économiques du territoire.

Pour porter ces défis mais aussi pour professionnaliser l'achat dans la Région académique Occitanie, **le SRAPA s'est mobilisé et a entamé un travail de coordination et de proximité** en travaillant de manière transversale avec l'ensemble des **acteurs qui interviennent dans le processus achat au sein de la Région académique** que ce soit les prescripteurs des différents services de Région académique ou académiques ou les établissements au plus proche de l'élève.

## La sécurisation de l'acte d'achat immobilier

La nouveauté majeure qui a marqué l'année écoulée est **la prise en charge progressive des procédures relevant du service de Région académique de la politique immobilière (SRAPI)**. Elle a impliqué une **coordination accrue** avec les équipes en charge des projets immobiliers.

Le SRAPI, en tant qu'expert technique est l'acteur de la définition des besoins et des spécifications techniques des projets immobiliers. Le SRAPA, en tant qu'expert achat et commande publique, est chargé de la mise en œuvre de procédures compétitives et du respect de la réglementation applicable en matière de commande publique.

La prise en charge des procédures immobilières par le service achat permet de **libérer les chargés d'opérations des actes administratifs** liés à la passation des marchés. Ils peuvent ainsi se recentrer pleinement sur leur cœur de métier : le pilotage technique, la coordination des projets et le suivi opérationnel des projets immobiliers.

Ainsi sur l'année écoulée, le SRAPA a pris en charge quatorze publications du SRAPI dont le montant cumulé s'élève à 4 315 000 € TTC.

## L'accompagnement de différents acteurs de la sphère éducative

L'année 2024-2025 a permis au SRAPA de continuer à s'inscrire dans l'enjeu stratégique de la Région académique Occitanie de faire région au plus proche des acteurs du terrain et la volonté ministérielle de mettre en œuvre un « service achats de la sphère éducative de Région académique ».

**Ainsi le SRAPA a accentué son accompagnement d'établissements de la sphère éducative étant acheteur public relevant du code de la commande publique dont l'achat n'est pas pris en charge par une collectivité ou un établissement de rattachement.**

Le SRAPA a ainsi accompagné :

- le lycée collège Françoise Combes à Montpellier, établissement public national, labellisé Internat d'Excellence, pour la passation de ses marchés de nettoyage ; gardiennage et restauration ;
- le Campus des Métiers et des Qualifications (CMQ) d'Excellence Mobilité et Transport Intelligent au Lycée Gallieni à Toulouse pour l'acquisition d'un banc de roulage (dispositif de test d'un véhicule) ;

## La mutualisation au service des politiques éducatives

Concernant les politiques éducatives, le SRAPA continue à accompagner la politique de l'inclusion scolaire.

Après le marché de l'académie de Toulouse d'interprétariat en langue des signes conclu en 2024, une stratégie d'achat mutualisé efficace au niveau de la Région académique Occitanie pour l'acquisition **d'équipements numériques adaptés aux élèves en situation de handicap** a été élaborée.

Le SRAPA a mis en œuvre **une stratégie d'achat mutualisé au niveau régional pour répondre à un besoin initié par le cercle d'étude « Le numérique au service de l'inclusion » de l'académie de Montpellier**. Ce dernier a défini le cahier des charges fonctionnel du matériel pédagogique adapté qui pourrait être mis à disposition des élèves, en l'occurrence une tablette et ses accessoires associés.

Pour autant un achat ne se limite pas à l'acquisition d'un bien : il inclut également **l'ensemble des services associés** tels que la maintenance, la garantie, le suivi et l'assistance essentiels pour assurer une utilisation durable et efficace des produits acquis. En l'espèce, l'élève devait donc être mis au cœur du projet



Le SRAPA a accompagné les prescripteurs dans cette direction. Cette approche globale était une attente forte, co-construite au quotidien, et **concrétisée par une assistance « online » et un échange réalisé à J+5 par le fournisseur du produit si celui-ci est confirmé hors service lors de l'appel téléphonique.**

Un matériel adapté aux élèves en situation de handicap, harmonisé à l'échelle de la Région académique permet une meilleure traçabilité, facilite la maintenance et améliore ainsi la qualité de vie des familles et la réussite des élèves.

# 4. Porter une stratégie immobilière ambitieuse

## Le rôle de la Région académique en matière immobilière

Le Service régional en charge de la politique immobilière (SRAPI) de la Région académique Occitanie se compose de quinze agents répartis sur les sites du rectorat de Région académique de Montpellier et de Toulouse.

Le SRAPI agit dans le domaine des bâtiments administratifs des ministères de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, des sports, de la Jeunesse et de la vie associative, pour définir une stratégie immobilière, assurer la maîtrise d'ouvrage des opérations d'investissement et gérer le patrimoine immobilier occupé par les différents services ;

## Pour l'immobilier de l'Éducation nationale : la formalisation de la stratégie immobilière de la Région académique

Pour établir son projet de stratégie immobilière, la Région académique a décliné les objectifs de la politique immobilière du MENESR aux caractéristiques de ses implantations : **126 implantations et 77 735 m<sup>2</sup> SUB sur treize départements.**

Les quatre grandes orientations de la Région académique Occitanie qui sont partagées avec le ministère sont les suivantes :

- l'amélioration des performances énergétiques et du confort d'été ;
- la prise en compte des nouveaux modes de travail ;

- la diminution des implantations en location ;
- l'amélioration du pilotage de la fonction immobilière.

Quatorze projets structurants à échéance 10 ans sont identifiés.

### Les projets structurants

**RECTORAT - Projet Rhapsodie (3,9 M€ / 2.200 m<sup>2</sup>SUB/ 194 personnels /120 résidents) à Toulouse :**

L'attribution de l'immeuble domanial « Rhapsodie » à la Région académique Occitanie et les travaux de réaménagement d'ensemble qui y ont débuté dès le début 2024 permettront d'accueillir sur un site complémentaire au siège du Rectorat de Toulouse (site Niel) les services régionaux et départementaux aujourd'hui répartis sur plusieurs sites.

Ce réaménagement prévoit l'atteinte des objectifs de performance énergétique du décret tertiaire et intègre les nouveaux modes de travail (salles de réunions, visio et box de réception, accueil de collaborateurs itinérants ou en télétravail majoritairement, espace de convivialité et restauration).

Ces travaux qui se sont déroulés en site occupé et en milieu urbain doivent être livrés en juin 2025.

**Les projets d'aménagement du site Canopé à Montpellier (8.633 M€ / 3551 m<sup>2</sup> SUB / 129 personnels) et du site Abbé de l'Épée** poursuivent leur développement avec une présentation des dossiers en Conférence nationale de l'Immobilier Public (CNIP), le 11 décembre 2023 pour le projet Canopé et le 3 juillet 2024 pour le projet Abbé de l'Épée. Ainsi ces deux projets ont été validés au niveau de leur programme, de leur calendrier et de leur budget.

Les marchés de maîtrise d'œuvre ont été notifiés pour les deux opérations début avril 2025.

Ces projets permettent de regrouper *in fine* les services situés à Montpellier sur trois sites, d'intégrer les nouveaux modes de travail, de disposer de sites performants au niveau énergétique, et d'offrir des salles de formation, d'examen et de concours.

### DSDEN du Gers (Auch)

Les services de la DSDEN du Gers sont hébergés dans un bâtiment en locatif privé (loyer annuel 2024 : 195 000€) ne permettant pas l'accueil du SDJES dans leurs locaux faute de surfaces disponibles. Leur rapprochement dans des locaux communs au sein de la Cité Administrative est intégré dans l'étude d'optimisation des services de l'État menée par la Mission Régionale en charge de la Politique Immobilière de l'État sur la ville d'Auch avec une association étroite du SRAPI et de la DSDEN du Gers.

Le projet a reçu un avis favorable de la Commission Nationale de l'immobilier public le 8 avril 2025 ce qui permettra de mettre en place un financement de 24M€ pour cette opération inter-administration afin de pérenniser un patrimoine immobilier de l'État en centre-ville par des travaux

### CHIFFRES CLÉS SITE ABBÉ DE L'ÉPÉE

- **23,5 M€** de budget pour la rénovation du site
- **5 743 m<sup>2</sup>** de surface utile brute (SUB)
- **323** personnels intégreront le site à l'issue de sa rénovation

emblématiques de rénovation énergétique et de modernisation des organisations de travail et d'accueil des usagers. Les prochaines échéances vont préciser les besoins à travers une programmation de l'opération et estimer les participations financières au projet des différents services concernés en 2025.

### **DSDEN des Hautes-Pyrénées (Cité Reffye à Tarbes) – Lauréat NET**

La DSDEN des Hautes-Pyrénées a intégré fin 2024 la Cité administrative Reffye.

Le projet d'« Ateliers collaboratifs » porté par la DSDEN 65 avec l'appui de la Région académique (270K€ / 2x95m<sup>2</sup> SUB) a été retenu par la DIE à son second appel à projets pour financer de nouveaux espaces de travail sur tout le territoire.

Le projet consiste à l'aménagement intérieur de deux espaces « Atelier collaboratif » pour permettre d'augmenter très sensiblement le nombre de postes de travail (près de trente collaborateurs) et proposer une variété de positions de travail (concentré / collectif / confidentiel / échanges informels /...) aux deux équipes « Ecoles inclusive », « Gestion des activités pédagogiques » et plus largement à l'ensemble des services de la DSDEN.

Une équipe de maîtrise d'œuvre (TECHLINE) est missionnée pour concevoir avec les équipes concernées et mettre en œuvre le projet sur site. La livraison des travaux et mobiliers est prévue pour la rentrée 2025.

## **Améliorer la connaissance des implantations et caractéristiques immobilières**

Le dispositif Eco-Energie Tertiaire (DEET) est une obligation réglementaire qui impose une réduction progressive de la consommation d'énergie dans les bâtiments à usage tertiaire de plus de 1000 m<sup>2</sup>, afin de lutter contre le changement climatique.

**Les objectifs de réduction de la consommation d'énergie finale sont de 40 % pour 2030, 50 % pour 2040 et 60 % pour 2050, par rapport à une année de référence postérieure à 2010.**

Le recueil des données de consommations des bâtiments assujettis est réalisé sur la plateforme nationale OPERAT « Observatoire de la Performance Energétique, de la Rénovation et des Actions du Tertiaire ».

Le SRAPI a engagé un travail conséquent de fiabilisation des données de consommations du parc immobilier, de définition du nombre de résidents par implantation, ainsi que le pilotage d'audits énergétiques sur les sites majeurs. A l'issue de cette campagne de fiabilisation, plusieurs projets ont émergé avec pour ambition la réduction des consommations pour atteindre les objectifs fixés par le décret tertiaire et l'amélioration du confort des usagers. Parmi ces projets figure l'installation de brises soleil orientables sur le bâtiment Mondran pour améliorer passivement le confort d'été, la rénovation énergétique globale de la DSDEN de Lozère (48), la remise en état des émetteurs et l'installation de panneaux photovoltaïques sur la DSDEN du Tarn (81).

Projet d'Ateliers collaboratifs de la DSDEN 65 au sein de la cité Reffye à Tarbes



## Établir un Plan d'actions via un Schéma directeur de l'énergie

Le schéma directeur de l'énergie pour la Région académique a été établi et identifie les sites prioritaires sur lesquels mener des actions (Décret tertiaire, équipement de production chaud/froid, Décret BACS pour systèmes d'automatisation et de contrôle des bâtiments ...). En découle un planning macro d'actions à mener dans les trois prochaines années qui vont d'expertises techniques spécifiques par la TaskForce AGILE ou des audits à réaliser et plusieurs investissements de différentes natures allant de l'installation ou la remise en état ponctuelle d'équipements, à des projets de réhabilitation et rénovation lourde.

Dans le cadre de candidatures déposées fin 2023, cinq opérations d'investissements de la Région académique ont été retenues à l'appel à projets en faveur de la transition environnementale 2023-2024 pour un financement total de 1 815 000 € sur un montant total de projet de 3,6 M (50%). Les opérations de rénovation de la conciergerie de la DSDEN du Tarn (81), le « relamping » du rectorat Niel sont terminés, la rénovation du CIO du Mirail et la remise en état de la GTB du rectorat Niel sont en cours alors que le marché de maîtrise d'œuvre du projet de réhabilitation « Abbé de l'Épée » a été lancé fin 2024 et notifié en avril 2025.

### Opération du CIO Mirail – Lauréat AAP 348

Placé au cœur de la plus grande cité éducative de France et du quartier du Mirail-Bellefontaine classé prioritaire pour la politique de la Ville de Toulouse, le bâtiment du CIO du Mirail, construit en 1967, reste stratégique dans son positionnement actuel pour répondre aux besoins mais ne répondait plus aux conditions d'accueil adaptées à son usage.

En 2024, une première phase de travaux a permis d'adapter l'aménagement interne en ERP et sa mise en accessibilité pour l'espace d'accueil des élèves allophones 31 (travaux de cloisonnement-box, modification des issues, installation d'un appareil élévateur et rénovation globale).

La phase 2 d'amélioration des performances thermiques du bâtiment (changement des menuiseries, isolation par l'extérieur, façade) a été retenue à l'appel à projet national « Rénovation énergétiques des bâtiments » pour une mise en œuvre fin 2025.

Le CIO du Mirail à Toulouse avant rénovation



Projection du CIO du Mirail à Toulouse après rénovation



# GLOSSAIRE

AAP	Appel A Projet	CEREMA	Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement
ACM	Accueil Collectif de Mineurs	CFA	Centre de Formation d'Apprentis
ACORDA	Ambition Commune vers une ORientation co-construite à Dimension Académique	CFUO	Centres de formation universitaires d'orthophonie
AD'OCC	Agence de développement économique en Occitanie	CICO	Crédit d'impôt Collaboration de recherche
ADEME	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie	CIFRE	Convention Industrielle de Formation par la Recherche
AFB (bac pro)	Aménagement et finition du bâtiment	CIO	Centre d'Information et d'Orientation
AFCRT	Association française des centres de ressources technologiques	CIR	Crédit d'Impôt Recherche
AFDET	Association Française pour le Développement de l'Enseignement Technique	CIRAD	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
AFNOR	Association Française de NORmalisation	CLEE	Comité Local Ecole Entreprises
Agefiph	Association nationale de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées	CLEMI	Centre pour l'Education aux Médias et à l'Information
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt	CLS	Collecte Localisation Satellite
AMI-CMA	Appel à Manifestation d'Intérêt – Compétences et Métiers d'Avenir	CMQ	Campus des Métiers et des Qualifications
ANR	Agence Nationale de la Recherche	CMQ FBO	Campus des Métiers et des Qualifications Forêt Bois Occitanie
ANRT	Association Nationale de la Recherche et de la Technologie	CMQ GHT	Campus des Métiers et des Qualifications Gastronomie, Hôtellerie, Tourisme
ANS	Agence Nationale du Sport	CMQ HEREC	Campus des Métiers et des Qualifications – Métiers de l'Habitat, des Energies Renouvelables et de l'Eco-Construction
ARML	Association Régionale des Missions Locales	CMQ MTI	Campus des Métiers et des Qualifications Mobilité et Transport Intelligent
ARS	Agence Régionale de Santé	CMQE	Campus des Métiers et des Qualifications d'Excellence
BDE	Bureau des Entreprises	CNAE	Coordination nationale d'accompagnement des étudiantes et des étudiants
BNA	Baromètre numérique des agents	CNIP	Conférence nationale de l'immobilier public
BO	Bulletin Officiel	CNOUS	Centre National des œuvres universitaires et scolaires
BOP	Budget Opérationnel de Programme	CNRS	Centre National de la Recherche Scientifique
BPI FRANCE	Organisme de financement des entreprises pour l'innovation	COMETES	COMPétences et METiers de l'Espace
BTP	Bâtiment Travaux Publics	COMP	Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performance
BTS	Brevet de Technicien Supérieur	COMPAS	COstruire et Murir son Projet d'Accès au Supérieur
BTS CIEL	Brevet de technicien supérieur cybersécurité, informatique et réseaux, électronique	COMUE	COMunauté d'Universités et d'Etablissements
BUT	Bachelor universitaire de technologie	COPIL	COMité de PILotage
CA	Conseil d'administration	COVID	Corona Virus Disease
CANOPE	Réseau de Création et d'Accompagnement Pédagogique	CP	Cours Préparatoire
CARE	Carte d'aide à la restauration étudiante	CPER	Contrat de Plan Etat-Région
CARIF-OREF	Centre Animation Ressources d'Information sur la Formation/Observatoire Régional Emploi Formation	CPIER	Contrat de Plan Interrégionaux Etat-Régions
CDF	Carte des Formations	CPLDS	Certification Professionnelle de Lutte contre le Décrochage Scolaire
CDFS	Conférence des Financeurs du Sport	CPNE/CPRE	Commission Paritaire Nationale/Régionale de l'Emploi
CDT	Cellule de Diffusion Technologique	CQP	Certificat de Qualification Professionnelle
CE1	Cours Élémentaire 1 <sup>ère</sup> année	CRACOL	Commission de région académique «Colorations»
CEE	Club Ecole Entreprise		

CRAES	Commission Régionale d'Accès à l'Enseignement Supérieur	DRAIO	Direction de Région académique à l'Information et à l'Orientation
CRAFPB	Commission régionale académique des formations post-bac	DRAJES	Direction de Région académique à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports
CRC/Cico	Crédit d'Impôt en faveur de la Recherche Collaborative	DRANE	Direction de Région académique au Numérique pour l'Education
CRDS	Conférence Régionale Du Sport	DRAREIC	Direction de Région académique aux Relations Européennes, Internationales et à la Coopération
CREFOP	Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelle	DRARI	Direction de Région académique à la Recherche et à l'Innovation
CREPS	Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive	DREAL	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
CRFDVA	Commission Régionale Fonds pour le Développement de la Vie Associative	DREETS	Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité
CRIJ	Centre Régional d'Information Jeunesse	DRFIP	Direction Régionale des Finances Publiques
CROS/CDOS	Comité Régional/Départemental Olympique Sportif	DSDEN	Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale
CROUS	Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires	DSI <sup>2</sup>	Direction des Systèmes d'Information et de l'Innovation
CRT	Centre de Ressources Technologiques	DTVE	Dialogue Territorial Vie Etudiante
CSA	Comité Social d'Administration	EAFC	Ecole Académique de la Formation Continue
CSN	Conseiller Numérique Sécurité	EAIE	European Association for International Education
CTPS	Cadre Technique et Pédagogique Supérieur	EAPS	Etablissement d'Activités Physiques et Sportives
CVC	Chauffage, ventilation et climatisation	EE	Ecole Entreprise
CVEC	Contribution à la Vie Etudiante et des Campus	EMI	Education aux Médias et à l'Information
DACSO	Projet de premier avion bas carbone	EN	Education Nationale
DASEN	Directeur Académique des Services de l'Education Nationale	ENAC	Ecole Nationale de l'Aviation Civile
DCQ	Diplômes, certifications ou qualifications	ENT	Environnement Numérique de Travail
DDETSPP	Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations	EPCI	Etablissements publics de coopération intercommunale
DDFIP	Direction départementale des finances publiques	EPLLE	Etablissement Public Local d'Enseignement
DDFPT	Directeur délégué à la formation professionnelle et technologique	EPS	Education Physique et Sportive
DEET	Dispositif Eco-énergie tertiaire	ERAEI	Enseignants Référents pour l'Action Européenne et Internationale
DG SNU	Direction générale du Service National Universel	ERASMUS	EuRopean Action Scheme for the Mobility of University Students
DGESCO	Direction Générale de l'Enseignement SCOLAire	ERP	Etablissement recevant du public
DIE	Direction de l'Immobilier de l'Etat	ESRI	Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation
DIRCOFI	DIRection spécialisée du Contrôle Fiscal	ETNA	Environnement de travail numérique des agents
DISPO	Dynamiques de l'innovation sociale et politique	ETP	Equivalent Temps Plein
DJEPVA	Direction de la Jeunesse, de l'Education Populaire et de la Vie Associative	FAB LAB	FABrication LABoratory
DNE	Direction du Numérique pour l'Education	FACE	Fondation Agir Contre l'Exclusion
DO	Directeur Opérationnel	FCIL	Formation Complémentaire d'Initiative Locale
DRAAF	Direction Régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt	FDVA	Fonds pour le Développement de la Vie Associative
DRAFICA	Direction de Région académique à la Formation Continue et à l'Apprentissage	FEDER	Fonds Européen de Développement Régional
		FIL	Formation d'Initiative Locale

FIS	Formation Initiale Statutaire	JOP	Jeux Olympiques et Paralympiques
FONJEP	FONds de coopération de la Jeunesse et de l'Education Populaire	JS	Jeunesse et Sport
FOQUALE	Réseaux Formation QQualification Emploi	JV	Jeune Volontaire
FORESTT	programme de recherche interdisciplinaire sur la transition socio-écologique des systèmes forestiers, en zones tempérées et tropicales	LPR	Loi de Programmation de la Recherche
FSE	Fonds Social Européen	MEDEF	Mouvement des Entreprises de France
FSE+	Fonds Social Européen +	MEI	Mobilité Européenne et Internationale
FTAP	Fonds pour la Transformation de l'Action Publique	MENESR	Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
FTE	Formation à la transition écologique	ML	Mission Locale
GIP FCIP	Groupement d'Intérêt Public - Formation Continue Insertion Professionnelle	MLDS	Mission Locale contre le Décrochage Scolaire
GPDS	Groupe De Persévérance Scolaire	MRICE	Mission Régionale Inspection Contrôle Evaluation
GRETA	GRoupement d'ETablisements publics d'enseignement	MSJEVA	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de la vie associative
HT2	Hors titre 2 (hors rémunération)	MTU	Méthodologie du Travail Universitaire
HTS	Hors temps scolaire	MUSE	Montpellier UniverSité d'Excellence
IA IPR	Inspecteur d'académie - Inspecteur pédagogique régional	NEET	Not in Education, Employment or Training
I-LAB	Concours d'aide à la création d'entreprises technologiques innovantes	OF	Organisme de Formation
ICCER (bac pro)	Installateur en chauffage, climatisation et énergies renouvelables	OF-CFA	Organisme de Formation – Centre de Formation des Apprentis
IEN	Inspecteur de l'Éducation Nationale	ONR	Organisme national de recherche
IMT Mines Ales	Institut de Métiers et de Techniques d'Alès	OP@LE	Outil de Pilotage et d'Administration financiers en EPLE
INNOVALO	Association nationale des plateformes technologiques	OPER@	Outil de PilotagE et de RémunérAtion en EPLE
INRAE	Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'alimentation et l'Environnement	ORE	Loi relative à l'Orientation et à la Réussite des Etudiants
INSA	Institut National des Sciences Appliquées	OSE	Ouverture Sociale Etudiante
INSB	Infrastructures nationales de recherches en santé et biologie	PAE	Parcours Ambition Emploi
INU Champollion	INStitut Universitaire Champollion	PAFI	Parcours Aménagé de Formation Initiale
IRD	Institut de Recherche pour le Développement	PAIP	Plateforme d'Accompagnement à l'Insertion Professionnelle
IRT	Institut de Recherche Technologique	PATSTEC	PATrimoine Scientifique et Technique Contemporain
ISAE-SUPAERO	Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace	PDME	Plan de Mobilité Employeur
ISITE Muse	Initiatives-Science – Innovation – Territoires – Economie Montpellier UniverSité d'Excellence	PEDT	Projet Educatif Territorial
ISLABEL	Site internet dédié à la gestion et le pilotage des structures de diffusion de technologies labellisées	PEPITE	Pôles Etudiants pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat
ITTU	Unité Intégrée de Transfert de Technologie	PEPITE ECRIN	Pôles Etudiants pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat – Entreprendre, Créer, Reprendre, INnover
IUT	Institut Universitaire de Technologie	PEPR	Programmes et Equipements Prioritaires de Recherche
JAMO	Jeunes Ayant le Moins d'Opportunité	PFMP	Période de Formation en Milieu Professionnel
JEI	Jeune Entreprise Innovante	PFT	PlateForme Technologique
JEP	Jeunesse et Education Populaire	PHAC	Plateforme d'hébergement académique
JES	Jeunesse, Engagement et Sports	PIA	Programme d'Investissement d'Avenir
		PITE	Budget Opérationnel de Programme 762 – Programmes d'Interventions Territoriales de l'État

PIX	Plateforme d'évaluation et de certification des compétences numériques
PME	Petite et Moyenne Entreprises
PPE	Parcours Préparatoire au Professorat des Ecoles
PPG	Politique Prioritaire du Gouvernement
PRH	Pôle Ressources Handicap
PRITH	Plan Régional d'Insertion des Travailleurs Handicapés
PROMETHEE	PaRcOurs Mutualisés ET Hybrides entre Etablissements d'Equilibre
PSAD	Plateforme de Suivi et d'Appui aux Décrocheurs
PUI	Pôle Universitaire d'Innovation
QPV – ZRR	Quartier Prioritaire de la Ville – Zone de Revitalisation Rurale
RBDE	Responsable Bureau des Entreprises
R&D	Recherche et Développement
RDS	Référent Décrochage Scolaire
REACT EU	Recovery Assistance for Cohesion and the Territories of Europe : programme de Soutien à la reprise en faveur de la cohésion et des territoires de l'Europe
RenoIRH	Système d'information de gestion des ressources humaines
RGPD	Règlement Général sur la Protection des Données
RH	Ressources Humaines
RSSI	Responsable Sécurité des Systèmes d'Information
SATT	Société d'Accélération du Transfert de Technologie
SCC	Services Civiques Combinés
SCSP	Subvention pour charge de service public
SDJES	Service Départemental de la Jeunesse, de l'Engagement et des Sports
SEMSIRH	SErvice de Modernisation des Systèmes d'Information des Ressources Humaines pour l'éducation
SERCE	Syndicat des Entreprises de Génie Electrique et Climatique
SESAME	Sésame vers l'Emploi pour le Sport et l'Animation dans les Métiers de l'Encadrement
SIAAJ	Service InterAcadémique aux Affaires Juridiques
SI	Système d'Information
SIEI	Système Interministériel d'Echanges et d'Informations relatives au décrochage scolaire
SIRH	Système d'information pour les ressources humaines
SLESRI	Schéma Local de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
SNCF	Société nationale des chemins de fer français
SNU	Service National Universel
SPE	Service Public Eco Responsable

SPER	Service Public de l'Emploi Régional
SRAES	Service de Région académique de l'Enseignement Supérieur
SRAPA	Service de Région académique – Politique des Achats
SRAPI	Service de Région académique – Politique Immobilière
STAPS	Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives
STTP	Soutien au Transfert Technologique de Proximité
SUN	Service des Usages Numériques
TBORG (bac pro)	Technicien du bâtiment organisation et réalisation du gros oeuvre
TDO	Tous Droits Ouverts
TEBEE (bac pro)	Technicien en Études du Bâtiment, Études et Économie
TED-i	Travailler Ensemble à Distance et en Interaction
TET	Transition Ecole Travail
THE Campus	Toulouse Hybrid Education Campus
TIGRE	Travaux immobiliers à gains rapides en énergie
TIRIS	Toulouse Initiative for Research's Impact on Society
TPE	Très petites entreprises
TVP	Transformation de la Voie Professionnelle
UMPV	Université Montpellier Paul Valéry
UNCU	Union Nationale des Clubs Universitaires
UNimes	Université de Nimes
UPVM 3	Université Paul Valéry Montpellier 3
UT	Université de Toulouse
VUE	Ville Universitaire d'Equilibre



Nous suivre en ligne sur

[https://x.com/RA\\_Occitanie](https://x.com/RA_Occitanie)

<https://www.linkedin.com/company/région-académique-occitanie/>



**Carole DRUCKER-GODARD**  
Rectrice de la Région académique  
Occitanie,  
Rectrice de l'académie de Montpellier,  
Chancelière des universités

**Région académique Occitanie**  
31, rue de l'Université  
CS 39004  
34064 Montpellier cedex 2  
Tél : 04 67 91 47 00

**Création et réalisation :**  
Rectorat de Région académique  
**Impression :**  
SRD Rectorat de Région académique  
**Date de publication :**  
16/06/2025

